

**FRONTIÈRES — L'ALLEMAGNE FAIT  
CAVALIER SEUL RÉSEAUX SOCIAUX —  
FAUT-IL LES INTERDIRE AUX ENFANTS ?**

**Rencontre —  
Mohammad Rasoulof,  
le cinéma, l'Iran et l'exil**



**Courrier  
international**

N° 1768 du 19 au 25 septembre 2024  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 4,90 €

Algérie 520 DA, Allemagne 6,30 €,  
Andorre 6 €, Canada 8,95 \$CAN,  
DOM 1,20 €, Espagne 5,80 €,  
Grande-Bretagne 5,6 €,  
Grèce 5,90 €, Italie 5,60 €,  
Japon 1100 ¥, Maroc 48 DH,  
Pays-Bas 6 €, Portugal cont. 5,60 €,  
Sénégal 3400 CFA, Suisse 7,20 CHF,  
TOM 1100 XPF, Tunisie 10 DT,  
Afrique CFA autres 3600 CFA.

# CE QUE VEULENT LES AMÉRICAINS

*À moins de deux mois de la présidentielle, Kamala Harris et Donald Trump sont au coude-à-coude. Dans deux essais de politique-fiction, The New York Times décrypte pourquoi l'un comme l'autre peuvent l'emporter. Vertigineux.*



M 03183 - 1768 - F: 4,90 €



 Le parc national du Cap Le Grand



L'Australie n'a  
jamais été  
aussi proche.

Vols directs avec Qantas

Réservez sur [qantas.com](https://qantas.com)

 **QANTAS**  
L'Esprit Australien



 Port de Sydney



Vols directs Paris-Sydney via Perth avec Qantas.



**LES CHOIX DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

**Ce que veulent les Américains**

**U**ne *élection explosive* : voilà comment **The Guardian** qualifie la présidentielle américaine à moins de deux mois du scrutin. Jamais, de l'avis du quotidien britannique (et d'une bonne partie de la presse étrangère), on n'avait vu une campagne électorale aussi agitée. À chaque jour son rebondissement, son lot de tensions, d'invectives et de violences. Le 13 juillet, Donald Trump a été victime d'une tentative d'assassinat lors d'un meeting en Pennsylvanie. Et voilà que le scénario se répète, se désole le *Guardian*, en Floride cette fois, où le milliardaire aurait été visé alors qu'il jouait au golf. "C'est de nouveau arrivé. Et, à cinquante jours de la

présidentielle, c'est un pays tout entier qui est précipité en territoire inconnu." On se souvient du poing levé du candidat républicain juste après les coups de feu en juillet. Un geste pour l'histoire qui avait marqué les esprits. Trump, blessé, mais plus fort que jamais, analysait alors le site **Politico**. Rien ne semblait alors devoir arrêter sa marche triomphale vers la Maison-Blanche face à un Joe Biden vieillissant et de plus en plus contesté jusque dans son propre camp. Et puis, coup de théâtre, Joe Biden s'est effacé au profit de sa vice-présidente. En quelques jours, Kamala Harris a redonné espoir au camp démocrate. De façon aussi spectaculaire qu'inattendue. Le 10 septembre, lors du débat l'opposant à son rival, la candidate démocrate a même, de l'avis général, pris l'avantage. Mais la bataille est loin d'être gagnée, nuance **The Atlantic**. Certes, "une nette majorité d'électeurs jugent que Kamala Harris est sortie

*gagnante de ce duel*". Pourtant, à en croire un autre sondeur cité par le magazine, "Trump n'a pas perdu la moindre voix lors du débat, tant ses électeurs sont acquis à sa cause. Mais il est passé pour un vieillard aigri et en colère, ce qui l'empêche de dépasser les 46-47 % qu'il a réussi à engranger par le passé." C'est l'annonce de ce débat – le seul finalement, puisque Donald Trump, mauvais perdant, a annoncé juste après qu'il n'y en aurait pas d'autres, accusant les journalistes d'ABC de partialité – qui nous avait incités à programmer ce dossier cette semaine. Une façon de monter en puissance dans notre couverture de la présidentielle américaine à l'approche du scrutin, dans l'hebdomadaire comme sur notre site, où vous pourrez retrouver, dès le samedi 21 septembre, États-Uniques, un billet d'humeur hebdomadaire sur la campagne écrit par nos journalistes qui couvrent l'Amérique du Nord. En attendant, rien n'est joué et tous les sondages donnent

Kamala Harris et Donald Trump au coude-à-coude. L'un comme l'autre ont encore toutes leurs chances de l'emporter le 5 novembre, pour des raisons très différentes. Deux scénarios que **The New York Times** a voulu illustrer en demandant à deux de ses chroniqueurs, de sensibilité plutôt conservatrice, d'imaginer les conditions d'une victoire de chaque candidat. Résultat, deux essais passionnants de politique-fiction que nous avons traduits dans ce numéro et qui résument bien les enjeux de ce scrutin. Pour David Brooks, la victoire de Donald Trump aura d'abord été une victoire contre les élites. Le candidat républicain l'aura emporté grâce au mécontentement persistant des électeurs, d'abord préoccupés par l'économie et qui s'estimaient trahis par la classe dominante démocrate. Kamala Harris, elle, aura été élue car elle a su habilement surfer sur le thème de la joie, estime Ross Douthat. Avec

son programme minimaliste et sa "décontraction idéologique", elle aura surtout su rassurer les électeurs. Sans offrir d'angle d'attaque au camp républicain. Ce qui frappe à la lecture de ces scénarios, c'est qu'ils sont tous les deux tout à fait plausibles. Et que chacun est porteur de très nombreuses incertitudes. Selon *The Guardian*, qui s'inquiète de la banalisation de la violence en politique, "10 % des Américains en âge de voter soutiennent le recours à la violence pour lutter contre Trump, et 6,9 % des sondés cautionnent l'usage de la violence pour soutenir Trump" (sondage réalisé à la fin de juin par l'université de Chicago). "De quoi remplir d'appréhension des électeurs préoccupés par l'issue de la présidentielle – et par ce qui risque de se passer ensuite dans un pays qui compte plus d'armes à feu que d'habitants."

**En couverture :**  
Dessin d'Axel Rangel García, Mexique, pour **Courrier international**



**Sommaire**

**ALLEMAGNE** p.6

**L'édifice européen en péril**

La mise en place de nouveaux contrôles aux frontières allemandes prouve que la République fédérale croit de moins en moins au projet européen, déplore **Die Zeit**.

**VOYAGE** p.42

**Le Schiehallion, montagne magique**

Gravir les 1083 mètres de ce sommet du nord de l'Écosse, c'est partir à la découverte d'une montagne riche en histoires, scientifiques et mythologiques raconte le **Financial Times**.

**360°**

**LES SOURCES**



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Age** Melbourne, quotidien.
- The Atlantic** Washington, mensuel.
- Berlingske** Copenhague, quotidien.
- The Daily Telegraph** Londres, quotidien.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- ISS Africa (Institut d'études de sécurité)** Afrique du Sud, en ligne (issafrica.org).
- Nawaat** Tunis, en ligne (nawaat.org).
- Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien.
- New Scientist** Londres, hebdomadaire.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire.
- South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

DESSIN D'AJUBEL, ESPAGNE



**FRANCE** p.20

**Des médecins tunisiens "mal-aimés"**

Le nombre de praticiens tunisiens partis travailler dans l'Hexagone a plus que quintuplé depuis 2010. Mais leur situation y est précaire, constate **Nawaat**.

**CINÉMA** p.46

**Mohammad Rasoulof, cinéaste en exil**

Inspiré par le mouvement Femme, vie, liberté, *Les Graines du figuier sauvage*, le nouveau film de l'Iranien Mohammad Rasoulof, a marqué un point de non-retour pour le réalisateur, confie-t-il à la **Neue Zürcher Zeitung**.



PHOTO PHILIPPE LEBRUHAN/FEMA



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

6. **Allemagne.** L'édifice européen en péril

10. **Controverse.** Faut-il interdire les réseaux sociaux aux enfants ?

## D'un continent à l'autre

12. **Allemagne.** BSW, le petit parti qui fait grand bruit

16. **Turquie.** Les femmes,

une menace pour Erdogan

18. **Jeux de Paris.** Le déclin français, une illusion ?

20. **France.** Les médecins tunisiens, "mal-aimés" du système

22. **Sri Lanka.** Après la crise,

un rêve de changement

24. **Afrique.** Les côtes atlantiques, objets de convoitise

27. **Suriname.** Les descendants d'esclaves dorlotent leurs riz

## À la une

28. Ce que veulent les Américains

## Transversales

36. **Économie.** Batteries électriques : la Chine mène la charge

38. **Sciences.** C'est la peste qui aurait décimé les premiers paysans scandinaves

40. **Santé.** Quel est le meilleur moment pour faire du sport ?

41. **Signaux.** Tout ça pour chat !

## 360°

42. **Voyage.** Le Schiehallion, montagne magique

46. **Plein écran.** Mohammad Rasoulof, cinéaste en exil

48. **Culture.** Ces chanteuses pop au cri parfait

50. **Histoire.** Qui a tué Ramsès III ?



## SUR NOTRE SITE

## Moyen-Orient. Au Liban, l'ouverture d'un second front ?

Le 17 septembre dans l'après-midi, les bipeurs de membres du Hezbollah surchauffent et explosent, faisant plus de 2800 blessés et au moins 8 morts. Une attaque diffuse pilotée par le renseignement israélien ? Et le prélude à une opération de grande ampleur menée par Israël à sa frontière nord ? Suivez la situation sur notre site.

## Chronique. Redécouvrez l'Amérique avec États-Uniques

À l'occasion de la présidentielle américaine de 2024, chaque samedi à partir du 21 septembre, la rédaction de *Courrier international* vous propose États-Uniques, un billet décalé sur un temps fort de la campagne (et ses coulisses) accompagné de conseils de lecture. Pour tout comprendre à ce qui se joue outre-Atlantique.

Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



**la soirée**  
**EXPAT**

**LE 17 OCT. 2024**  
**À 19H, À L'AUDITORIUM**  
**DU GROUPE LE MONDE,**  
**PARIS XIII\***

**PRÉPAREZ**  
**VOTRE AVENTURE**  
**À L'ÉTRANGER**

TABLES RONDES • RENCONTRES • COCKTAIL

QR code

## À NOS LECTEURS



Un encart publicitaire est distribué avec votre numéro de *Courrier international*. Il a été intégralement réalisé par les équipes de Google. La rédaction n'a pas participé à cet encart.

É société anonyme avec  
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €  
Ac e: La Société éditrice du Monde  
Président du directoire, directeur de la publication:  
François-Xavier Devaux  
Directrice de la rédaction, membre du directoire: Claire Carrard  
Conseil de surveillance: Louis Dreyfus, président  
Dépôt légal Septembre 2024. Commission paritaire n° 0727 c 82101.  
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com  
Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Raymond Clarinard, Nicolas Coisplet, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Beniamino Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engolan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechâï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Favier (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Marine Cytler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béliel (chef des informations, 17 32), Hugo Florent, Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Mélanie Chenouard (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (Courrier-Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet

INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonathann Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE: Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Solaï Abélès, Theo Ainley, Christophe Alexandre, Torunn Amiel, Nell Antona, Anne Baron, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Nicolas Cardona, Aurélie Chateau, Guillaume Deneufbourg, Eloïse Duval, Héléne Frédéric, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudeau, Valentine Morizot, Mélanie Tanous, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Aruzhan Yeraliveva PUBLICITÉ Publicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@publicite.fr, 39 68), Directeur de la publicité David Delannoy, Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@publicite.fr), Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@publicite.fr, 30 21), Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@publicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellana (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directeur des ventes Sabine Guide Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Marie Donal, Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit ad numérique)

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations: https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 015-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International, c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H7M 1K6, Canada.



Ce numéro comporte un encart chéquier Sélect\* Presse posé en aléatoire sur certains abonnés France métropolitaine

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €\*  
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 165 € au lieu de 290,60 €\*

RCO24BO02

Monsieur  Madame

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/2024/ours>  
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.3.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de *Courrier international*.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de *Courrier international*. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à [dpo@groupelemonde.fr](mailto:dpo@groupelemonde.fr). Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

## Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33  
abonnements@saipm.com  
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310  
expressmag@expressmag.com  
Suisse : (41) 022 860 84 01  
abonne@edigroup.ch

## MÉDITERRANÉENNE

DEPUIS 35 ANS



AUDE | CHAPELLERIE MONTCAPÉL :  
Suspension artisanale en laine française



MARIANNE RATIER | MEYNIAL :  
Nappe en toile de jouté dessinée en France



OCRE | AMÉLIE CORBISIER :  
Vase façonné à la main à Marseille



POTERIES DE TAMEGROUTE :  
Vases en terre brute fabriqués à la main au Maroc



MARIA :  
Céramiques fabriquées au Portugal



CAPEÛ | L'ENSAAMA :  
Imaginée par les étudiants de l'école de design

Près de 100 pièces exceptionnelles en édition limitée, signées de créateurs français et méditerranéens.  
Une **collection anniversaire** qui donne le ton dès aujourd'hui de nos engagements pris pour demain  
- à découvrir dans nos magasins et sur [alinea.com](https://alinea.com).



# Allemagne. L'édifice européen en péril

La mise en place de nouveaux contrôles aux frontières allemandes prouve que la République fédérale croit de moins en moins au projet européen, déplore le correspondant à Bruxelles de ce journal de centre gauche.



—Die Zeit (Hambourg)

L'Allemagne a rétabli des contrôles à toutes ses frontières [le lundi 16 septembre]. On pourrait certainement débattre des heures sur l'efficacité d'une telle mesure ainsi que sa conformité avec le droit européen. Une chose est sûre : l'Allemagne s'engage sur une voie inédite.

Nombreux objecteront que la France, la Grèce et l'Italie ne se privent pas de refuser des migrants. Là n'est pas la question. Avec cette décision, le gouvernement allemand passe un cap qu'aucun pays membre de l'Union européenne (UE) n'avait encore franchi, à l'exception de la Hongrie de Viktor Orban. Et ce alors que l'Allemagne est le plus grand pays de l'UE.

Peut-être ne verra-t-on guère de bouleversement aux frontières. Peut-être n'y aura-t-il pas de longues files de voitures. Ce qui est scandaleux dans cette décision, c'est qu'à aucun moment l'Allemagne, élève modèle autoproclamé de l'UE, n'a jugé bon d'en discuter avec ses voisins.

Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, s'en est vivement ému, jugeant cette

initiative inacceptable. Il aurait appris la nouvelle dans la presse. Le président autrichien, Alexander van der Bellen, le dit aussi, quoique plus diplomatiquement : "J'ai été un peu surpris par la manière quelque peu improvisée avec laquelle l'Allemagne a annoncé ce changement aux frontières."

**Indifférence réitérée.** Le gouvernement allemand n'a manifestement pas songé à ses partenaires européens. On voudrait croire que c'est une simple erreur de négligence. Sauf que ce n'est pas la première fois que l'Allemagne prend une décision grave sans penser à ses conséquences au niveau européen. Pour rappel : début octobre 2022, le chancelier Olaf Scholz se présente devant la presse et annonce fièrement son *Doppelwumms* [littéralement, "double vroum"] – une enveloppe de 200 milliards d'euros destinée à amortir la crise de l'énergie.

En Allemagne, la nouvelle est largement saluée; dans les autres pays européens, elle est vivement critiquée. Ces 200 milliards constituaient pour l'économie allemande une aide gouvernementale conséquente et qui faussait la concurrence vis-à-vis

✚ Nancy Faeser, ministre fédérale de l'Intérieur : "Stop! Vos papiers!" Dessin de Mohr paru dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Francfort.

des autres pays européens. Cette décision était antieuropéenne. Depuis, la Cour constitutionnelle fédérale a invalidé une partie du financement de cette enveloppe – mais cela ne change rien à l'aveuglement du gouvernement.

Comment expliquer une telle indifférence pour les partenaires européens? Le *Doppelwumms* est un produit de l'hubris allemande, fondé sur la conviction – erronée – de disposer de plus d'argent que les autres. En quoi aurait-on besoin de l'Europe quand on a les poches pleines?

Le rétablissement précipité des contrôles aux frontières est, lui, une réaction de panique face à un problème réel, en l'occurrence l'immigration clandestine. Et celle-ci tient au fait que les autres pays européens ne respectent pas les obligations fixées par la procédure de Dublin,

**Ce qui est scandaleux dans cette décision, c'est qu'à aucun moment l'Allemagne n'a jugé bon d'en discuter avec ses voisins.**

selon laquelle les demandes d'asile doivent être gérées par le pays par lequel le demandeur est entré sur le territoire de l'UE. Trop souvent, ces migrants sont autorisés à poursuivre leur chemin, jusqu'en Allemagne.

Ces clandestins sont trop nombreux, ils arrivent trop vite et viennent de trop loin. Souvent, ce ne sont pas les plus vulnérables. Et les contrôles sont insuffisants. Ces constats ne datent pas d'hier, mais pendant longtemps, il était difficile d'en parler sans être suspecté de racisme.

Pour ne rien arranger, le système de Dublin ne fonctionne pas. Il est à bout. C'est pour cela que tant de citoyens estiment leurs responsables politiques incapables de trouver des solutions à la crise migratoire [lire aussi l'article p. 12] – ou les soupçonnent de ne pas vouloir en trouver. D'après un sondage commandé par *Die Zeit*, 82 % des Allemands souhaitent aujourd'hui un durcissement des politiques d'accueil.

En 2015, leur chancelière avait pourtant marqué l'histoire avec son célèbre "Wir schaffen das!" ["Nous y arriverons!"], prononcé à la légère. Sans faire l'unanimité, cette déclaration d'Angela Merkel avait été largement saluée, en Allemagne du moins. Dans les autres pays d'Europe, en revanche, l'attitude de Berlin, qui se gargarisait de sa propre générosité, avait suscité un mélange d'étonnement et d'effroi.

En raison de son terrible passé, les pays voisins portent un regard acéré sur l'Allemagne, et voyaient déjà dans cette *Willkommenskultur* ["culture de l'accueil"] prônée par Berlin une forme d'exagération – non sans raison.

À en croire ses partisans, le rétablissement des contrôles aux frontières allemandes devrait avoir un effet boule de neige et permettre, à terme, un meilleur contrôle des frontières extérieures de l'Union. Mais ils semblent oublier une chose : que les partis d'extrême droite misent eux aussi sur un effet boule de neige à l'issue bien différente, à savoir la ruine de l'UE.

**Tache d'huile.** Le gouvernement de coalition néerlandais, contrôlé par le parti d'extrême droite de Geert Wilders, a déjà annoncé réfléchir à un retrait total du système d'asile européen. Et cette décision pourrait faire tache d'huile. L'Europe se trouve peut-être à l'aube d'une renationalisation de sa politique d'asile et d'immigration. Au risque de saccager durablement le chef-d'œuvre de l'Union : son marché unique.

Tout cela survient quelques mois à peine après l'adoption du pacte européen sur la migration et l'asile, venu mettre un terme à plusieurs années de luttes âpres et de débats houleux. Cet ensemble de mesures doit entrer en vigueur en 2026. Son efficacité reste toutefois à prouver, car lui aussi s'appuie sur des règles qui ne peuvent fonctionner sans la coopération totale des pays membres.

Le gouvernement allemand aurait pu se référer à ce nouvel arsenal législatif et défendre bec et ongles les textes qu'il a contribué à élaborer. Mais il en a décidé autrement. Et ce faisant il alimente les soupçons à son égard : Berlin ne croit pas en ce qui se décide à Bruxelles, assurent certains, et ne faisait déjà plus confiance à ses partenaires européens au moment de la signature du pacte. Le pays le plus peuplé de l'Union cède à des réflexes nationalistes. Ce repli sur soi ne passe pas inaperçu. Et il ne sera certainement pas sans conséquences non plus.

—Ulrich Ladurner,  
publié le 16 septembre

## SOURCE



### DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne  
Hebdomadaire  
zeit.de

Ce grand journal d'information et d'analyse politique, créé en 1946 par la force d'occupation britannique et basé à Hambourg, appartient au groupe Holtzbrinck. Pointu et exigeant, tolérant et libéral, il paraît tous les jeudis et se distingue par sa maquette et son iconographie recherchées.

# BIÈRE PÉLICAN



 BOUTEILLES  
& CAPSULES  
TRIEZ-LES!

**RETOURNER LA BOUTEILLE PÉLICAN PERMET DE REMUER  
LES LEVURES ET RÉVÉLER LE CARACTÈRE DE LA BIÈRE NON FILTRÉE**

LA BIÈRE PÉLICAN TIRE SON EMBLÈME DE LA BRASSERIE DU MÊME NOM.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

## UNION EUROPÉENNE

## Une Commission très, très à droite

Les noms des 26 nouveaux commissaires ont été dévoilés le 17 septembre par Ursula von der Leyen. Une équipe très à droite et sans figure charismatique, note la presse.

Après des semaines de batailles politiques et de tractations en coulisse, Ursula von der Leyen a dévoilé, le 17 septembre, ses arbitrages. Et, comme l'anticipait **El País**, "le virage à droite en Europe se confirme également à la tête de l'exécutif européen". De fait, au sein de cette nouvelle équipe composée de 16 hommes et 11 femmes, 15 commissaires (dont Ursula von der Leyen) sont issus du Parti populaire européen, et 2 de l'extrême droite, dont l'Italien Raffaele Fitto, ministre du gouvernement de Giorgia Meloni, qui a obtenu une vice-présidence avec le portefeuille de la Cohésion et des Réformes. Les autres vice-présidences ont été attribuées à l'Estonienne Kaja Kallas (responsable de la Politique étrangère), à l'Espagnole Teresa Ribera (avec le portefeuille de la Concurrence), à la Finlandaise Henna Virkkunen (Souveraineté technologique), à la Roumaine Roxana Minzatu (Formation) et au Français Stéphane Séjourné (Stratégie industrielle).

Stéphane Séjourné avait été proposé la veille par Emmanuel Macron, après la démission surprise de Thierry Breton. Dans une lettre ouverte "virulente" publiée sur X, écrit **Politico**, le commissaire au Marché intérieur a accusé la présidente von der Leyen d'avoir "tramé dans son dos pour convaincre Emmanuel Macron de l'évincer".

Le "plus probable" est que "von der Leyen ait voulu faire payer au Français 'son arrogance et son manque de loyauté'", a avancé une source au sein de la Commission auprès du quotidien belge **De Standaard**.

"Se débarrasser de l'un de ses plus redoutables contradicteurs, qui plus est issu de l'un des pays les plus puissants du bloc européen, témoigne sans ambiguïté de la volonté de von der Leyen d'imposer sa marque sur la scène internationale", commente **Politico**. Et Thierry Breton n'est pas le seul à avoir été écarté. "Sur le petit nombre de commissaires européens capables de défier von der Leyen, il n'en reste plus un seul", poursuit **Politico**, qui résume ainsi la position de la numéro un de l'exécutif européen : elle "a un message très clair pour son équipe : 'le premier qui bronche aura affaire à moi'".

"L'Ursula Bis veut avoir les coudées franches, renchérit **La Repubblica**, et, en profitant des faiblesses de presque tous les grands pays européens, elle a imposé ses

**"Sur le petit nombre de commissaires européens capables de défier von der Leyen, il n'en reste plus un."**

POLITICO

exigences : elle a formé une Commission faible, sans personnalité capable de lui résister, pour être seule aux commandes."

Cette équipe devra encore franchir une étape cruciale : les commissaires passeront des auditions devant les eurodéputés et se soumettront à un vote d'approbation. La gauche pourrait être tentée de mettre des bâtons dans les roues de la toute-puissante présidente de la Commission, explique **El País** : "Le Parti socialiste européen et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen ont averti la cheffe de l'exécutif européen qu'elle ne devrait pas s'attendre à un blanc-seing de leur part si elle penchait trop à droite."

— **Courrier international**



## LE DESSIN DE LA SEMAINE

↓ Dessin de Beruma paru dans **The Irrawaddy**.

## Sous les eaux et les bombes



**BIRMANIE** — "Ground zero" : c'est l'expression choisie par **The Irrawaddy** pour décrire la désolation après le passage du typhon Yagi dans le pays.

Le 17 septembre, un bilan faisait état de 226 morts et de 320 000 déplacés. Dans le centre de la Birmanie, la montée des eaux a atteint 4 mètres par endroits et les glissements de terrain se sont multipliés. Face à l'étendue des dégâts, le chef de la junte s'est résolu à faire appel à l'aide internationale. Mais, comme le décrit Beruma dans son dessin publié par le média birman en exil **The Irrawaddy**, cette même junte, de plus en plus fragilisée face à la résistance armée, n'a pas hésité, dans le même temps, à déployer ses hélicoptères pour bombarder des populations civiles dans le nord du pays. Au total, dans la région, le typhon Yagi a tué plus de 500 personnes, dont près de 300 au Vietnam, où les dégâts sont évalués à 1,5 milliard d'euros.

## Antibiorésistance À feu et à sang

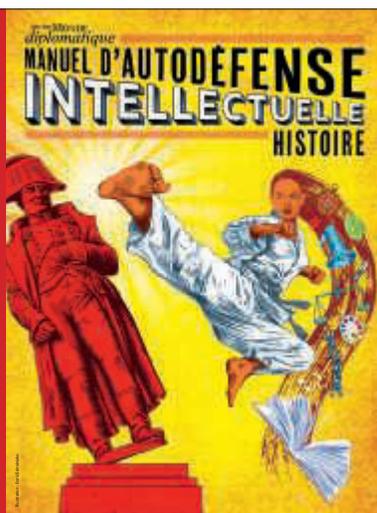
**SANTÉ** — "L'antibiorésistance pourrait tuer plus de 39 millions de personnes d'ici à 2050", avertit **New Scientist**, qui se fait l'écho d'une modélisation parue, le 16 septembre, dans la revue médicale **The Lancet**. Cela dit, dans un scénario plus optimiste, avec le développement de nouveaux antibiotiques contre "la bactérie la plus problématique" (le staphylocoque doré multirésistant), "11 millions de morts pourraient être évitées". Cette capacité des bactéries à devenir résistantes aux antibiotiques est un mécanisme naturel. Mais il est favorisé par de mauvais usages des médicaments. Et selon cette analyse des données de plus de 500 millions de personnes dans le monde et pour 22 pathogènes différents, elle a déjà été responsable de plus de 1 million de décès annuels entre 1990 et 2021.

**PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE** — "Porgera en flammes", annonce le **Highlands Post** le 17 septembre. Dans cette région de hauts plateaux, des affrontements entre clans rivaux autour d'une vaste mine d'or ont fait au moins 35 morts, selon la police. L'état d'urgence a été déclaré, un couvre-feu imposé et la vente d'alcool interdite. Ce genre de conflit est fréquent, mais la récente arrivée d'armes à feu automatiques a accru les pertes en vies humaines. Le gouverneur de la province d'Enga, Peter Ipatas, a appelé les habitants de Porgera à en finir avec leur attitude "datant de l'âge de pierre".



Combattre les idées reçues

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
www.monde-diplomatique.fr/hs



7 jours en france

↓ L'abbé Pierre. Dessin de Faber, Luxembourg.

## L'âge de la retraite relevé

**CHINE** — De 60 à 63 ans pour les hommes, de 55 à 58 ans pour les femmes cadres, et de 50 à 55 ans pour les ouvrières et les employées : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et au cours des quinze prochaines années, la Chine va progressivement augmenter l'âge légal de départ à la retraite, a annoncé l'agence de presse officielle **Xinhua** le 13 septembre. Il s'agit du premier changement de politique en la matière depuis les années 1950, rapporte le média anglophone **Sixth Tone**. Cette réforme, envisagée depuis des années, vise à préserver un système mis à mal par le vieillissement de la population.

## Un nouveau départ?



**SÉNÉGAL** — Élu en mars sur la promesse d'un changement profond, Bassirou Diomaye Faye a annoncé le 12 septembre la dissolution du Parlement et la tenue de législatives le 17 novembre. "Une première historique", commente le journal **Enquête+**. Le président espère ainsi obtenir une majorité stable pour gouverner et passer à la vitesse supérieure contre la vie chère et le chômage, alors que la précédente Assemblée (élue en 2022 et où le camp de l'ex-président Macky Sall continue à dominer) lui est hostile.

## La razzia de "Shogun"

**SÉRIES** — C'est un "exploit historique", écrit le site spécialisé nippon **Cinema Today**. Lors de la cérémonie des Emmy Awards, dans la nuit du 15 au 16 septembre, la série américano-japonaise *Shogun* a remporté 18 trophées. Elle bat ainsi le record de récompenses engrangées par la même saison d'une série. *Shogun* est adapté du best-seller éponyme de James Clavell paru en 1975 (traduit en français aux éditions Callidor) et met en scène les luttes de pouvoir dont le Japon féodal a été le théâtre.

# Justice. Le procès de la "solidarité patriarcale"

L'affaire des viols de Mazan n'est que la partie visible d'un "iceberg", estiment des titres étrangers, pour lesquels le procès doit servir à révéler la brutalité de la "masculinité ordinaire".

Des milliers de personnes se sont rassemblées "dans toute la France", le 14 septembre, en soutien à Gisèle Pelicot, rapporte **The Guardian**. Des manifestations ont également eu lieu à Bruxelles et à Liège, peut-on lire sur le site de la **RTBF**. De fait, l'onde de choc provoquée par l'affaire des viols de Mazan "dépasse les frontières françaises", commente **RTL Belgique**. Depuis son ouverture le 2 septembre, le procès de Dominique Pelicot – accusé d'avoir demandé à des dizaines d'hommes de violer sa femme, Gisèle, après qu'il l'avait droguée, et ce pendant une décennie – captive la presse du monde entier. Et ravive les débats sur la nature de telles violences.

Le hashtag #NotAllMen a refait surface avec force sur les réseaux sociaux à la suite de la stratégie de défense des agresseurs présumés de Gisèle Pelicot (coaccusés au procès), constate Noelia Ramírez dans **El País**. Pour la journaliste espagnole, cet argumentaire est un "moyen d'éviter de parler des causes de la violence machiste". En s'appuyant sur

la liste impressionnante de féminicides et autres crimes commis sur des femmes, celle-ci affirme "ne pas vouloir banaliser ces faits, mais plutôt mettre en lumière leurs mécanismes et chercher à faire comprendre comment on peut en arriver là".

En Catalogne, **El Periódico** considère que cette affaire peut se résumer ainsi : "Le monde est malade. Car ce n'est pas un cas isolé, pas du tout." Avec un certain optimisme, la journaliste Agnès Marquès assure que "Gisèle [Pelicot] va tout changer. Elle montre que nous, les femmes plus âgées, nous avons le devoir de témoigner auprès des jeunes femmes. La honte doit changer de camp, c'est une question de survie."

Pour **The Times**, l'affaire Pelicot "est comme un iceberg. La partie visible – la plus extrême – attire toute l'attention, mais, sous la surface, il y a d'autres problèmes très répandus dont les causes sont plus profondes." La journaliste Hadley Freeman affirme, elle aussi, que ces actes d'une extrême violence sont structurels. Ils seraient les conséquences inévitables d'une culture où "des crimes

comme le voyeurisme et l'exhibitionnisme sont traités avec légèreté comme des blagues potaches, inoffensives, qui ne prêteraient pas à conséquence", et où la pornographie "a banalisé l'idée que le sexe doit forcément être douloureux et humiliant pour les femmes".

"Si ces abus en série sortent de l'ordinaire par leur mécanique huilée et leur ampleur, ils sont l'expression d'un mal que d'autres agresseurs s'autorisent sur une base individuelle, protégés par notre incapacité à voir le phénomène dans toute son étendue et sa complexité", souligne depuis Montréal l'éditorialiste du **Devoir**, Louise-Maude Rioux Soucy. "À Mazan, le pire se terrait entre les lignes de cinquante ans de vie commune ordinaire", ajoute-t-elle, de quoi "mesurer l'épaisseur de la chape de plomb qui pèse sur ces transgressions souvent perçues comme de la simple 'intendance domestique'".

Samira El-Ouassil, chroniqueuse pour **Der Spiegel**, va plus loin dans son analyse et déplore la "solidarité patriarcale" à l'œuvre. La litanie des arguments avancés par la défense ces derniers jours "en dit long sur la masculinité ordinaire", ajoute l'hebdomadaire hambourgeois, et "reflète l'argumentaire habituel invoqué par les agresseurs pour se dédouaner en banalisant les violences faites aux femmes". La journaliste allemande insiste sur le caractère systémique des violences dont Gisèle Pelicot a été la victime, celles commises par "des membres de leur entourage apparemment dignes de confiance, des compagnons et des proches, qui camouflent leur violence dans la banalité du quotidien".

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE

## SCANDALE

## Abbé Pierre : le Vatican savait

Le pape François a reconnu le 13 septembre que l'Église avait été informée des agressions sexuelles commises par celui qui a longtemps été la personnalité préférée des Français.

L'Église a-t-elle sciemment gardé le silence concernant les agressions sexuelles commises pendant des années sur des femmes, dont des mineures, par l'abbé Pierre? C'est la question que se pose le **Frankfurter Allgemeine Zeitung** (FAZ) après les propos tenus par le pape François le 13 septembre dans l'avion qui

le ramenait d'Asie. "Le souverain pontife a qualifié l'abbé Pierre de "terrible pécheur". Ce dernier, qui s'est battu avec son association Emmaüs contre la pauvreté, la misère et l'exclusion, était vénéré comme un saint en France."

Le scandale, rappelle **El País**, "a éclaté au grand jour cet été et a bouleversé la société française, à la suite d'un rapport interne [d'Emmaüs] qui admet que 7 femmes l'ont accusé d'attouchements non consentis, de baisers forcés et de remarques à connotation sexuelle entre 1970 et 2005".

Désormais, indique le journal espagnol, ce sont 24 femmes qui l'accusent – dont une était alors âgée de 8 ans. Les agressions auraient été commises en France mais aussi aux États-Unis, en Belgique, en Suisse et au Maroc.

Le Vatican était donc au courant. Depuis quand? "Je ne sais pas, parce que je n'étais pas ici",

a assuré François, devenu pape en 2013. "Certainement après [sa] mort, c'est sûr. Mais avant, je ne sais pas." "Autrement dit, le Vatican savait au moins depuis la disparition de l'abbé Pierre, en 2007, mais personne n'a rien révélé publiquement, et on ignore quelles mesures ont été prises", commente **El País**.

"Comme dans d'autres cas, la loi du silence a primé", poursuit le quotidien madrilène. Mais tout semble maintenant s'accélérer. La Fondation Abbé-Pierre a décidé de changer de nom, des rues et lieux portant le nom du religieux seront rebaptisés. "Contrairement à ses habitudes, relève la FAZ, la Conférence des évêques de France a [même] annoncé l'ouverture immédiate des archives concernant l'abbé Pierre, sans attendre le délai prévu de soixante-quinze ans [après la mort de la personne]."

— **Courrier international**





CONTROVERSE

# Faut-il interdire les réseaux sociaux aux enfants ?

Le Premier ministre australien, Anthony Albanese, a annoncé le 10 septembre vouloir faire adopter une loi pour bloquer l'accès à Facebook, Instagram et autre TikTok aux enfants de moins de 16 ou 14 ans. Une décision qui divise la presse australienne.

NON

## C'est aux géants de la tech d'agir

—The Age, Melbourne

La proposition visant à interdire les réseaux sociaux aux plus jeunes est motivée par des intentions tout à fait louables. Car, oui, les effets délétères de certains contenus sur leurs cerveaux doivent absolument être combattus. Mais il convient de tempérer ces vœux pieux avec une bonne dose de réalisme. Car la marche est haute entre ce que l'on souhaite et ce qui peut être mis en place. Le 10 septembre, le Premier ministre, Anthony Albanese, a annoncé souhaiter appliquer cette interdiction à tous les moins de 16 ans [ou moins de 14 ans]. *“Rien n'est plus important que la sécurité, la santé mentale et physique de nos enfants”,* a-t-il déclaré.

Ces inquiétudes sont légitimes au vu du nombre de mineurs captivés par les réseaux sociaux. [En Australie,] un quart des 8-10 ans et la moitié des adolescents âgés de 11 à 13 ans vont sur les réseaux au moins une fois par semaine. Un mineur sur cinq a subi du harcèlement en ligne, explique la responsable de l'agence gouvernementale eSafety [chargée de la protection des personnes sur le web]. Les victimes ont 14 ans en moyenne. Dans une enquête sur la santé mentale menée en 2022 à l'échelle nationale, 57% des mineurs estimaient que leur santé mentale s'était détériorée. Presque la moitié de ces 57% en imputait la cause aux réseaux sociaux.

Il ne faut pas toutefois tomber dans le manichéisme. À la suite des déclarations d'Anthony Albanese, l'Unicef a mis en garde contre la promotion d'une solution unique, censée tout résoudre. Selon Katie Maskiell, d'Unicef Australie, si l'on veut vraiment protéger les enfants, il faut privilégier la réduction des risques à une interdiction stricte. *“Les jeunes nous le disent : être présent sur les réseaux sociaux contribue largement à leur bien-être et à leur épanouissement, c'est devenu un aspect central de leur vie. Repousser l'âge auquel ils ont le droit de s'y inscrire, c'est les punir pour un échec qui n'est pas le leur, mais bien celui des entreprises de la tech, incapables de proposer des plateformes plus responsables.”*

C'est en effet là que le bât blesse. L'influence dont jouissent les géants du numérique dépasse celle de la plupart des États. Leur ancrage dans la société compte bien plus pour eux que le respect du contrat social. Ce qui incombe aux gouvernements, c'est de veiller au bon respect de la législation nationale par les firmes transnationales. D'autres pays s'y sont déjà essayés, mais ces entreprises ont toujours su se défendre.

Toujours selon la responsable d'eSafety, plusieurs pays envisagent d'introduire une limite d'âge. En 2019, le Royaume-Uni avait voulu interdire le visionnage de pornographie aux mineurs, mais le projet avait été abandonné, car les solutions technologiques qu'il impliquait suscitaient des inquiétudes. Il faut se poser les mêmes questions pour l'annonce faite par Anthony Albanese : comment une telle interdiction pourrait-elle être mise en place? Cela fonctionnera-t-il vraiment? Le gouvernement est, à ce propos, en train de tester plusieurs systèmes de vérification d'âge.

Pour comprendre les problèmes que soulèvent l'entrée en vigueur et la bonne application d'une telle interdiction, il faut s'imaginer devoir cadenasser une porte : qui va concevoir le cadenas? Qui va l'installer? Qui donc en gardera les clés? Aucun pays n'est allé aussi loin que la proposition d'Anthony Albanese. Si le système retenu reposait sur la bonne foi des utilisateurs, il serait probablement voué à l'échec. Il ne faut pas compter sur les consommateurs pour respecter d'eux-mêmes l'interdiction.

**“Repousser l'âge auquel les jeunes ont le droit de s'inscrire sur les réseaux, c'est les punir pour un échec qui n'est pas le leur.”**

Katie Maskiell, UNICEF AUSTRALIE

Si cette initiative aboutit, les parents pourront peut-être persuader leurs enfants de lâcher leurs écrans à coup de “c'est le gouvernement qui le demande”. Meta, le groupe qui détient Facebook, renvoie la responsabilité aux parents et aux boutiques d'applications, en rappelant que c'est aux sociétés qui les contrôlent (comme Apple ou Google) que devrait revenir le soin de gérer l'accès au téléchargement d'applications. Reste à voir s'ils tiendront compte des déclarations de Michelle Rowland, la ministre des Communications australienne, qui attend des plateformes et des

fournisseurs de services en ligne qu'ils “fassent leur part du travail”.

Aucun doute possible, une mobilisation est en marche. La Première ministre de l'État de Victoria, Jacinta Allan, a promis d'introduire une limite d'âge, alors même qu'une rencontre entre les représentants des États de Nouvelle-Galles du Sud et d'Australie-Méridionale doit avoir lieu en octobre. Mais c'est après les discours que les difficultés vont apparaître. Si, en théorie, cette interdiction peut sembler efficace pour contrôler ce que visionnent les enfants, elle pourrait être l'écueil fatal des bonnes intentions politiques.—

Publié le 11 septembre

OUI

## Il en va de leur santé

Quand un produit ou un service est nuisible pour les enfants, le gouvernement doit agir. Nous ne laissons pas les enfants fumer, nous ne laissons pas les enfants boire de l'alcool, et nous ne laissons pas les enfants parier. Les preuves accumulées aujourd'hui ne laissent plus de doute : l'accès à ces réseaux sociaux addictifs est nuisible pour nos enfants.” C'est ainsi que Peter Malinauskas, Premier ministre de l'État d'Australie-Méridionale, justifie dans une tribune publiée le 11 septembre par **The Advertiser** son intention, rendue publique trois jours plus tôt, de bloquer l'accès aux réseaux sociaux aux mineurs de moins de 14 ans de son État.

À sa suite, le Premier ministre fédéral, Anthony Albanese, a donc annoncé, le 10 septembre, honorer sa promesse de campagne d'étendre cette interdiction (pour les enfants de moins de 14 ou 16 ans) à l'ensemble de l'Australie. Il lui faudra préciser sous quelle forme avant que la mesure ne devienne loi. Mais, d'ores et déjà, une partie de la presse australienne, à commencer par les titres les plus conservateurs appartenant au conglomérat News Corp Australia du magnat Rupert Murdoch, applaudit.

“Depuis des mois, explique **The Spectator Australia**, [News Corp Australia] mène une campagne [intitulée *Let them be kids*] appelant à cette interdiction sur les réseaux sociaux.” Le **Townsville Bulletin** estime ainsi, dans un éditorial, qu'il s'agit d’*“une bonne nouvelle*

pour un grand nombre de parents, de grands-parents et tous ceux qui s'inquiètent pour les générations futures”. *“Jamais, ajoute le quotidien du Queensland, on n'a observé autant de problèmes de santé mentale et de troubles de l'alimentation chez les enfants, des pathologies que les spécialistes relient à une dépendance aux réseaux sociaux.”*

“Qu'ils aient lu ou non le livre du psychologue américain Jonathan Haidt, *The Anxious Generation* [non traduit], la plupart des parents, des grands-parents et des enseignants seront certainement d'accord avec lui pour affirmer que *“le recâblage [du cerveau] des enfants par les réseaux sociaux constitue une immense faute et nuit fortement à la santé mentale et au bien-être des enfants et des adolescents”*, renchérit **The Australian**, lui aussi dans un éditorial. Il s'agit, selon le quotidien de Sydney, de protéger les enfants *“des agressions numériques telles que le harcèlement jour et nuit, le doxing [la révélation en ligne d'informations privées], les images et vidéos pornographiques générées par intelligence artificielle et les humiliations liées au physique”*.

“Nous ne laissons même pas les enfants décider de ce qu'ils vont manger tous les jours parce que [nous savons] qu'ils ne feraient pas les bons choix. Alors comment peut-on leur glisser dans la poche un accès au monde entier et espérer qu'ils prennent des décisions responsables et dans leur intérêt?” interrogeait déjà en juillet le site **Crikey**. Et de s'en prendre aux plateformes derrière ces applications au potentiel addictif. *“Nous avons vendu toute une génération d'enfants pour enrichir la Big Tech. Devrions-nous continuer à sacrifier les esprits jeunes et vulnérables, maintenant que nous connaissons le pouvoir de nuisance [des réseaux sociaux], ou prétendre que ça n'est pas de notre ressort?”*

Au-delà même de l'interdiction de l'accès des plus jeunes à Facebook, Instagram, TikTok ou Snapchat, *“il faut également obliger ces plateformes à cesser de relayer des faux, des escroqueries, des insultes liées au physique, de la désinformation et ce qui déstabilise la démocratie australienne”*, renchérit le **Cairns Post**, en citant le directeur de News Corp. Pour le journal, appartenant lui aussi au groupe de Rupert Murdoch – déterminé à faire payer les géants de la tech pour les contenus journalistiques qu'ils reprennent –, *“il est essentiel de continuer à exiger que ces plateformes rendent des comptes. Nos enfants doivent être protégés. Ils sont exposés à ces risques depuis trop longtemps.”*

—Courrier international

Cet encart d'information est mis à disposition gratuitement au titre de l'article L. 541-10-18 du code de l'environnement. Cet encart est élaboré par CITEO.

***Petit à petit,  
tout le monde  
fait son tri.***



**ON NE  
LÂCHE  
RIEN!**

**TRIONS SYSTÉMATIQUEMENT**

**TOUS LES EMBALLAGES ET PAPIERS SE TRIENT**

d'un  
continent  
à l'autre.

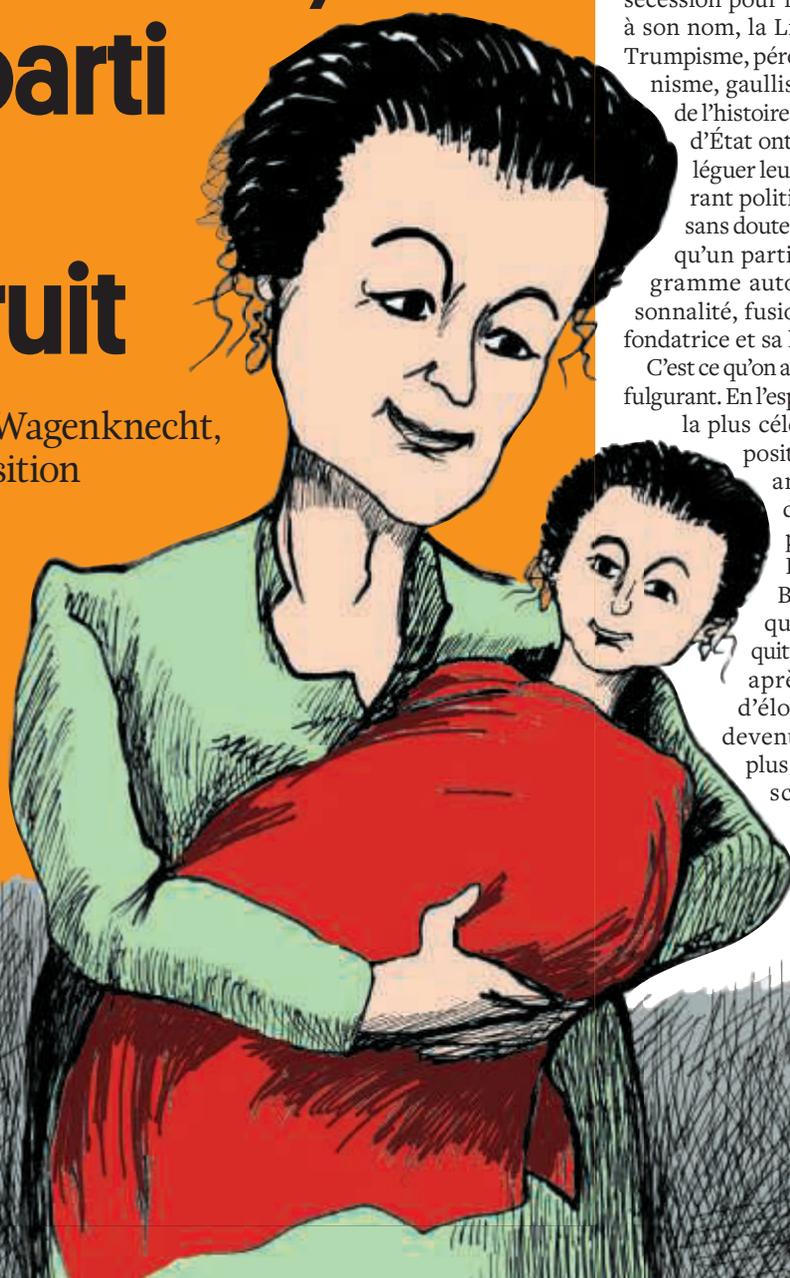
europa



Moyen-Orient...	16
France .....	18
Asie .....	22
Afrique .....	24
Amériques.....	27

# Allemagne. Bündnis Sahra Wagenknecht, le petit parti qui fait grand bruit

Créé en janvier par Sahra Wagenknecht, la plus célèbre élue d'opposition allemande, le BSW, parti populiste de gauche, est déjà un acteur incontournable de la vie politique d'outre-Rhin. Un succès en grande partie lié à la personnalité de sa fondatrice.



—Frankfurter  
Allgemeine Zeitung,  
extraits (Francfort)

Le grand jour est arrivé au début du mois de janvier. Sahra Wagenknecht a fondé son propre parti, l'«Alliance Sahra Wagenknecht - Pour la raison et la justice». La raison et la justice n'ont toutefois pas réussi à se frayer un chemin dans le sigle du parti, BSW [pour «Bündnis Sahra Wagenknecht»], preuve s'il en est que tout dans cette nouvelle formation tourne autour de sa fondatrice, qui ne rate jamais une occasion de se montrer devant les caméras.

Il y a bien sûr quelques précédents. En 2017, un dissident écologiste autrichien avait fait sécession pour fonder un parti à son nom, la Liste Peter Pilz. Trumpisme, péronisme, macronisme, gaullisme... Au cours de l'histoire, plusieurs chefs d'État ont même réussi à léguer leur nom à un courant politique. Mais c'est sans doute la première fois qu'un parti bâtit son programme autour d'une personnalité, fusionnant ainsi sa fondatrice et sa ligne politique.

C'est ce qu'on appelle un succès fulgurant. En l'espace de six mois, la plus célèbre élue d'opposition allemande, ancienne cheffe de groupe du parti de gauche Die Linke au Bundestag, parti qu'elle a fini par quitter [l'an dernier] après des années d'éloignement, est devenue la figure la plus influente de la scène politique nationale. Pour sa toute première élection, le BSW

✓ Sahra Wagenknecht. Dessin de Horsch paru dans Handelsblatt, Düsseldorf.

a récolté 6,2 % des voix aux européennes, dépassant ainsi le Parti libéral-démocrate (FDP) et Die Linke. En Saxe et en Thuringe, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) n'aura peut-être pas d'autre choix que de s'allier au BSW [qui a eu de bons résultats aux élections régionales] pour maintenir le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) à l'écart des gouvernements locaux.

En affichant sa volonté de rejoindre un éventuel gouvernement de coalition au niveau régional, Sahra Wagenknecht a transformé ces scrutins en référendum de soutien ou d'opposition à la coalition [des sociaux-démocrates, des Verts et des libéraux] au pouvoir à Berlin. Car les conditions qu'elle a fixées concernent toutes la vie politique fédérale : s'ils veulent compter sur le soutien de son parti, les gouvernements régionaux devront s'opposer au stationnement programmé de missiles de croisière américains sur le territoire allemand et suspendre l'aide militaire à l'Ukraine.

La patronne du BSW est un véritable aimant qui attire sans distinction les antimilitaristes, les admirateurs de la Russie et tous ceux qui ne s'intéressent guère à la situation géopolitique internationale.

**Repli national.** La plupart des Allemands voient d'un mauvais œil le projet de stationnement de missiles américains sur leur sol, d'autant que l'accord a été conclu en marge d'un sommet de l'Otan. Beaucoup souhaitent par ailleurs une réduction du soutien militaire à Kiev. Ils veulent qu'on les laisse en paix, dans tous les sens du terme. Mais pas seulement par conviction pacifiste. Un certain nombre d'Allemands redoutent de voir leur pays embarqué dans un

conflit géopolitique, ou même, à terme, dans une guerre ouverte. Ils ne veulent pas non plus financer cette guerre qui n'est pas la leur, mais celle de l'Otan.

Si le discours de Sahra Wagenknecht séduit autant, c'est parce qu'une partie des électeurs considère aussi les membres du gouvernement fédéral, en particulier les Verts, comme des ayatollahs moralisateurs. De nombreux Allemands se sentent aujourd'hui submergés, analysent Steffen Mau, Linus Westheuser et Thomas Lux dans leur livre *Triggerpunkte* ["Points sensibles", non traduit]. Et les électeurs ont beau condamner les fortes inégalités qui règnent dans le pays – surtout depuis la réunification –, ils sont étonnamment peu nombreux à s'en indigner véritablement, et

### C'est sans doute la première fois qu'un parti bâtit son programme autour d'une personnalité.

encore moins à se mobiliser contre elles, car les syndicats et les partis ne parviennent plus à créer de sentiment d'appartenance.

Puisque rien ne va plus, les Allemands se raccrochent à la méritocratie et méprisent tout autant les rentiers que ceux qui profitent selon eux du système. Mais les sujets les plus clivants restent les questions de genre, l'immigration et le climat – véritable épine dans le pied de la gauche, ce dont Wagenknecht a pris conscience très tôt.

Elle a parfaitement saisi le découragement qui s'est emparé d'une partie des électeurs, et a su en tirer profit. Elle est l'archétype même de ceux que Mau, Westheuser et Lux surnomment les "professionnels de la polarisation", capables de flairer les tensions de la société, de les attiser et de les traduire en rivalités politiques. La cheffe du BSW est particulièrement douée pour dénigrer ses adversaires, diviser l'échiquier politique entre "amis" et "ennemis", et exploiter le tout à son avantage. Elle s'adresse en priorité aux ouvriers, qui pouvaient autrefois gravir les échelons de la société en travaillant dur [et rencontrent aujourd'hui des obstacles liés aux évolutions du monde du travail].

Avec son conservatisme de gauche, le BSW vient combler un vide dans l'échiquier politique allemand, un espace auquel aucun autre parti n'avait cru bon de s'intéresser jusqu'à présent. Un mélange inédit d'idées de droite et de gauche, qui attire aussi bien les électeurs de Die Linke que ceux de l'AfD. Sans la concurrence de ce nouveau venu, l'extrême droite ferait d'encore meilleurs scores dans l'est du pays.

**Gagnants ou perdants.** Le BSW séduit surtout les ouvriers, les classes moyennes inférieures, les travailleurs peu diplômés, les habitants de l'ex-Allemagne de l'Est, mais aussi les personnes issues de l'immigration. Le parti en compte d'ailleurs plusieurs au sein de sa direction, sans doute plus qu'aucune autre formation politique. Le père de Sahra Wagenknecht elle-même n'est pas né en Allemagne, pas plus que celui de sa suppléante, Amira Mohamed Ali.

Pour Wagenknecht, les problèmes sociaux ne sont qu'une affaire de gagnants et de perdants, par le jeu des vases communicants. Elle instrumentalise les inégalités en les rattachant aux débats sur l'immigration, l'intégration, l'assimilation, l'identité et le climat, et présente chaque mesure de soutien aux immigrés ou à l'Ukraine comme un sacrifice qui priverait l'État de moyens pour investir dans l'école ou la formation.

La saturation des villes d'accueil, le délabrement des infrastructures, la crise du logement... tous ces problèmes sont dus à un manque de moyens. Pour trouver l'argent nécessaire, les sociaux-démocrates miseraient certainement sur le réendettement. La gauche plus radicale, elle, adopterait une politique de redistribution, en taxant davantage les plus riches, par exemple.

Sahra Wagenknecht ne remet pas en cause la logique d'austérité, mais effectue un rapprochement diabolique : s'il arrêtaient de soutenir l'Ukraine et réduisaient ses dépenses d'aide aux migrants, le gouvernement aurait suffisamment d'argent pour les communes dans le besoin, les retraités et l'assurance chômage.

La lutte des classes s'est transformée en un nationalisme de

### Contexte

●●● Après la Thuringe et la Saxe, où elle a respectivement récolté environ 16 % et 12 % des voix le 1<sup>er</sup> septembre, l'"Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) compte bien s'imposer comme un acteur incontournable de la vie politique locale dans le Land de Brandebourg, à l'issue du scrutin régional du 22 septembre", assure **Die Tageszeitung**. Il est peu probable qu'elle batte le

Parti social-démocrate (SPD) ou la formation d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), au coude-à-coude en tête dans les sondages, mais "elle talonne les chrétiens-démocrates de la CDU (membres du gouvernement régional de coalition) et leurs 16 % d'intentions de vote". De quoi donner des ailes à un parti qui, malgré sa jeunesse, avait aussi obtenu plus de 6 % des suffrages aux européennes de juin 2024.

classe, plus horizontal. Les commentateurs étrangers décrivent encore Sahra Wagenknecht comme la "star de la gauche populiste" allemande. Mais avec ses critiques à répétition de l'"immigration incontrôlée" et des réfugiés, dont elle dénonce le manque d'intégration et les penchants violents, elle frise l'autoritarisme. Et ce n'est pas le seul sujet sur lequel elle brouille les distinctions politiques : d'après elle, l'Ukraine ne serait qu'un vassal de l'Otan, et donc davantage responsable que victime de la guerre déclarée par Moscou.

Vu la portée de son discours et sa tendance à grossir le trait, la cheffe du BSW est une véritable machine à rancœur, qui contribue à légitimer les propos de l'AfD. Elle dresse moins un rempart contre l'extrême droite qu'elle ne lui prépare le terrain. Elle n'exclut pas de coopérer au cas par cas avec l'AfD sur des projets "raisonnables".

Mais Sahra Wagenknecht n'est pas populiste, ni d'extrême droite, et n'est pas non plus l'"idéologue léniniste" décrite par l'historien Ilko-Sascha Kowalczyk au journal *Die Zeit*, professant un autoritarisme antioccidental. Elle défend plutôt la reconstruction d'un État-nation structuré, doté d'une véritable souveraineté économique et géopolitique.

### Sahra Wagenknecht a réussi à s'imposer comme une solution alternative aux partis traditionnels.

On peut reprocher bien des choses à Sahra Wagenknecht, mais pas de ne pas apprendre de ses erreurs. En 2018, sa première tentative de création d'un parti, le mouvement Aufstehen ["Debout"], avait fait long feu. Le BSW est l'exact inverse de ce premier mouvement aux contours flous, il est organisé comme un grand réseau : une sorte de fusion entre le Rotary Club et les bolcheviques, bâtie autour de sa fondatrice. Sa stratégie repose sur un contrôle le plus complet possible de sa communication. Le parti est ultraprofessionnel et projectif : il se nourrit du charisme de sa créatrice, très souvent représentée sur les affiches électorales, même dans les circonscriptions où elle n'est pas candidate.

**Machiavélisme.** Que deviendra le parti à l'avenir ? Difficile à dire, dans un monde politique si imprévisible. Les Allemands n'ont pas renoncé à l'idée de démocratie, mais se détournent de son expression parlementaire. Sahra Wagenknecht a réussi à s'imposer comme une forme de solution alternative aux partis traditionnels. Elle a en outre bâti son modèle politique autour de sujets polémiques et de l'idée que le malheur des uns ferait nécessairement le bonheur des autres, et tout cela pourrait lui valoir quelques succès dans les années à venir. N'en déplaise à ses détracteurs, sa réussite est une leçon de machiavélisme. Elle est l'incarnation de la défiance généralisée envers le système.

Avec l'arrivée du BSW,

l'Allemagne assiste à son tour à l'implosion de l'échiquier politique traditionnel. Tandis que les partis historiques, qui se présentaient comme une communauté d'adhérents, se piquaient de contribuer à l'intégration dans la société, le BSW, centré sur une seule personnalité, mise sur la fragmentation du paysage politique. Ce mode de fonctionnement pourrait finir par se retourner contre lui. Les militants des grands partis connaissent les difficultés des électeurs, mais les entités bâties autour d'une personnalité forte, comme le parti Renaissance, d'Emmanuel Macron, ont tendance à perdre le contact avec la réalité du terrain. S'il entre dans des gouvernements, le BSW risque par ailleurs de perdre son image de parti antisystème.

Mais le principal danger qui guette le BSW n'est autre que sa fondatrice elle-même. Vu le fonctionnement du parti, tout repose sur elle. Jusqu'à nouvel ordre, Sahra Wagenknecht restera en poste, et cela n'a plus rien à voir avec du populisme de gauche.

— **Oliver Nachtwey**, publié le 1<sup>er</sup> septembre

### À la une



Dans sa dernière édition, **Der Spiegel** présente Sahra Wagenknecht comme "celle qui dynamite le système". Devenue incontournable pour former des coalitions en Thuringe et en Saxe, la quinquagenaire fait exploser les clivages politiques allemands. "Tout le monde veut discuter avec Wagenknecht", explique l'hebdomadaire centriste. Même la droite chrétienne-démocrate courtise désormais celle qui avait sa carte au Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), du temps de la République démocratique allemande (RDA).

ROYAUME-UNI

## À l'école russe des kalach

À Londres, un établissement scolaire rattaché à l'ambassade de Russie suit le programme enseigné dans la Fédération. Dans lequel figure notamment l'apprentissage du maniement d'une kalachnikov.



← Dessin de Laz, Cuba.

le début de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022. "Les manuels d'histoire ont été mis à jour à la hâte l'an dernier pour présenter la guerre comme une mission historique et qualifier Kiev de 'pantin de l'Occident', dont le but serait de déstabiliser la Russie", explique le journaliste Tom Ball.

Lors de la précédente année scolaire, l'établissement dispensait en outre des "cours hebdomadaire d'une heure sur les manœuvres militaires et les premiers soins dans le cadre de leçons d'autodéfense". D'après des documents consultés par le journal dominical, les élèves "apprenaient aussi les principes d'utilisation d'une kalachnikov, comment tirer avec, la démonter, la lubrifier".

Adossée à l'ambassade russe, l'école bénéficie d'une "exemption diplomatique" et ne reçoit donc aucune visite de l'inspection britannique. "Il en existe environ quatre-vingts partout dans le monde, ajoute le Sunday

Times. L'an dernier, la Pologne a pris la décision inédite de fermer la sienne afin d'allouer les locaux au système d'éducation publique du pays, une décision qualifiée d'"invasion" par Moscou." —



DANS NOS ARCHIVES

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**La génération Z, jeunesse russe endoctrinée.**

Depuis l'invasion de l'Ukraine, les adolescents russes sont pris dans une spirale patriotique savamment alimentée sur les réseaux sociaux et au sein de la Younarmia, l'"Armée de la jeunesse", raconte **The Times**.

Située dans une demeure victorienne à la façade blanche, l'école se trouve à un petit kilomètre de l'ambassade russe, décrit **The Sunday Times**. Dans l'entrée et aux murs de plusieurs salles de classe trônent des portraits de Vladimir Poutine." Le décor est planté. Lundi 2 septembre, les quelque 60 élèves de cet ensemble scolaire londonien (auxquels s'ajoutent 40 en cours

du soir) ont effectué leur rentrée en grande pompe, "accueillis par l'adjoint de l'ambassadeur et une cérémonie de levée des couleurs". Fondé dans les années 1950, au lendemain de la mort de Staline, l'établissement "avait à l'origine pour but d'éduquer les enfants de diplomates" installés au Royaume-Uni. Les trois quarts des élèves, âgés de 7 à 18 ans, ont, encore de nos jours, un lien de parenté

avec les membres de la représentation russe, mais "il suffit de connaître la langue pour être accepté, moyennant des frais d'inscriptions de 1 000 livres [1 185 euros] annuels". D'après le quotidien conservateur, une poignée d'élèves disposeraient ainsi de la nationalité britannique.

Problème, "les enseignants suivent le programme russe, qui s'est radicalisé et militarisé" depuis



APRÈS L'AMOURETTE DE VACANCES...  
LE COUP DE Foudre  
DE LA RENTRÉE

IRLANDE

# Ces 14 milliards d'euros dont Dublin ne veut pas

La Cour de justice de l'UE a condamné Apple à rembourser l'avantage fiscal dont il avait bénéficié. Une décision qui embarrasse les autorités.

Qui diable rechignerait à débloquer 14 milliards d'euros d'un compte sous séquestre ? Pas grand monde. À part le gouvernement irlandais. Après la décision historique de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), rendue mardi 10 septembre, l'embarras se lit entre les lignes des journaux dublinois. Et des déclarations de l'exécutif.

L'affaire durait depuis dix ans, et la CJUE a tranché définitivement : le géant américain Apple, dont le siège européen se situe à

Cork, deuxième ville irlandaise, a bénéficié de favoritisme sur le plan fiscal par rapport aux entreprises locales. Enveloppe à restituer au Trésor : 13 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent plus de 1 milliard d'euros d'intérêts supplémentaires.

Les précédents gouvernements avaient fait appel, mais cette fois, l'Irlande semble devoir se résoudre à collecter l'argent, déjà provisionné par le fabricant de produits électroniques. Le jugement "concerne le passé", a sobrement commenté la coalition entre

centristes et Verts, au pouvoir. "Aujourd'hui est une grande victoire pour la Commission, pour les citoyens européens et pour un marché intérieur équitable ainsi que pour la justice fiscale", s'est pour sa part enthousiasmée Margrethe Vestager, commissaire européenne à la Concurrence et fer de lance de la procédure à Bruxelles.

"Après des années à se défendre d'avoir été un paradis fiscal, cette décision porte un coup à la réputation du pays, estime l'Irish Independent. Il y a littéralement eu une loi pour les multinationales de la tech et une loi pour les plus petites sociétés locales." En 2016, le gouvernement de l'époque avait choisi de contester le remboursement "dans le but de défendre la crédibilité du système de taxes irlandais". Comprendre : rassurer les grands groupes pharmaceutiques et les mastodontes de la

Silicon Valley quant à l'attractivité de l'Irlande. Il faut dire que Dublin compte sur cette manne : depuis trois ans, les comptes publics enregistrent un excédent budgétaire grâce aux bons résultats de Meta, de Microsoft et de Pfizer, notamment.

Reste que l'essentiel des niches fiscales a fini par être supprimé, observe **The Irish Times**. Et Dublin a surtout rehaussé son taux d'impôt sur les sociétés en le faisant passer de 12,5 % à 15 %, sous l'impulsion de l'Organisation de coopération et de développement économiques. "Pour le moment, ce changement profite largement au pays, mais il rend aussi l'Irlande vulnérable aux fluctuations des multinationales et aux changements de politiques fiscales à l'étranger."

D'après le quotidien dublinois de référence, la direction d'Apple Europe aurait d'ailleurs prévenu le ministre des Entreprises, au

début de l'été, de la "concurrence agressive" d'autres pays.

De son côté, le candidat républicain à la Maison-Blanche, Donald Trump, "attire l'attention depuis plusieurs années sur la manière dont l'Irlande ferait venir de manière déloyale les multinationales sur son sol", complète l'Irish Examiner. "Ce jugement crée en outre un sentiment d'incertitude autour du régime fiscal, ce qui pourrait influencer les décisions d'investissement de certaines entreprises étrangères", met en garde le quotidien de Cork, qui évoque "une décision aux conséquences importantes pour les années à venir".

D'où le manque d'enthousiasme des dirigeants du pays, "dont on a eu l'impression qu'ils ont été pris de court par la CJUE", glisse l'Irish Times. "L'heure est venue d'arrêter de se chercher des excuses et d'accepter cette défaite qui n'en a que le nom, tranche l'Irish Independent. Récupérons ces 14,1 milliards d'euros."

—**Courrier international**



REVUE DE PRESSE

Devenons l'énergie qui change tout.

**BONUS RENTRÉE D'EDF**  
 JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE

**50€**  
 REMBOURSÉS

**-15%**  
 ET JUSQU'À

**SUR VOTRE FACTURE D'ÉLECTRICITÉ**

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

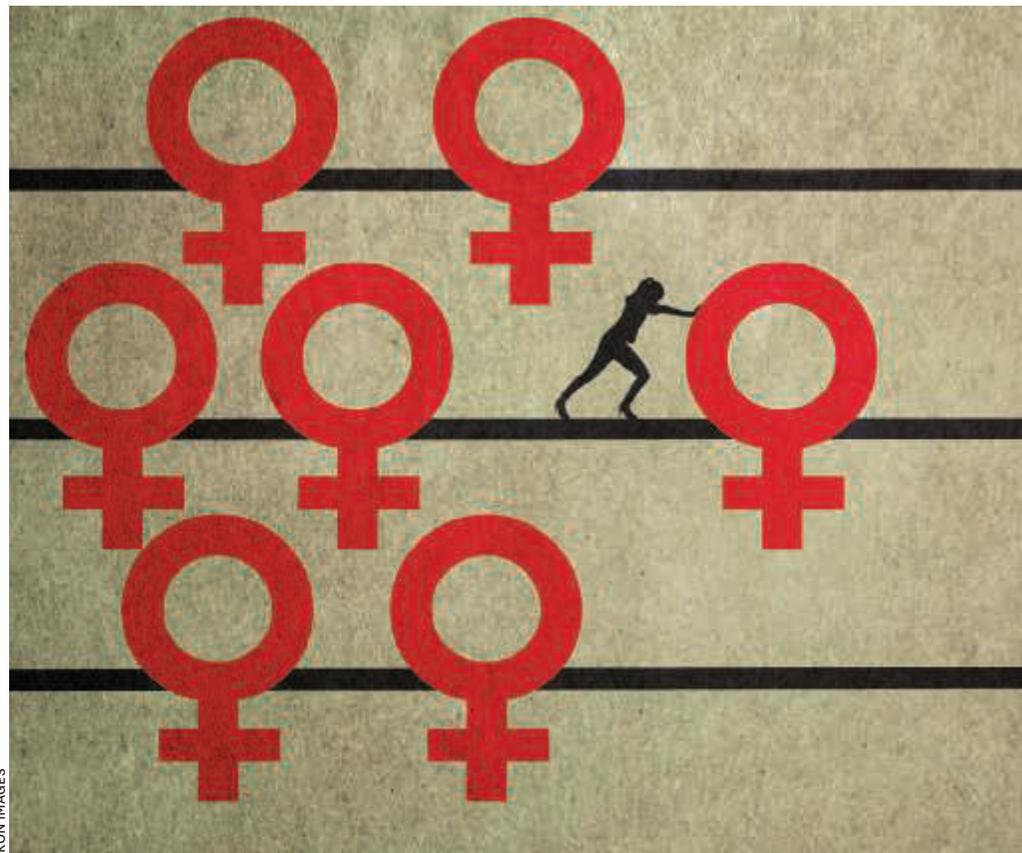
\*Bonus rentrée d'EDF : 50 € remboursés pour tout nouveau contrat en offre de marché et l'électricité jusqu'à 15 % moins chère que le tarif réglementé. Offre réservée aux 40 000 premiers souscripteurs, hors Zen Online, infos et conditions sur edf.fr/bonusrentree

RCS PARIS 552 081 317



# Turquie. Les femmes, une menace pour Erdogan

Le président islamo-conservateur a beau multiplier les mesures portant atteinte à la condition féminine, les militantes continuent de résister, relate cette activiste américaine, qui connaît bien le pays.



IKON IMAGES

—The Atlantic, *extraits* (Washington)

**A** la fin de décembre, j'ai assisté dans une salle du tribunal correctionnel d'Istanbul à une scène devenue tristement banale d'un bout à l'autre de la Turquie. Un homme comparait pour s'être rendu à quatre reprises chez son ex-petite amie en mai 2023, alors qu'il était sous le coup d'une injonction d'éloignement. Il l'avait menacé de mort et avait saccagé ses biens. La victime, terrifiée, n'avait pas eu la force d'assister au procès.

Après une brève audience, j'ai vu le prévenu sortir précipitamment de la salle, agrippant un bout de papier sur lequel figurait la décision du juge : il était

libéré, échappant à toute mesure de détention provisoire.

*“Ce genre d'affaire se termine par un meurtre, commente Evrim Kepenek, un journaliste turc qui suit les affaires de violences domestiques. L'homme est convoqué au tribunal pour avoir enfreint la mesure d'éloignement et, constatant qu'il ne lui arrivera rien, il continuera jusqu'à tuer sa victime.”*

J'ai vécu à Istanbul de 2014 à 2016, une période assez favorable pour les militants associatifs turcs qui souhaitaient alerter l'opinion internationale sur les violences domestiques et d'autres problèmes touchant les femmes. Lorsque j'y suis retournée l'hiver dernier, j'ai été frappée

de voir à quel point la situation des femmes victimes de violences domestiques s'était dégradée.

Dans l'ensemble, les droits des femmes turques sont très précaires. De 2003 à 2014, lorsqu'il était Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan a défendu les traditions musulmanes conser-

vatrices, comme le droit des femmes à porter le voile dans les institutions publiques. Depuis qu'il a été élu président, en 2014, il a ouvertement rabaisé les femmes laïques, et il n'a cessé de durcir sa position face aux nouvelles menaces pesant sur son pouvoir politique.

L'exemple de la Turquie démontre que, lorsque les

démocraties chancellent, la condition des femmes en fait les frais. Pourtant, les femmes turques se défendent, changent de tactique pour relever de nouveaux défis et engrangent de véritables victoires. Le mouvement féministe turc est sans conteste l'initiative de la société civile la plus réussie et la plus ancienne de la république. Bien avant que le traité de Lausanne ne reconnaisse l'État turc en 1923, les femmes ottomanes se battaient déjà pour l'abolition de la polygamie masculine et du divorce unilatéral.

**Sphère domestique.** Dans le cadre de la politique laïque de la jeune république, les femmes ont fait pression pour faire remplacer la charia par des Codes civil et pénal occidentaux, faisant de la Turquie le seul pays à population musulmane de la région à laïciser son droit.

Dans les années 1980, sous l'influence du féminisme américain, elles ont poursuivi leur combat dans la sphère domestique. Au début des années 2000, grâce à une campagne acharnée, elles avaient obtenu l'égalité entre époux, la criminalisation du viol conjugal, la suppression des réductions de peine pour les auteurs de “crimes d'honneur” et plusieurs dispositifs de protection contre la violence domestique.

Au début de mon premier séjour en Turquie, en 2014, les femmes avaient acquis un formidable pouvoir de mobilisation. Elles ont profité de l'intérêt que les médias occidentaux portaient à la région au lendemain du “printemps arabe” et lors des négociations d'adhésion à l'Union européenne menées par Recep Tayyip Erdogan pour organiser des manifestations de grande ampleur.

Cette année-là, j'ai suivi l'une des plus grandes marches de la région pour les droits des personnes transgenres, l'une des nombreuses manifestations de masse que les femmes ont contribué à mener. Le cortège était si dense que je redoutais des mouvements de foule. Bien qu'Erdogan n'ait cessé d'insulter les personnes transgressant les conventions de genre traditionnelles, les militants étaient en train de gagner la guerre de la visibilité internationale.

**L'autrice**

**XANTHE SCHARFF**

Cette écrivaine et militante spécialisée dans les questions de genre et de politique étrangère, est *senior fellow* non résidente au Georgetown Institute for Women, Peace and Security (à Washington). Elle est cofondatrice de The Fuller Project, une plateforme mondiale consacrée à la réalisation de reportages sur les femmes. Elle collabore notamment à *The Atlantic* et à *Foreign Policy*.

Recep Tayyip Erdogan n'en a pas moins pu compter sur le soutien des femmes musulmanes conservatrices. En effet, lors de l'élection présidentielle de 2014, il a recueilli les suffrages de 55 % des femmes, contre 48 % des hommes. En levant l'interdiction du foulard, il a étendu la liberté d'expression de certaines femmes conservatrices, et les ménages ont bénéficié d'une économie plus vigoureuse. La condition des femmes, toutes tendances politiques confondues, allait pourtant sérieusement se détériorer au cours des années suivantes.

Le 20 mars 2021, Ankara a sidéré le Conseil de l'Europe en annonçant son retrait de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et

**Le 8 mars, les Turques ont bravé l'interdiction de manifester. La police les a tabassées.**

la lutte contre les violences faites aux femmes et la violence domestique – également appelée Convention d'Istanbul, du nom de la ville où elle a été signée –, alors même que la Turquie avait été le premier pays à la ratifier [en 2012].

Recep Tayyip Erdogan prétendait que ce traité portait atteinte aux valeurs familiales et avait été “dévoté par un groupe d'individus cherchant à banaliser l'homosexualité”, bien que ce document ne contienne aucune déclaration

↳ Dessin de Gary Waters, Royaume-Uni.

particulière sur les droits des homosexuels.

[Plus tard,] Recep Tayyip Erdogan a multiplié les attaques contre les femmes à mesure qu'il perdait ses appuis politiques, après avoir essuyé de vives critiques sur sa gestion du séisme de février 2023 et sur fond d'inflation galopante. Deux partis islamistes radicaux étaient prêts à le soutenir : le Nouveau Parti de la prospérité (YRP, nationaliste) et le Hüda Par (Parti de la cause libre [parti kurde

### Erdogan a multiplié les attaques contre les femmes à mesure qu'il perdait ses appuis politiques.

procharia et d'extrême droite]). Le leader du YRP a comparé la loi turque sur la violence domestique au fascisme, tandis que le Hüda Par prône la non-mixité de l'enseignement et la criminalisation des relations sexuelles hors mariage.

Lors des élections [législatives et présidentielle] de mai 2023, les deux partis ont fait campagne pour l'abrogation de la loi 6284, qui comporte des dispositions visant à protéger les femmes, mais ne criminalise pas la violence conjugale. Cette stratégie a valu à Recep Tayyip Erdogan de perdre le soutien d'une part considérable des électrices conservatrices.

[En juin,] Recep Tayyip Erdogan a annoncé qu'il envisageait d'amender et d'édulcorer la loi 6284, et, le 3 juillet, son parti [le Parti de la justice et du développement, AKP] a soumis au Parlement turc un projet de loi "omnibus" portant un train de dispositions diverses, mais supprimant une importante clause de protection des femmes : jusqu'à présent, un conjoint violent qui enfreint une mesure d'éloignement est passible d'une peine

d'emprisonnement temporaire. Si les réformes proposées sont adoptées, l'agresseur pourra échapper à cette détention préventive.

**Espoir.** Le 8 mars, les femmes turques ont participé à leur marche annuelle de la Nuit féministe, bravant l'interdiction de manifester. La police les a violemment tabassées, jusqu'à briser leurs boucliers de protection, puis elle a arrêté et inculpé plusieurs manifestantes.

"Cela montre à quel point ils ont peur des femmes, souligne Özgür Sevinç Simsek, une réalisatrice libérée en 2021 après avoir purgé une peine de cinq ans et demi de prison pour terrorisme. L'État machiste sait que, quoi qu'il fasse, les femmes ne baisseront jamais les bras." Au prisme de ces événements, Recep Tayyip Erdogan fait figure de personnage politique rationnel qui cherche à neutraliser les menaces et à consolider son pouvoir.

En dépit de tous ces revers, il y a quelques signes d'espoir. Lors des élections [municipales de mars dernier] dans les 81 provinces, les femmes turques ont remporté onze sièges de maire, notamment dans cinq grandes villes et dans plusieurs régions conservatrices. Leur présence à cet échelon du pouvoir turc a ainsi plus que doublé. [On ne comptait auparavant que quatre femmes maires.]

"L'élection s'est jouée entre deux lignes très nettes", explique Gulistan Sonuk, 31 ans, [candidate du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples, DEM] élue haut la main à la tête d'une municipalité dans la province [kurde] orientale de Batman face aux islamistes de Hüda Par. "L'une tenait à la mentalité qui voulait que les femmes soient des citoyens de seconde classe, tandis que l'autre défendait la liberté des femmes. Et c'est cette seconde option qui a eu la faveur de l'opinion."

—Xanthe Scharff, publié le 24 juillet

## JORDANIE

# La guerre à Gaza catalyse le retour de l'islam politique

Un parti proche du Hamas palestinien a connu une percée lors des législatives du 10 septembre. S'il n'est pas à même d'infléchir la ligne pro-occidentale d'Amman, son succès constitue un signal d'alarme.



Le 10 septembre, le Front d'action islamique (FAI) est arrivé en tête aux législatives en Jordanie, avec 464 000 voix, loin devant le Parti de la charte nationale (loyaliste), deuxième avec seulement 93 000 voix, soit près de cinq fois moins, rapporte le quotidien jordanien **Al-Ghad**. Émanation des Frères musulmans et principal parti d'opposition, le FAI occupera ainsi 31 sièges sur les 138 que compte le Parlement jordanien. Un bond spectaculaire par rapport aux 10 sièges qu'il avait dans le dernier hémicycle, mais qui ne lui assure pas de majorité absolue.

En effet, la loi électorale favorise une surreprésentation des

zones rurales et des populations tribales, légitimistes, au détriment des grandes villes où sont implantées les formations d'opposition. Par ailleurs, l'essentiel du pouvoir est détenu par le roi, Abdallah II, et le futur gouvernement sera dirigé par un proche du palais, Jaafar Hassan, qui poursuivra la politique pro-occidentale traditionnelle de la Jordanie, aux antipodes du discours de campagne du FAI.

Mais le score enregistré par le FAI montre que ce parti capte les sentiments pro-palestiniens de la population, exacerbés par la guerre actuelle dans la bande de Gaza. De fait, il réclame l'abrogation du traité de paix israélo-jordanien de 1994

↳ Dessin de Hassan Bleibel, Liban.

et affiche sa proximité avec le Hamas. Deux jours avant le scrutin, il a mobilisé son électorat avec une manifestation de soutien à l'auteur jordanien de l'assassinat de trois vigiles israéliens à la frontière avec la Cisjordanie, premier attentat du genre depuis le début de la guerre à Gaza.

"Le discours des islamistes était adapté à ce que les gens avaient besoin" d'entendre, estime Monther Howarat, analyste politique cité par *Al-Ghad*. La guerre à Gaza favorise un "retour de l'islam politique", ajoute quant à lui l'analyste politique jordanien Oraib Al-Rantawi sur son compte X.

On assisterait même à un retour à la situation qui prévalait en 2011, selon l'éditorial du quotidien qatari **Al-Quds Al-Araby**. Celui-ci se félicite d'une victoire du "pluralisme politique", qui avait été "éradiqué" par plus de dix ans de reprise en main autoritaire et contre-révolutionnaire par les régimes arabes.

Même si, dans le cadre politique jordanien, le FAI est considéré comme un parti modéré, cette montée de l'islam politique – favorisée également par une crise économique qui perdure – est lourde de menaces, estime le site **Forward**, magazine en ligne de l'intelligentsia juive américaine, qui craint une déstabilisation du pays. Cela constituerait un "cauchemar pour Israël", qui ne peut pas se permettre de "laisser la Jordanie devenir un autre Liban", avec des groupes armés comparables au Hezbollah à sa frontière.

D'un autre côté, le roi pourrait "trouver son compte dans l'issue du scrutin", estime au contraire le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**, car "la colère de l'opinion publique est passée de la rue au Parlement, où elle peut être gérée et contenue". Et Amman pourrait s'en servir pour rappeler aux Occidentaux que "leur soutien inconditionnel à Israël ne fait que renforcer les islamistes".

—**Courrier international**



## ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec





france

# Jeux de Paris. Le déclin français, une illusion?

Cet été, les habitants de l'Hexagone ont été surpris de découvrir leur pays serein, joyeux et bien organisé. Ce journaliste allemand a envie de leur souhaiter de ne pas oublier cette bonne leçon.

—Die Zeit, extraits (Hambourg)

Les premières tribunes sont déjà désassemblées. Les drapeaux de toutes les couleurs qui décoraient les rues ont pâli. Depuis l'extinction de la flamme paralympique, les Jeux de Paris sont officiellement terminés. Mais beaucoup de Françaises et de Français se frottent encore les yeux d'étonnement : c'était vraiment la France? Si sereine, si bien organisée, le cœur si léger?

Il faut dire que la légèreté et l'enthousiasme que l'Hexagone a connus cet été pendant les Jeux olympiques et paralympiques [JOP] cadrent plutôt mal avec l'image que le pays a de lui-même depuis des années : une image plutôt morne, un peu comme l'Allemagne. La société effilochée, la politique grippée, le chef de l'État qui est un zéro pointé, tout qui fout le camp – voilà pour l'image à grands traits. Et puis, cet été, il s'est passé tout à coup quelque chose. La France a organisé deux grandes fêtes du sport qui ont émerveillé le globe – et qui l'ont elle-même surprise.

Samedi, on [a fait] la fête une dernière fois à Paris. Un grand défilé sur les Champs-Élysées, façon fête nationale. Sauf que, cette fois, ce ne sont pas les militaires qui [ont paradé] jusqu'à l'Arc de Triomphe. Le chef de l'État a invité toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la réussite de ces JOP : les athlètes français, qui n'avaient pas raffé autant de médailles depuis des dizaines d'années; les bénévoles, qui, dans leur tenue turquoise,

ont infusé la bonne humeur, au point que les visiteurs n'avaient guère d'autre choix que de se faire contaminer; les policiers et les gendarmes, qui n'ont pas pu prendre de vacances cet été car il fallait assurer la sécurité des épreuves – et qui ont de toute évidence accompli un travail formidable. En dehors du sabotage de quelques lignes de chemin de fer au début des Jeux, il ne s'est rien passé, vraiment rien du tout. Pas d'attentat, notamment, ce qui était pourtant tant redouté. Les

vols à la tire dans le métro parisien ont nettement reculé grâce à la multiplication des contrôles.

Se pourrait-il donc que ceux qui évoquent à tout bout de champ le déclin de la France se fourvoient? Que la société ne soit pas en si piteux état que ça? Que le pays puisse bien plus que ce dont il se croit capable?

“La France a montré le meilleur d'elle-même”, écrit *Le Parisien*. Au-delà des images à couper le souffle, “on gardera [...] surtout la conviction qu'ensemble on peut tout envisager et mener les plus grands projets. Se dire qu'on n'est pas si mauvais que ça. Peut-être même plutôt bons.” Même Anne Hidalgo, la maire de Paris, estime que “quelque chose de profond” s'est fait jour dans la société pendant ces Jeux.

L'historien Jean Garrigues va jusqu'à parler de “jours heureux” de l'olympisme, en référence aux “jours heureux” que de Gaulle faisait miroiter aux Français pendant la résistance à l'occupation nazie. “Et voilà que, par la magie du sport et le talent des athlètes, toutes les barrières mentales que les ingénieurs du déclinisme et de la division se sont évertués à ériger depuis des décennies se sont effondrées en quelques jours, comme des châteaux de cartes.”

De fait, les extrêmes, de gauche comme de droite, qui dictent généralement les termes du débat politique dans le pays, se sont faits étonnamment discrets ces

dernières semaines. Certes, il y a bien eu quelques grincements de dents à l'issue de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, au sujet du traitement cavalier, supposément irrespectueux, de l'histoire française, mais la critique n'a pas vraiment fait mouche, tant le spectacle donné sur la Seine était éblouissant. Tant les réactions à l'international étaient dithyrambiques. Même Marine Le Pen, quoique avec une grande retenue, s'est réjouie du “grand succès sportif et organisationnel” de ces Jeux.

**Claque.** L'événement s'inscrivait parfaitement dans l'esprit [du Rassemblement national] – une célébration de la fierté nationale. Rarement *La Marseillaise* aura été entonnée aussi souvent et avec tant de ferveur que pendant ces quelques semaines, rarement on aura vu autant de gens dans les tribunes arborant des cheveux, des joues et des ongles bleu, blanc, rouge. Sauf que le patriotisme qui s'exprimait ici était systématiquement joyeux, ouvert, inclusif.

“Une bonne claque”, écrit l'historien Jean Garrigues, et ce pour les deux camps : pour l'extrême droite, qui revendique le patriotisme tout en prônant un nationalisme agressif. Mais aussi pour cette gauche qui rejette “par essence toute forme de patriotisme au nom de l'internationalisme prolétarien”. Même Jean-Luc

Mélenchon, le volubile chef de file de l'extrême gauche, ne s'est guère fait entendre au sujet des Jeux.

Évidemment, la flamme ne se transmettra pas si facilement. L'enthousiasme dont ont fait montre les Français à l'égard de leurs athlètes – comme Léon Marchand, quadruple médaillé d'or en natation, ou la joueuse de boccia Aurélie Aubert, également médaillée d'or, à qui est revenu l'honneur d'éteindre la flamme paralympique – ne peut être pérennisé ni aisément transposé à la politique. Mais le défilé qui [a remonté] les Champs-Élysées rappelle que le succès de ces Jeux n'est pas tombé du ciel. La fête avait été concoctée de longue date, la griserie planifiée, nonobstant les craintes et les résistances. Le succès de ces Jeux était “fait maison” et “fait main”, et les hommes et femmes politiques aussi y ont pris part. Même si Emmanuel Macron s'est fait copieusement siffler à la clôture.

Que faudrait-il retenir de ces Jeux? Telle est la question que posait un sondage dernièrement. La cohésion nationale était le souhait majoritaire (48% des sondés). Suivie, à la deuxième place, de la bonne humeur, en lieu et place de l'aigreur. Qui sait, peut-être les Français se souviendront-ils de cet été la prochaine fois que quelqu'un leur brosera le tableau d'un pays en déclin?

—Matthias Krupa, publié le 12 septembre



→ Dessin de Horsch, Allemagne.



FESTIVAL DE CANNES  
SÉLECTION OFFICIELLE 2024  
CANNES PREMIÈRE

MICHÈLE ET LAURENT PÉTIN  
PRÉSENTENT

VICTOR BELMONDO  
LOU LAMPROS  
THÉO CHRISTINE

# VIVRE MOURIR RENAITRE

UN FILM DE  
GAËL MOREL

AU CINEMA LE 25 SEPTEMBRE

Télérama

Les Inrockuptibles

Le Parisien

arte

têtu.

Konbini



## SANTÉ

# Les médecins tunisiens, “mal-aimés” du système

Le nombre de praticiens tunisiens partis travailler en France a plus que quintuplé depuis 2010. Ces professionnels fuient les conditions de travail déplorables dans leur pays, mais connaissent une situation précaire et parfois humiliante dans l'Hexagone.



← Dessin d'Ajubel paru dans El Mundo, Madrid.

“La compétence des médecins tunisiens est reconnue par les médecins français. Pourtant, on continue à nous infliger la nécessité de l'examen d'équivalence. Cela engendre des situations précaires avant le passage du concours et après, si on le rate”, dénonce-t-il. Son association plaide pour la suspension des EVC pour les médecins [diplômés] en dehors de l'UE. “La compétence n'est pas une affaire de géographie. Un médecin roumain n'est pas plus compétent qu'un médecin tunisien parce que son pays est entré dans l'UE”, clame-t-il.

**Mesures d'exception.** Les médecins tunisiens appréhendent en effet le concours des EVC. C'est que le nombre de places est très limité. Sur environ 20 000 “praticiens à diplôme hors Union européenne”, appelés les “Padhue”, ayant passé les EVC en 2023, seuls 2 649 ont réussi, soit 13,5 %. Ceux qui n'ont pas été admis à ce concours se trouvent ainsi sur le carreau. Ces derniers ont exprimé leur colère au début de l'année à travers des manifestations. Ce sursaut a provoqué une réaction de l'exécutif en France.

Le ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités a établi un régime dérogatoire et temporaire pour ceux qui ont échoué aux EVC. Ces derniers ont le droit de continuer à exercer en bénéficiant d'une attestation provisoire dans l'attente d'un nouveau passage aux EVC en 2024. Mais à la question qui se pose – jusqu'à quand ces mesures d'exception perdureront-elles? –, la réponse apportée par le sommet de l'État français laisse présager une issue satisfaisante pour nos médecins.

Pendant son discours devant l'Assemblée générale, le 30 janvier, [l'ancien] chef du gouvernement français Gabriel Attal a fait part de son intention de régulariser les médecins étrangers actifs en France. Il réitère ainsi la promesse faite par Emmanuel Macron quelques jours plus tôt. Lors d'une conférence de presse, le président français a déclaré que ces médecins “tiennent parfois à bout de bras nos services de soins et nous les laissons dans une précarité administrative”. Des promesses qui ne rassurent pourtant pas Karim Dhouib. “Sans un texte de loi clair, je ne peux pas dire qu'ils ont vraiment réglé notre situation”, lance-t-il.

Avec la percée du parti d'extrême droite prônant une politique anti-immigration, beaucoup de ces Padhue ont exprimé des inquiétudes quant au renouvellement de leur contrat, et par ricochet, de leur carte de séjour en France. La dissolution de l'Assemblée nationale française et les élections législatives qui ont suivi mettent à l'arrêt les réformes annoncées par le gouvernement français, s'inquiète le représentant de l'Association des médecins tunisiens en France.

—Nawaat (Tunis)

Les docteurs tunisiens représentent le deuxième plus important contingent de médecins exerçant en France avec un diplôme étranger obtenu hors Union européenne (UE), selon les statistiques du Conseil national de l'ordre des médecins. Ils représentent 10,4 % des diplômés en dehors de l'UE en 2023. Ils sont derrière les Algériens, en première position (37,4 %) et devant les Syriens, en troisième position (9,5 %), d'après la même source.

Depuis des années, le nombre des praticiens tunisiens partis travailler en France ne cesse de croître. Ils étaient 266 en 2010 et atteignent 1 591 en 2023, indique la source précitée. Le chiffre a ainsi plus que quintuplé en à peine dix ans.

Pour pouvoir exercer librement en France, les médecins tunisiens doivent se soumettre à de longues et lourdes procédures administratives. La plus pénible est celle des épreuves de vérification des connaissances (EVC). Mais ça ne s'arrête pas là. Après le passage de ce concours, les lauréats des EVC doivent passer par un processus de consolidation

des compétences. En l'occurrence, effectuer deux années de fonctions hospitalières à temps plein rémunérées en tant que praticien associé. Par la suite, ils doivent formuler une demande d'autorisation d'exercice de la profession en France. Cette demande est étudiée par la commission d'autorisation ministérielle. C'est seulement à l'issue de ce long parcours qu'ils peuvent pratiquer librement la médecine en France.

En attendant de passer par ce processus, beaucoup de médecins tunisiens travaillent dans les établissements hospitaliers français avec des contrats précaires, à court terme. Il s'agit des statuts de “stagiaire associé” ou de “faisant fonction d'interne”.

**“Exploitation”.** C'est le cas de Karim Dhouib, généraliste dans l'hôpital psychiatrique du domaine du Grand Mesnil, à Bures-sur-Yvette (Essonne). Âgé de 31 ans, il réside en France depuis 2023. “Tu effectues le travail d'un senior mais tu es payé la moitié du salaire d'un Français qui est encore interne”, dit-il, interviewé par Nawaat. Il y voit une forme d’“exploitation”.

Le même mot est employé par Sarra Alouini, médecin généraliste au Grand Hôpital de l'Est francilien (Île-de-France). “J'occupe un rôle de senior, j'endosse la responsabilité inhérente à cette fonction. Je forme des internes français mais je suis rémunérée moins qu'eux”, se désole-t-elle lors d'un entretien avec Nawaat. Outre l'ambiguïté relative à leur statut au sein des établissements hospitaliers, les médecins tunisiens doivent aussi composer avec les difficultés liées au renouvellement de leur carte de séjour.

Franco-tunisien, Karim Dhouib n'a pas à subir les problèmes administratifs liés à cette procédure. Ce n'est pas le cas de Sarra et de nombreux médecins tunisiens. “Ce flou entourant notre condition de travail en France nous impose de passer par des procédures plus ou moins compliquées pour le renouvellement de la carte de séjour. Cela se traduit par des allers-retours auprès des administrations compétentes”, déplore la docteure.

Cette situation révolte le président de l'Association des médecins tunisiens en France (AMTF), le docteur Mokhtar Zaghoud, interviewé par Nawaat.



TÉMOIGNAGE

Les médecins tunisiens font partie du grand bataillon volant au secours d'un système de santé français rongé par le vieillissement des professionnels de santé ou encore par le manque de médecins, notamment dans les zones rurales. En effet, de nombreux Padhue exercent dans les départements ayant les plus faibles densités médicales. L'accès aux soins pour les Français se trouvant dans ces endroits est ainsi tributaire de leur présence, reconnaît l'instance représentative des médecins français.

Ce sont ces médecins étrangers, dont les Tunisiens, qui font tourner les hôpitaux français. "Dans mon service, je me suis retrouvé avec un groupe d'amis de la faculté. Nous parlons tunisien. C'est comme si nous étions en Tunisie. Il ne manque que le café et la pâtisserie tunisienne", ironise Karim Dhoub.

La situation est quasiment la même dans l'hôpital où exerce Sarra Alouini. "Au point que certains membres du personnel paramédical français voient d'un mauvais œil qu'on soit leurs supérieurs", confie-t-elle. Ce n'est pas le cas pour Karim. "Après une courte période marquée par une certaine méfiance de la part du personnel, je me suis intégré facilement", raconte-t-il.

Ce n'est pas le cas de tous. "Certains médecins tunisiens en France ont du mal à s'intégrer. Et le but de notre association est, entre autres, de les aider en la matière", souligne Mokhtar Zaghdoud.

La situation paraît plus favorable pour les médecins tunisiens travaillant dans les zones rurales, ou ce qu'ils appellent les

### "Je forme des internes français, mais je suis rémunérée moins qu'eux."

Sarra Alouini, GÉNÉRALISTE AU GRAND HÔPITAL DE L'EST FRANCILIEN

territoires victimes de déserts médicaux. Là où aucun Français ne veut s'établir. Là-bas, on leur facilite davantage les conditions de séjour et de travail. "Là-bas, comme par magie, le casse-tête administratif se dissipe. On t'octroie aisément ta carte de séjour. On t'offre des conditions plus alléchantes", explique Sarra Alouini.

Karim Dhoub en a fait l'expérience. En travaillant dans une zone rurale, il a eu droit à un appartement, une voiture de fonction et autres avantages inexistants ailleurs. Pour que tous les médecins maghrébins puissent jouir des mêmes conditions satisfaisantes et égales aux autochtones, le président de l'AMTF estime qu'il faut faire du lobbying auprès des autorités françaises.

Malgré la fragilité de leur situation, ces médecins n'envisagent pas de rentrer en Tunisie. Karim Dhoub comme Sarra Alouini disent fuir des conditions

de travail épouvantables en Tunisie, entre manque de moyens dans les hôpitaux, faibles rémunérations et violence. Sarra Alouini ne projette surtout pas d'élever ses enfants en Tunisie.

Et cette envie de rester dans leur pays d'accueil se manifeste par les demandes de radiation de l'ordre des médecins tunisiens. Pour s'inscrire au tableau de l'ordre des médecins en France, il est obligatoire d'avoir une seule autorisation d'exercice. Cela implique une demande de radiation du tableau tunisien. Entre 2011 et 2021, les demandes de radiation ont ainsi grimpé de 33 % par an.

**Conditions inacceptables.** Au premier semestre 2023, 187 demandes de radiation ont été accordées. Ce nombre dépasse le total des demandes enregistrées en 2022, d'après le rapport "La migration des professionnels de santé : défis pour le système de santé tunisien?", publié en mars 2024 par l'Institut tunisien des études stratégiques (Ites).

Hormis la France, certains médecins tunisiens optent désormais pour d'autres pays, à l'instar de l'Allemagne. Sur la période 2017-2022, le nombre des médecins tunisiens émigrés en Allemagne a augmenté d'environ 20 % par an. Pourtant, ils perdent une année pour apprendre la langue. Dans ce pays, le processus est facilité. Il n'y a pas d'EVC, mais un simple examen de connaissances. Et ils sont mieux rémunérés qu'en France.

Dans tous les cas, ces pays d'accueil bénéficient de médecins hautement qualifiés sans qu'ils dépensent un centime pour leur formation. Ces professionnels sont prêts à travailler, souvent dans des conditions inacceptables pour les locaux, et sont moins rémunérés que ces derniers.

Quant à la Tunisie, elle subit sans rechigner cette grande hémorragie de la migration de ces médecins. Alors que d'autres pays touchés par ce phénomène, à l'instar du Maroc, tentent d'y remédier en mettant en place des mesures afin d'inciter leurs médecins à rester dans le pays.

Et les résultats se font sentir, à en croire le président de l'AMTF. D'après lui, beaucoup de médecins marocains sont rentrés dans leur pays. Cependant, leurs homologues tunisiens ne paraissent pas prêts de prendre des décisions similaires. "Les quelques-uns qui retournent en Tunisie s'installent dans le privé. Ce qui signifie que nos hôpitaux continueront à souffrir du manque de médecins. Et ce sont les régions intérieures qui en pâtiront davantage."

En Tunisie, dans dix ans, on risque de ne plus avoir de spécialistes, alerte le docteur Nizar Ladhari, secrétaire général du Conseil national de l'ordre des médecins de Tunisie.

— **Rihab Boukhatia,**  
publié le 12 juillet

## NOTRE SÉLECTION D'ATLAS

Pour commander,  
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :  
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/185-atlas>

à partir de  
**5,90€\***

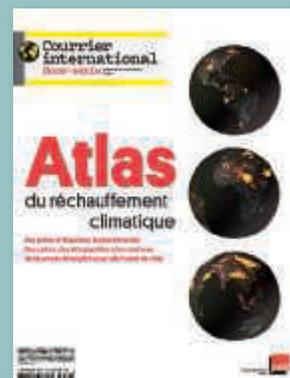
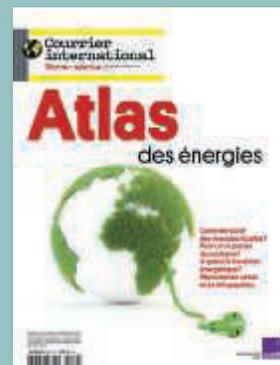


### Migrations

Climat, guerre, travail, études...  
Toute la planète migre.  
Vers quels pays?  
Par quels moyens?

### Énergies

Comment sortir  
des énergies fossiles?  
Peut-on se passer  
du nucléaire? À quand  
la transition énergétique?



### Réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur,  
la planète brûle.  
Des cartes, des  
infographies  
et les analyses  
de la presse étrangère  
pour décrypter la crise.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2024,  
dans la limite des stocks disponibles.

\* Frais de port en sus en fonction du produit.

\* Version numérique : 5,90 € - version papier : à partir de 8,50 €  
Réception chez vous environ une semaine après la prise  
en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :  
<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



# Sri Lanka. Après la crise, un rêve de changement

Le 21 septembre, les Sri-Lankais doivent élire leur président. La question économique est au cœur des enjeux dans un pays sous perfusion du FMI.

—Nikkei Asia, extraits (Tokyo)

**J**e n'avais jamais vu ça." Pour Kusum Fernando, il n'est pas rare, ces derniers temps, de passer une journée entière sans qu'un seul client ne franchisse le seuil de sa petite pharmacie, à Matara, une ville côtière du sud du Sri Lanka. "Chaque mois, je reçois moitié moins de clients, confie le sexagénaire à lunettes, appuyé à son comptoir en verre. Je vois des patients qui ont des ordonnances avec des traitements de trois jours et qui ne prennent les médicaments que pour un jour parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour le traitement complet."

Chandrasiri Wickremeratne, qui tient lui aussi une pharmacie à Matara depuis trente ans, fait le même constat. "Certains patients diabétiques ont arrêté leur traitement, ils n'ont plus les moyens de le payer. Ils disent qu'ils aiment autant mourir."

En dehors des grands centres urbains et des enclaves touristiques, la baisse de la consommation est tangible pour bon nombre de petits commerces. Les difficultés économiques et politiques des cinq dernières années [lire encadré] ont fait exploser le nombre de pauvres dans le pays – de 3,04 millions à 7 millions [sur une population de 22 millions d'habitants] –, alors que les revenus réels stagnent.

Appelés à élire un nouveau président le 21 septembre, les électeurs, longtemps habitués à voir les campagnes électorales se

jouer sur les questions ethniques et religieuses, se concentrent ainsi aujourd'hui sur les sujets économiques.

Et en la matière, les perspectives sont incontestablement meilleures à Colombo et dans les grandes villes du pays maintenant que l'inflation est sous contrôle, que les touristes étrangers reviennent et que la roupie sri-lankaise a repris de la valeur. Il y a des investisseurs audacieux en quête de bonnes occasions. Et la Bourse a plus ou moins repris ce qu'elle avait perdu en 2022, quand le Sri Lanka s'est déclaré en défaut de paiement – une situation qui ne s'était pas produite pour un pays asiatique depuis plus de vingt ans.

Pour autant, les Sri-Lankais n'hésitent pas à faire part de leur mécontentement. Difficile, dans

ces conditions, de déterminer si celui-ci favorisera un candidat en particulier.

Selon Frontier Research, un cabinet d'analyse économique installé à Colombo, cette élection pourrait être la première, au Sri Lanka, à porter au pouvoir un président sans majorité absolue. Ses chercheurs ont publié une note en ce sens : "Dans la mesure où ce n'est pas un scénario habituel, il est bon de se préparer à l'éventualité que le président ne soit élu qu'avec 30 % ou 35 % des suffrages. Ce qui entraînera des questions sur sa légitimité et sa crédibilité."

C'est un aspect crucial de l'élection de cette année, car le gagnant héritera de la gestion du plan d'aide du Fonds monétaire international (FMI) prévu pour quatre ans. De nombreux Sri-Lankais estiment que le FMI n'a fait que prolonger leurs difficultés en augmentant leurs impôts et le coût de la vie ; d'autres jugent que son plan de 3 milliards de dollars a permis au pays de sortir de l'ornière.

**Rebond économique.** Une chose est certaine : le Sri Lanka avait désespérément besoin d'aide en 2022. Alors que ses réserves de change étaient au plus bas et que la roupie s'effondrait, il était devenu difficile de se procurer du carburant, des médicaments et certains produits alimentaires. Les files

d'attente s'allongeaient à la soupe populaire. L'inflation atteignait 69,8 %. Les coupures de courant étaient monnaie courante.

Une étude du gouvernement menée en août 2023 a montré que près de la moitié des personnes interrogées avaient vu leur salaire et leur nombre d'heures de travail réduits depuis mars 2022. Trois quarts d'entre eux disaient également avoir modifié leur alimentation par manque de moyens. Et un sur sept déclarait avoir perdu son emploi principal.

**"Certains patients diabétiques arrêtent leur traitement, faute d'argent."**

Chandrasiri Wickremeratne, PHARMACIEN À MATARA

C'est au début de l'année 2023 que le FMI a commencé à imposer au Sri Lanka une restructuration de ses finances, reposant essentiellement sur une baisse des dépenses publiques et une augmentation des impôts. "Le programme de réformes économiques mis en place par les autorités sri-lankaises produit de bons résultats", estime Peter Breuer, le chef de la mission locale du FMI. "Les autorités ont fait des progrès notables pour rendre la dette supportable, ajoute-t-il. Alors que la reprise est encore fragile, il est vital de maintenir la dynamique des réformes et de veiller à ce qu'elles

soient mises en œuvre en temps utile afin de consolider les premiers résultats chèrement acquis et de remettre l'économie sur pied."

Le secteur touristique illustre bien ce rebond. Au 25 août, le Sri Lanka avait accueilli 1,34 million de visiteurs, un chiffre qui se rapproche des 2,3 millions venus visiter le pays en 2018.

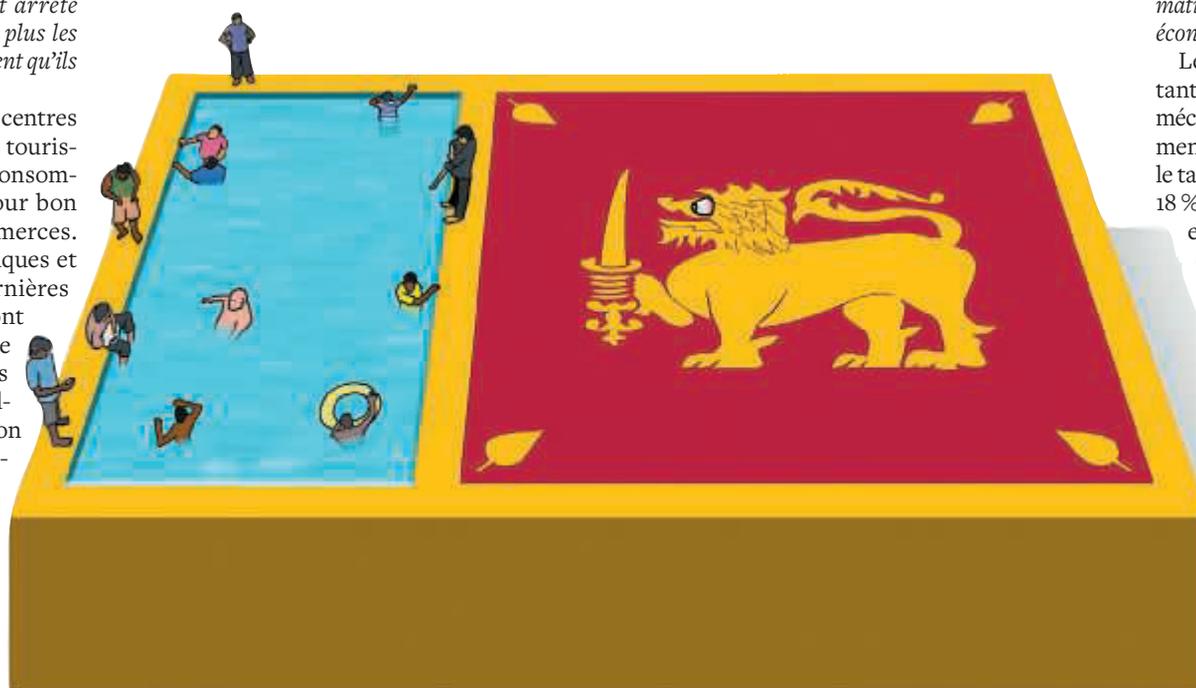
À Mirissa, une station balnéaire du sud du Sri Lanka, les bars et restaurants sont pris d'assaut par de jeunes vacanciers venus d'Europe et d'ailleurs. "Nous sommes restés ouverts toute l'année jusqu'à maintenant, alors que l'an dernier nous avions dû fermer pour trois mois en avril, se félicite Sameera Shrimal, qui dirige un restaurant. Certains touristes viennent pour la première fois, d'autres reviennent après un premier séjour ici l'an dernier."

La reprise de l'activité touristique dope également le secteur du bâtiment. En avril, ITC Hotels a inauguré un établissement de luxe sur le front de mer de Colombo – cet hôtel, qui a coûté 500 millions de dollars, est le premier que cette chaîne hôtelière indienne ouvre à l'étranger.

"Nous pensons que le tourisme sera un solide facteur de croissance, indiquait le cabinet d'études BMI dans un rapport sur le Sri Lanka en juillet. Sachant que 25 % de la population était employée dans le secteur du tourisme en 2020 (les dernières données disponibles), l'afflux de visiteurs s'est traduit par une augmentation de la consommation, contribuant à la croissance économique."

Le plan du FMI suscite pourtant de nombreuses craintes. Le mécontentement est particulièrement vif à cause de la TVA, dont le taux est passé de 8 % en 2021 à 18 % cette année, et de la fin des exemptions sur certains produits comme le carburant, le gaz pour la cuisine et les fournitures scolaires.

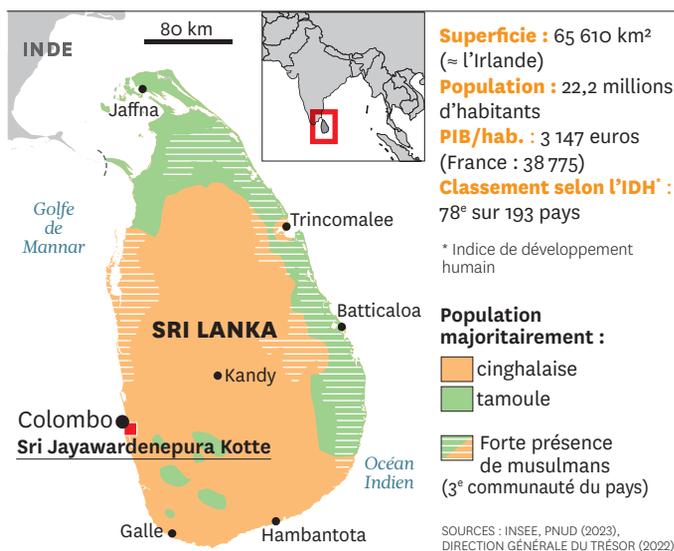
Avec les mesures d'austerité prises sous la pression du FMI, la tendance sur le marché du travail – qui enregistrait encore des créations de postes en 2022 – s'est inversée et le nombre d'emplois a diminué de 1,7 % cette année – soit 137 815 emplois en moins.



Et c'est donc pour le meilleur comme pour le pire que l'actuel président, Ranil Wickremesinghe, est devenu "l'homme du FMI". Le Parlement a désigné ce jeune septuagénaire au poste de président après le départ précipité de Gotabaya Rajapaksa [qui a démissionné sous la pression de la rue, il y a deux ans]. Un choix étonnant, puisque Wickremesinghe avait perdu son siège lors des législatives deux ans plus tôt, et que son parti ne comptait plus qu'un seul député.

**Promesses fiscales.** Pourtant, celui qui a été six fois Premier ministre par le passé a montré qu'il était l'homme de la situation en obtenant l'aide du FMI. "Le président était le seul à pouvoir le faire parmi les membres du gouvernement, et il a réussi à avoir le soutien de la communauté internationale", souligne un diplomate établi à Colombo, impliqué dans les négociations sur la restructuration de la dette du Sri Lanka. Ces derniers mois, le gouvernement de Wickremesinghe s'est montré à l'écoute des préoccupations des Sri-Lankais en matière de pouvoir d'achat grâce à une réduction de 22,5 % des tarifs de l'électricité, une augmentation de 40 % du salaire minimum et des négociations avec le FMI concernant la baisse de l'impôt sur le revenu.

Pourtant l'hostilité engendrée par le programme du FMI et la proximité de Wickremesinghe avec le clan Rajapaksa peut se targuer d'être venue à bout de la guérilla des Tigres tamouls, qui a duré trente ans, les mandats présidentiels des deux frères ont été marqués par la corruption, le népotisme et une féroce répression politique.



Parmi l'un des derniers à s'être inscrits avant la date limite du 15 août figure Namal Rajapaksa, 38 ans, le fils aîné du chef du clan, Mahinda Rajapaksa, qui a déjà occupé les fonctions de président et de Premier ministre. Ce parlementaire, qui a fait partie du cabinet de son oncle, Gotabaya Rajapaksa, porte les couleurs du parti de la famille, le Sri Lanka Podujana Peramuna (SLPP), qui reste de loin le plus important au Parlement.

Gotabaya Rajapaksa était devenu président en 2019 grâce à une campagne qui avait attisé les tensions entre la majorité cinghalaise bouddhiste du pays et les minorités tamoules, hindoues et musulmanes.

Si la dynastie Rajapaksa peut se targuer d'être venue à bout de la guérilla des Tigres tamouls, qui a duré trente ans, les mandats présidentiels des deux frères ont été marqués par la corruption, le népotisme et une féroce répression politique.

Gotabaya a finalement été chassé du pays en juillet 2022 lorsque des dizaines de milliers de Sri-Lankais furieux ont pris d'assaut les rues de la capitale, pour dénoncer la situation catastrophique économique du pays et les pénuries de produits de première nécessité.

"Ce mouvement [baptisé Aragalaya, la 'lutte'] a des répercussions inévitables sur la présidentielle. Les manifestations ont montré que les gens voulaient du changement et non plus les solutions rebattues de la vieille garde", estime Swasthika Arulingam, avocate et militante syndicale, qui s'est beaucoup investie dans ces manifestations.

Cette volonté de renouveau est un atout pour le député Anura Kumara Dissanayake, 55 ans, qui représente le NPP, un parti très à gauche, qui occupe actuellement trois sièges sur les 225 que compte le Parlement. Dissanayake et sa coalition ont remis leur discours marxiste pour se concentrer sur

un autre message de campagne : faire le ménage dans les instances du pouvoir et lutter contre la corruption. Le fait qu'ils n'aient jamais participé à un gouvernement est aujourd'hui présenté comme un gage d'intégrité. Dissanayake propose de restaurer les exemptions de TVA et de revoir les réformes du FMI pour réduire la pression sur les citoyens, mais aussi de limiter les pouvoirs du président.

"Nous voulons incarner le désir de changement des électeurs exprimé lors de la crise de 2022, explique Harini Amarasuriya, un sociologue, lui aussi député NPP. Nous axons notre campagne sur le changement, la fin de ce vieux monde déconnecté des réalités. Quant aux inquiétudes des électeurs concernant les questions économiques, elles sont désormais une priorité."

Autre candidat, en tête des sondages : Sajith Premadasa, issu du parti de centre gauche Samagi Jana Balawegaya (SJB), chef de l'opposition au Parlement.

### "Les gens veulent du changement et non plus les solutions rebattues de la vieille garde."

**Swasthika Arulingam,**  
AVOCATE ET SYNDICALISTE

Cet homme de 57 ans s'appuie sur la base et l'héritage politique de son père, président assassiné dans l'exercice de ses fonctions. Pour désamorcer le mécontentement lié à la situation économique, il promet d'augmenter les aides sociales, de faire baisser la TVA et d'adoucir les mesures d'austérité imposées par le FMI, tout en s'engageant à lutter contre la corruption et à limiter les pouvoirs de la fonction présidentielle.

L'élection, analyse le député SJB et économiste Harsha de Silva, sera remportée par celui qui démontrera "sa capacité à résoudre les problèmes économiques du pays et à offrir un avenir meilleur aux familles. Les chiffres de la pauvreté sont sans précédent."

Pour autant, comme aucun candidat sérieux ne veut toucher aux conditions du prêt du FMI, les réformes entamées devraient perdurer dans leur intégralité, quel que soit le gagnant de la présidentielle.

"Étant donné les conditions économiques et géopolitiques du Sri Lanka, le parti politique qui viendra au pouvoir après les élections n'aura pas beaucoup de marge de manœuvre s'il veut emprunter un autre chemin que celui des réformes, tranche Ruchir Desai, codirecteur de la société de gestion AFC Asia Frontier Fund, à Hong Kong. Tout écart majeur par rapport au programme de réformes mis en œuvre sera extrêmement préjudiciable, non seulement pour le plan de sauvetage du FMI, mais aussi pour les perspectives économiques et géopolitiques du pays."

**Fuite des talents.** Face aux années difficiles qui s'annoncent, de nombreux Sri-Lankais préfèrent chercher du travail à l'étranger. Environ 300 000 habitants de l'île ont quitté le pays en 2022 et 2023 pour raisons économiques. Les bureaux qui délivrent les passeports ne désespèrent pas, et la plupart des candidats à l'émigration sont des cadres supérieurs ou des personnes exerçant une profession libérale, notamment des médecins.

Lenaduwa Dilshan, 28 ans, serveur dans un hôtel de la ville de Galle, dans le sud du pays, rêve du Japon, où il aimerait se trouver un travail mieux payé : "Il faut que je gagne de l'argent pour payer les frais médicaux de ma mère. Elle a de gros problèmes cardiaques."

À Matara, un directeur d'école à la retraite n'est guère optimiste. Pour lui, les Sri-Lankais pourraient de nouveau descendre dans la rue. "La situation économique est explosive, soupire-t-il. Et la déflagration peut avoir lieu à tout moment."

— **Marwaan Macan-Markar,**  
publié le 4 septembre

## Repères

**Novembre 2019** — Gotabaya Rajapaksa est élu à la présidence de la République, signant le retour au pouvoir de sa famille, qui l'avait déjà accaparé entre 2005 et 2015. Il nomme son frère Premier ministre.

**Janvier 2021** — Après l'effondrement du secteur touristique, le budget et la monnaie sont en crise.

La dette est abyssale, l'inflation explose. L'économie s'écroule.

**Avril 2022** — De vastes manifestations, d'abord liées à la baisse du niveau de vie, exigent la démission des deux frères Rajapaksa. Plusieurs ministres jettent l'éponge.

**Juillet 2022** — Après s'être accroché au pouvoir, Gotabaya

Rajapaksa fuit son palais, assiégé par les manifestants. C'est la victoire de l'Aragalaya, la "lutte" en cingalais.

**Août 2022** — Vieux routier de la politique, opposé puis associé aux Rajapaksa, l'ancien Premier ministre Ranil Wickremesinghe prête serment comme président, fonction qu'il occupera jusqu'à l'élection du 21 septembre 2024.

## SOURCE



### NIKKEI ASIA

Tokyo, Japon  
Hebdomadaire  
asia.nikkei.com/NC

Connu sous le nom de Nikkei Asian Review jusqu'en septembre 2020, le magazine Nikkei Asia conserve la même ligne éditoriale. Il fait partie du groupe Nikkei, qui possède aussi le Financial Times et le Nikkei 225, principal indice de la Bourse de Tokyo.



**afrique**



—ISS Africa (Institut d'études de sécurité), *extraits*

**L**a piraterie et les événements politiques qui se déroulent dans le golfe de Guinée et l'océan Indien attirent tous les regards, mais qui garde un œil sur la côte atlantique sud de l'Afrique ? L'océan Atlantique est depuis toujours essentiel aux relations transocéaniques, et en particulier aux échanges mondiaux. Ses ressources naturelles et sa situation stratégique – il relie l'Afrique, l'Europe et les Amériques – continuent aujourd'hui à permettre la circulation des marchandises (licites comme illicites).

L'Atlantique est le lieu d'activités criminelles depuis des siècles, depuis l'époque où pirates et marchands d'esclaves couraient les mers. Ces agissements se concentrant dans l'Atlantique nord, on ne sait pas grand-chose de l'histoire de l'économie criminelle de l'Atlantique sud. C'est toujours le cas aujourd'hui : les attaques de navires dans le golfe de Guinée et le trafic de cocaïne sud-américaine concentrent l'attention de la communauté internationale sur les côtes africaines de l'Atlantique nord. Plus récemment, la résurgence de la piraterie et les attaques de navires par les houthistes ont attiré les regards sur l'ouest de l'océan Indien. Tous ces événements expliquent en partie que l'Atlantique sud ne fasse l'objet que d'une attention épisodique.

Le littoral atlantique de l'Afrique australe constitue un réservoir unique de biodiversité et de ressources naturelles (poisson, pétrole, diamants...) Il fait vivre plusieurs communautés et est essentiel aux échanges mondiaux. Plusieurs ports créent des corridors maritimes vitaux pour les pays dépourvus d'accès à la mer.

## Géopolitique. Les côtes atlantiques, objets de convoitise

Depuis que le golfe d'Aden est devenu dangereux pour le trafic maritime, le commerce international s'est replié sur l'Atlantique sud. La région reste pourtant une zone de non-droit.

Or, les pays africains et les intérêts étrangers qui cherchent à développer le plein potentiel de l'économie océanique sont en concurrence avec des criminels qui visent eux aussi cet espace géostratégique. L'une des menaces qui pèse sur tous les États africains de l'Atlantique, c'est la criminalité liée à la pêche, qui va de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée à la corruption des autorités.

**Pêche illégale.** Certains membres du gouvernement namibien ont accordé des quotas de pêche à une société islandaise moyennant finance, au détriment des sociétés locales et de leurs employés. La pêche illégale fait perdre 80 millions de dollars [73 millions d'euros] par an à la Namibie ; elle est pratiquée entre autres par des bateaux qui ont un permis pour travailler dans les eaux angolaises. L'Angola lui-même est victime d'une pêche illégale pratiquée par des flottes étrangères.

Grâce à ses vastes réserves de pétrole offshore, l'Angola est l'un des plus gros producteurs de pétrole d'Afrique. Cela cause des attaques de navires dans le nord du pays et un trafic en direction de la Namibie et de la République démocratique du Congo. On a récemment découvert du gaz et du pétrole au large des côtes namibiennes, où on exploite déjà le diamant. Ces ressources lucratives attirent les grandes multinationales comme les réseaux criminels transnationaux.

D'après le rapport mondial des Nations unies sur la cocaïne de 2023, l'Afrique australe joue un rôle de plus en plus important dans le trafic de cocaïne sud-américaine. Les États d'Afrique australe servaient initialement de zones de transit, mais leur consommation de cocaïne augmente avec l'accroissement des volumes qui passent par leur territoire. Le trafic par voie maritime en direction et en provenance d'Afrique du Sud est en augmentation. Le pays est

← Le port de Walvis Bay, le plus grand de Namibie, en décembre 2022.

Photo Gerald Haenel/LAIF-REA

depuis longtemps un centre de transit et des quantités records de cocaïne y ont été saisies ces dernières années. Ces exemples montrent que les États africains situés sur le littoral de l'Atlantique sud servent de passage pour des navires engagés dans diverses activités illicites en mer, dans les ports et sur la côte. Comment la région protège-t-elle donc ses côtes ?

**Défi sécuritaire.** Comme l'ensemble du continent, l'Afrique australe n'est pas en mesure de surveiller la totalité de ses eaux territoriales et doit composer avec le fait que les réseaux criminels franchissent allègrement les frontières maritimes. Un partage des moyens et des informations est donc impératif pour la protection de ses côtes. Or il n'existe pas d'initiative engageant tous les États riverains de l'Atlantique en matière de sécurité. Il existe des accords de coopération régionaux, mais ils sont d'une portée limitée.

La Namibie, l'Angola et l'Afrique du Sud sont regroupés au sein de la Convention du courant de Benguela, mais celle-ci se limite à la préservation des ressources du grand écosystème marin du courant de Benguela. Ces trois pays font aussi partie de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique sud (Zopacas). L'Angola a récemment rejoint le Partenariat pour la coopération atlantique, une association animée par les États-Unis qui réunit 36 États. Cependant, comme la Convention du courant de Benguela et la Zopacas, le Partenariat vise avant tout le développement économique, la protection de l'environnement, la science et la technologie, et ne concerne qu'indirectement la sécurité.

Or la sécurité est également nécessaire au développement. Celui-ci est couvert par la Stratégie de sécurité maritime intégrée de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) qui pourrait fournir un cadre de coopération. Mais, indique Tim Walker, le directeur du projet maritime de l'Institut d'études sur la sécurité [qui s'efforce d'améliorer la sécurité afin de favoriser le développement durable et la prospérité économique en Afrique], la SADC doit se mobiliser pour qu'elle soit "*appliquée fermement*".

Il n'existe donc aucun cadre holistique, coordonné, qui cartographie et s'attaque aux activités criminelles dans l'Atlantique sud africain, ce qui crée un vide de sécurité. Il est encore plus pressant de prendre des mesures de protection maintenant que les bateaux passent par le cap de Bonne-Espérance pour éviter le golfe d'Aden et

**Le littoral atlantique de l'Afrique australe constitue un réservoir unique de biodiversité et de ressources naturelles.**

la mer Rouge, ce qui accroît le trafic dans l'Atlantique sud. Et les choses vont peut-être empirer puisque la sécheresse limite le transit par le canal de Panama. Les ports d'Afrique du Sud ne disposant pas d'une capacité suffisante et connaissant une détérioration de leurs infrastructures, le gros des navires passe par les ports et les eaux angolais et namibiens.

La situation risque encore d'empirer si les sanctions contre la Russie font augmenter la demande en pétrole africain. Le changement climatique risque en outre de perturber l'accès aux ressources marines vivantes, qui sont déjà en diminution, et d'entraîner des conséquences sinistres pour les pays africains et les communautés côtières.

L'augmentation des échanges va certes doper l'économie de la région, mais elle va aussi mettre à rude épreuve sa capacité déjà limitée de surveillance de l'activité maritime. Ceci risque de constituer un terrain fertile pour les réseaux criminels.

— **Carina Bruwer**,  
publié le 17 juin

## L'insatiable appétit chinois pour le poisson africain

La Chine construit sur les côtes africaines de nombreux ports destinés à répondre à sa demande intérieure en produits de la mer. Un essor industriel dont risquent de pâtir les communautés locales.

— **South China Morning Post**,  
extraits (Hong Kong)

Un nouveau port de pêche chinois va voir le jour en Tanzanie. Il devrait être inauguré l'année prochaine et créer plusieurs milliers d'emplois. Le port de Kilwa Masoko, dont le coût a été chiffré à 111 millions de dollars [102 millions d'euros], est construit dans le cadre de la Belt and Road Initiative (BRI) [les nouvelles routes de la soie], dont le but est de développer des infrastructures permettant de connecter l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

Avec ce nouveau port, la Chine cherche à satisfaire son énorme demande intérieure en produits de la mer. Les bateaux de pêche chinois sont accusés de menacer les stocks de poissons, en particulier en Afrique de l'Ouest, et d'avoir parfois recours à des pratiques illégales.

La ville de Kilwa Masoko dépend fortement de la pêche mais, selon le gouvernement tanzanien, elle manque d'infrastructures nécessaires au développement de cette industrie. Le nouveau port sera tourné vers la pêche commerciale en haute mer. Il devrait créer 30 000 emplois directs et indirects et améliorer le sort des communautés locales, qui vivent principalement de la pêche et de la culture des algues.

Il pourra accueillir jusqu'à dix grands navires de pêche sans commune mesure avec les barques et les petits bateaux utilisés actuellement par les pêcheurs locaux. Les installations comprendront plusieurs usines de transformation de produits de la mer, une unité de production de glace, une aire de réparation navale et des locaux permettant de stocker 90 tonnes de poisson congelé par jour.

**Usine de transformation.** Ce port en Tanzanie fait partie du nombre croissant d'infrastructures de pêche que la Chine a construites ou est en train de construire en Afrique. Pékin a également conclu des accords de pêche avec des dizaines de pays africains, dans le cadre desquels des entreprises chinoises ont réalisé des investissements de plusieurs millions de dollars, notamment dans la formation à la pêche et à l'aquaculture.

Le Ghana va ainsi emprunter 185,57 millions de dollars [170 millions d'euros] à la Banque chinoise de développement pour construire 12 ports et points de débarquement des produits de la pêche. L'un des plus grands est le complexe portuaire de Jamestown, dont le chantier a coûté 50 millions de dollars [46 millions d'euros] et sera bientôt terminé. Parmi les autres grands chantiers figure la reconstruction par China Harbour Engineering Company des installations portuaires de Beira, au Mozambique. Une usine de transformation de produits de la mer a par ailleurs récemment été ouverte par Jinzai Food Corporation à Kwale, au Kenya.

Certains projets se sont heurtés à des obstacles en raison de leurs conséquences sur l'environnement. C'est le cas d'un port de pêche industrielle d'une valeur de 55 millions de dollars [50 millions d'euros] en Sierra Leone. Les défenseurs de l'environnement et les propriétaires terriens l'ont dénoncé comme "une catastrophe humaine et écologique" qui détruirait une forêt tropicale encore intacte, viderait les stocks de poissons et polluerait les écosystèmes marins. Les navires chinois ont également été accusés de pêche illégale au large des côtes d'Afrique de l'Ouest, mettant ainsi les stocks en danger.

**Chalutage incontrôlé.** La Chine est la plus grande consommatrice de produits de la mer du monde, explique Miren Gutierrez, chercheuse à l'Overseas Development Institute. En investissant dans des ports de pêche, elle fait d'une pierre deux coups : elle accède à des pêcheries extrêmement riches et renforce son influence en Afrique. Mais la présence de chalutiers chinois dans les eaux africaines suscite de nombreuses inquiétudes. Ils sont accusés de se livrer à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) et à des pratiques non durables qui menacent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des populations locales.

Certains pays, poursuit Miren Gutierrez, ont instauré une réglementation pour limiter le chalutage réalisé par les navires de pêches étrangers, mais ceux-ci trouvent le moyen de la contourner. "Certains navires battent pavillon d'États africains, explique-t-elle, mais ils sont en réalité liés à des sociétés chinoises. Les réglementations et leur application doivent absolument être renforcées pour assurer une gestion durable des pêcheries africaines", poursuit-elle. Il en va de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des populations locales.

Une étude publiée récemment montre que la demande chinoise en produits de la mer augmente beaucoup plus vite que son offre. "D'après les projections, d'ici à 2030 la demande dépassera l'offre de 18 millions de tonnes, soit deux fois la production nationale en 2020, précise l'une des coautrices de cette étude, Rebecca Ray, chercheuse au Global Development Policy Centre de l'université de Boston. Il est donc très important pour la Chine de trouver rapidement des sources d'approvisionnement fiables." Or, souligne la chercheuse, la pêche en eaux lointaines est très difficile à contrôler à cause de nombreuses lacunes dans la réglementation des eaux internationales. "Il est essentiel de consulter les communautés locales qui pourraient être affectées économiquement par l'arrivée des flottes de pêche", insiste-t-elle.

— **Jevans Nyabiagi**,  
publié le 16 juillet

### Les côtes atlantiques de l'Afrique, un nouveau carrefour stratégique

#### Une zone d'échanges riche en ressources

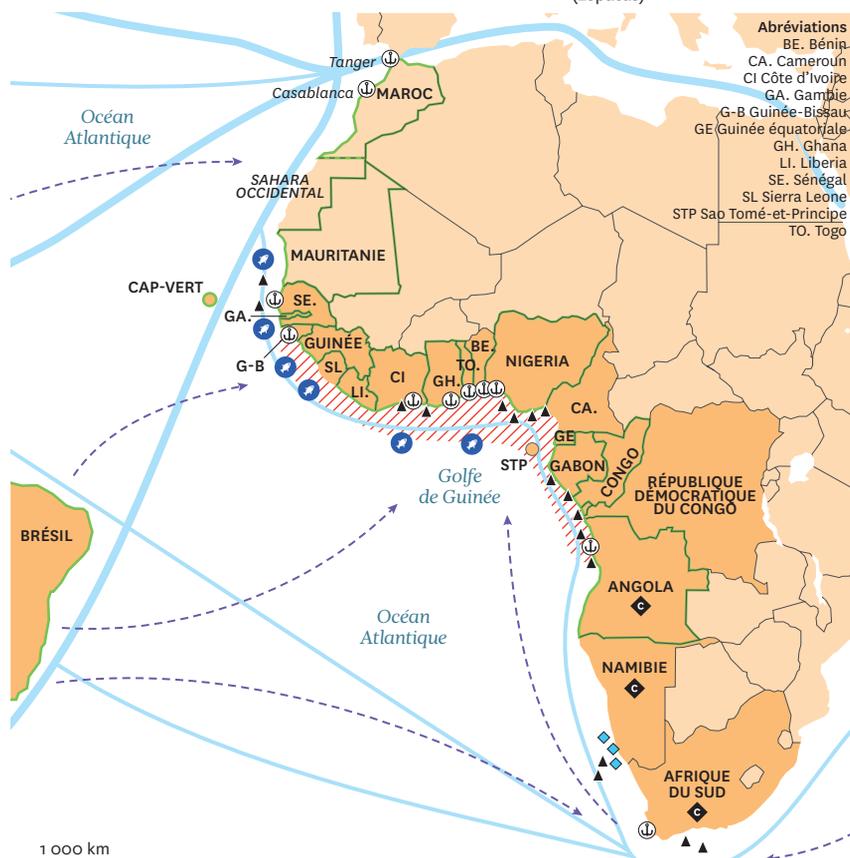
- ▲ Hydrocarbures (exploités ou découverts)
- ◆ Exploitation marine de diamants
- Principales routes maritimes
- Ⓜ Principaux ports

#### Une région minée par une importante criminalité

- /// Zone de piraterie
- Flux de drogues en provenance d'Amérique latine et d'Asie
- Ⓜ Pêche illégale

#### Des structures nombreuses mais des solutions imprécises

- ◆ Membres de la Convention du courant de Benguela
- Membres du Partenariat pour la coopération atlantique
- Membres de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique sud (Zopacas)



SOURCES : FRANCE DIPLOMATIE, GLOBAL ENERGY MONITOR, ISS AFRICA, MARINE BRÉSILIENNE, MICA CENTER, PNUD LIVRE "PORT ECONOMICS, MANAGEMENT AND POLICY", WHITEHOUSE.GOV, VALUAE.

## KENYA

# Le poison des gourous masculinistes

L'assassinat au Kenya d'une athlète ougandaise, Rebecca Cheptegei, a mis en lumière le rôle des influenceurs de la "manosphère" dans le climat misogyne violent de ce pays d'Afrique de l'Est.

—The Daily Telegraph, extraits (Londres)

Eric Amunga est sans conteste le doyen de la frange kényane de la "manosphère", cette constellation de communautés en ligne fréquentée par des hommes du monde entier qui pensent que le féminisme est la racine de tous les maux. Chaque samedi matin, des hommes partout dans le pays saisissent leur portable pour découvrir les derniers préceptes énoncés par Eric Amunga à l'intention de ses quelque 1,9 million d'abonnés sur le réseau social X. Chaque week-end, au Kenya, son hashtag #MasculinitySaturday arrive invariablement en tête des sujets tendance.

Pour leurs défenseurs, ces "samedis de la masculinité" d'Eric Amunga visent à redonner la parole aux hommes réduits au silence par une société féminisée, dominée par les femmes aux mœurs légères, intéressées par l'argent et par les *slay queens*, expression en vogue en Afrique pour décrire les influenceuses amatrices de mode et de glamour.

D'autres, à l'inverse, considèrent Amunga et d'autres "gourous" de son acabit comme l'incarnation d'une masculinité toxique qui, en légitimant ces doléances masculines sans fondement, favorise la misogynie et contribue à créer un environnement hostile et violent envers les femmes au Kenya.

Le débat a été relancé par le meurtre de Rebecca Cheptegei, une athlète olympique ougandaise vivant au Kenya, aspergée d'essence puis brûlée vive par son ex-petit ami, sous les yeux de ses filles, alors qu'elle sortait d'une église un dimanche [le 1<sup>er</sup> septembre]. Rebecca Cheptegei, qui s'est éteinte quatre jours

plus tard [à l'âge de 33 ans], est la quatrième athlète féminine assassinée au Kenya depuis 2021. Dans chaque cas, le principal suspect était le partenaire ou l'ex-partenaire de la victime.

Les athlètes ne sont pas les seules à être menacées. En juillet, des sacs contenant les restes démembrés de 13 femmes ont été découverts dans une décharge de Nairobi, la capitale. En début d'année, une série de meurtres de femmes dans des résidences avec services, connus sous le nom de "meurtres Airbnb", a suscité des manifestations dans tout le pays contre la hausse des féminicides.

**Banalisation.** Personne ne suggère que les influenceurs masculins sur Internet pourraient avoir directement inspiré l'un ou l'autre de ces homicides. Mais pour Irungu Houghton, responsable d'Amnesty International au Kenya, la manosphère a contribué à normaliser la violence à l'égard des femmes. "Le pouvoir corrosif de la désinformation misogyne en ligne renforce le pire des vices, dénonce-t-il. Les influenceurs sexistes masculins sur Internet n'ont peut-être pas directement inspiré ces meurtres, mais l'absence de responsabilisation dans la manosphère contribue à banaliser la violence à l'égard des femmes et alimente une culture de l'impunité."

Une grande partie du contenu produit par Eric Amunga – mélange de pseudoscience, de psychologie de comptoir et de

conseils relationnels sans queue ni tête – est trop absurde pour être pris au sérieux. "Ne mangez pas de fibres", recommande-t-il dans l'un de ses nombreux posts sur les hémorroïdes. "Ne soyez pas homosexuel", ordonne-t-il dans une autre publication, avant de professer dans une troisième : "Dans un embouteillage, tout véhicule supplémentaire aggrave la situation. Songez-y !" D'autres conseils pseudoscientifiques sont toutefois plus dangereux ("Le cancer ne tue pas, contrairement à la chimiothérapie") et on perçoit en toile de fond un matraquage incessant sur ce qu'un homme doit être et sur la manière dont il doit traiter une femme.

Ses abonnés se voient ainsi répéter à plusieurs reprises "Sois un mac, sois un crack", en référence à la ritournelle de divers rappeurs ["Be a pimp, not a simp" en VO], conseillant aux hommes d'arrêter de faire les toutous avec leurs femmes. Selon lui, les femmes sont "rigides", "émotives" et "manipulatrices". Le rôle de l'homme dans la relation est de "précéder, protéger, pourvoir et pénétrer" et pas de "changer les couches des gosses". Et "si ta femme devient grosse et agressive, elle ne mérite pas d'être aimée", écrit Eric Amunga. Elle

ne mérite pas d'être protégée ou pénétrée. Elle mérite d'être abandonnée, elle doit souffrir de son ignorance."

Si Eric Amunga, qui affirme avoir quatre épouses, ne prône jamais ouvertement la violence à l'égard des femmes, nombre de ses abonnés, y compris de jeunes garçons, interprètent ce qu'ils entendent comme un encouragement tacite à la violence physique et sexuelle à l'égard des femmes, dénoncent les observateurs.

**Hydre à trois têtes.** Le principal d'une école déplore que ses écoliers soient "alimentés par ce contenu toxique" mis en ligne par Eric Amunga et d'autres influenceurs. Il cite Andrew Kibe, un podcasteur kényan qui compte des centaines de milliers d'abonnés, et Andrew Tate, l'influenceur britannique, qu'il surnomme "la source de la masculinité toxique". "Il est très compliqué de lutter contre cette hydre à trois têtes, poursuit-il. Le résultat ? Nous voyons grandir une génération de garçons qui risquent d'être encore plus violents et misogynes que leurs pères."

Au Kenya, la violence domestique est déjà très répandue. Des enquêtes révèlent qu'au moins un tiers, peut-être même la moitié des femmes du pays ont déjà subi des violences sexuelles ou physiques, soit l'un des taux les plus élevés du monde. De nombreuses personnes, y compris des hommes politiques, admettent ouvertement leur misogynie. Esther Passaris, une députée chargée des questions relatives aux femmes à Nairobi, affirme avoir été fréquemment victime d'agressions et de menaces de violences sexuelles.

Elle raconte qu'en juin un député de l'opposition l'a accostée dans les allées du Parlement et a menacé de la violer parce qu'elle avait soutenu un projet de loi fiscale impopulaire. En 2016, un homme politique de premier plan lui avait adressé des propos similaires au cours d'une interview télévisée. Ces dernières semaines, après la diffusion en ligne de son numéro de téléphone portable, elle a été inondée de photographies de sexes masculins.

"Cette violence généralisée à l'égard des femmes dépasse l'entendement", s'insurge la députée. Esther Passaris explique que parmi les cas dont elle s'occupe dans sa circonscription figurent les viols d'un bébé de 5 mois, d'une femme de 83 ans et d'une lesbienne, violée trois fois par des hommes qui tenaient de la "convertir à nouveau à l'hétérosexualité".

**"Sois un mac, sois un crack", répète l'influenceur Eric Amunga à ses abonnés.**

Les militants indiquent pour leur part que, si ces contenus toxiques amplifient la misogynie et favorisent les violences sexuelles, ils ne sont pas la cause première du problème. Pour eux, celui-ci est plus complexe.

Rebecca Cheptegei a été assassinée, selon les membres de sa famille, parce que son ex-partenaire contestait son droit à une parcelle de terrain qu'il prétendait lui appartenir. Grâce à une législation progressiste, à des politiques de discrimination positive et à des programmes d'émancipation économique en faveur des femmes, ces dernières sont en effet devenues plus indépendantes financièrement au cours des dernières années et même souvent propriétaires.

Ce petit pas vers l'égalité des genres génère du ressentiment chez les hommes, qui s'estiment en droit de disposer des biens de leur partenaire, analyse Irungu Houghton. Ce ressentiment, attisé par la misogynie en ligne, se traduit souvent par des violences à l'égard des femmes.

—Adrian Blomfield, publié le 8 septembre

↳ Dessin de Martirena, Cuba.





amériques

↓ Albertina Adjako sur la parcelle qu'elle a elle-même défrichée, en février 2024.  
Photo Bram Ebus/The Guardian/eyevine



# Suriname. Les descendants d'esclaves dorlotent leurs riz

Aidés par des scientifiques, les Saramaca cultivent sur leurs terres de multiples variétés de la céréale, afin de faire face aux différents risques climatiques.

—The Guardian, extraits (Londres)

Entre les XVII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, quand les esclaves africains du Suriname échappaient à la vigilance des colons néerlandais et qu'ils s'enfuyaient des plantations, certaines femmes cachaient ingénieusement des semences de riz dans leurs cheveux. Une fois sous le couvert de la forêt amazonienne, elles les plantaient. Aujourd'hui, des siècles plus tard, une banque génétique s'efforce de préserver les espèces rares de riz surinamien tout en préparant la population à mieux résister à la crise climatique.

Dans l'arrière-pays, près de la ville de Brokopondo, Albertina Adjako, descendante de ces esclaves en fuite que l'on appelait des "Nègres marrons" [adjectif dérivé du terme "marronnage"], circule avec précaution parmi ses

semis de riz, en tongs. Elle inspecte ses plants : "Nous sommes inquiets, parce que nous avons eu une longue période de sécheresse." Certaines espèces de riz "aiment le soleil", tandis que d'autres "aiment l'eau", indique-t-elle.

"Il existe des variétés qui prospèrent par temps sec, qui demandent moins d'eau que certaines autres, confirme Nicholaas Pinas, spécialiste surinamien des espèces de riz. Au cours d'une année peu pluvieuse, elles produisent naturellement bien plus que les variétés qui ont besoin de davantage d'eau."

**Une histoire de survie.** Cultiver plusieurs espèces répartit les risques et permet de mieux s'adapter aux contraintes climatiques. "Ainsi, quoi qu'il arrive, vous aurez de quoi manger", assure Pinas, doctorant au Centre de biodiversité Naturalis et à l'université de Wageningen, aux Pays-Bas.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, la ville de New York (alors Nouvelle-Amsterdam) fut cédée par les Néerlandais aux Britanniques en échange du Suriname. Dans le commerce d'esclaves transatlantique, les Hollandais emmenaient des Africains vers le Suriname afin de les faire travailler dans les plantations côtières, où les mauvais traitements et une violente répression étaient monnaie courante. Sur les bateaux, les négriers transportaient aussi des céréales africaines, en particulier du riz.

Au Suriname, le brassage des populations africaines produisit entre autres les Saramaca actuels, descendants d'esclaves marrons. Fuyant l'esclavage, ils fondèrent des communautés cachées et autonomes, développant une identité fondée sur la quête de liberté. Aujourd'hui, leur nourriture de base est le riz, mais ils cultivent aussi le manioc et la banane

plantain. Albert Aboikoni, le chef suprême des Saramaca – appelé *granman* en créole surinamien – explique que la culture du riz a été essentielle pour la survie de ces esclaves : "Après avoir quitté les plantations, où est-ce que vous trouvez de la nourriture pour survivre?"

**Nouvelles menaces.** Le *granman* raconte qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle l'une de ses ancêtres, nommée "Ma Paanza", avait caché des grains de riz dans ses cheveux et les avait apportés aux communautés de la forêt. Les Saramaca continuent à faire pousser une variété de riz appelé le "Ma Paanza". "Le riz est facile à cultiver. C'était une nourriture idéale pour nous en ce temps-là, insiste Albert Aboikoni, et elle l'est encore aujourd'hui." Mais aujourd'hui les terres ancestrales des Saramaca font face à de nouvelles menaces, climatiques cette fois.

Albertina Adjako déambule à travers le terrain desséché de son *kostgrond*, une petite parcelle de subsistance qu'elle a défrichée dans la forêt. "Je ne savais pas qu'il existait tant d'espèces", dit-elle en riant tout en caressant une tige de riz. Elle cultive des variétés fournies par le SNRI/Adron, un centre public surinamien de recherche sur le riz. Mais de nombreuses semences proviennent des communautés saramaca : elles sont collectées et préservées par Nicholaas Pinas et ses collègues. La plupart des semences de riz sont destinées à l'alimentation, mais certaines, en particulier celles de riz noir, sont réservées aux cérémonies traditionnelles et aux obsèques.

Désormais, toutes sortes d'espèces de riz sont détenues par le

SNRI/Adron, lequel fait équipe avec le Crop Trust, une organisation internationale à but non lucratif qui œuvre à la préservation de la diversité des cultures en collectant les semences. Le Crop Trust stocke des semences du Suriname dans la Réserve mondiale de semences du Svalbard, sur l'île de Spitzberg (Arctique norvégien). Pas moins de 183 échantillons de riz uniques d'origine surinamienne y sont stockés.

"Les riz des anciens esclaves marrons sont particulièrement menacés, assure Beri Bonglim, scientifique au Crop Trust. D'où la nécessité de rapatrier ces ressources d'une grande valeur parmi leurs descendants et d'inciter les membres de cette communauté à les régénérer, en les amenant à prendre conscience de l'importance de ces ressources génétiques, dont la préservation est indispensable."

"Nous avons donc voulu non seulement sauvegarder les riz de ces descendants d'esclaves, mais aussi donner les moyens aux communautés locales de jouer un rôle essentiel dans leur conservation", poursuit le scientifique. Albert Aboikoni a appelé à la création

d'un ensemble de banques de semences communautaires. Elles permettront aux habitants d'échanger des semences, de préserver la diversité des cultures et d'accroître la résilience des Saramaca.

Établi sur la région côtière de Nickerie, près du Guyana voisin, Jerry Tjoe Awie, directeur du SNRI/Adron, fait valoir que son objectif est de renforcer la résilience des communautés face à la crise climatique. Ainsi, en 2023, "il a fait extrêmement chaud et sec, et la qualité [des cultures] s'en est ressentie", observe-t-il.

Dans la chaleur accablante et humide de l'Amazonie surinamienne, Albertina Adjako se fait l'écho des réflexions de Jerry Tjoe Awie sur le manque de pluie en 2023. "On a besoin du soleil, car on ne peut pas moissonner sous la pluie", confie-t-elle en riant, avant de souligner la nécessité d'une meilleure prise de conscience des effets de la crise climatique dans sa communauté. Les conséquences sont partout, témoigne-t-elle : "Elles sont visibles."

—Bram Ebus (de Brokopondo), publié le 29 janvier



REPORTAGE



# CE QUE VEULENT LES AMÉRICAINS

Cette folle campagne américaine n'a sans doute pas fini de nous surprendre. Kamala Harris a beau être sortie gagnante d'un débat télévisé, elle est encore loin d'avoir vaincu Donald Trump, qui a échappé à une seconde tentative d'assassinat. Car, au-delà des rebondissements quotidiens, l'élection présidentielle du 5 novembre se joue sur des rapports de forces que *The New York Times* tente de décrypter dans deux essais de politique-fiction. Deux scénarios imaginaires qui montrent que chaque candidat a encore toutes les chances de l'emporter.





# Une élection explosive

**Jamais une campagne électorale n'aura été aussi agitée. La nouvelle tentative présumée d'assassinat contre Donald Trump, le 15 septembre, en Floride, le confirme : gangrené par la violence politique, le pays entre dans une dernière ligne droite à haut risque.**

—The Guardian, extraits (Londres)

C'est de nouveau arrivé. Trump a été victime d'une nouvelle tentative d'assassinat. Et à cinquante jours de la présidentielle, c'est un pays tout entier qui est précipité en territoire inconnu. Dimanche 15 septembre, les agents du Secret Service ont ouvert le feu après avoir aperçu un homme armé à proximité du club de golf de West Palm Beach, en Floride, alors que le candidat républicain était en pleine partie. Le suspect s'est enfui en voiture et a ensuite été arrêté par la police locale. Le FBI a découvert dans les buissons deux sacs à dos, un fusil d'assaut de type AK-47 [un SKS en réalité] équipé d'une lunette et une caméra GoPro – autant d'indices qui montrent que l'homme projetait d'assassiner Trump sur son parcours de golf.

Cette tentative d'assassinat est le dernier rebondissement en date d'une campagne marquée par le spectre de la violence et par une agitation sans précédent. Seulement neuf semaines auparavant, Trump avait déjà été pris pour cible par un tireur en plein meeting électoral à Butler, en Pennsylvanie : il avait été blessé à l'oreille et l'un de ses supporters avait été tué. La réaction de Trump, poing levé et criant "le combat continue", avait alors conduit les médias à se demander si sa réélection n'était pas désormais assurée.

Mais une semaine plus tard, Joe Biden se retirait de la course à la Maison-Blanche et cédait la place à Kamala Harris. La première tentative d'assassinat de Donald Trump s'est alors retrouvée engloutie dans un nouveau tunnel d'informations et même lors du débat du 10 septembre entre les deux candidats à la présidentielle, elle a à peine été mentionnée.

**Instabilité récurrente.** Il faut cependant se souvenir de ce qui est arrivé à Butler, non pour des raisons partisans, ni comme preuve que Trump serait sous la protection de Dieu, mais pour ce qu'elle donne à voir : un pays avec une longue histoire de violence politique qui va devoir affronter une élection "explosive".

Les violences et l'instabilité sont devenues des éléments récurrents, et non plus isolés, de la vie politique américaine. Une marche de suprémacistes blancs à Charlottesville, en Virginie, en 2017, qui a entraîné la mort d'une militante antiraciste. Une foule de trumpistes en colère qui ont pris d'assaut le Capitole le 6 janvier 2021. Une attaque au marteau contre le mari de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, à leur domicile, en 2022.

Sans parler des innombrables menaces reçues par les élus du Congrès ou par les juges.

Alors que la date de l'élection, le 5 novembre, se rapproche, les esprits s'échauffent. Des rumeurs [notamment colportées par Donald Trump et son colistier, J. D. Vance] racontent que des migrants haïtiens mangeraient les chats et les chiens de leur quartier à Springfield, dans l'Ohio, ont donné lieu à des alertes à la bombe et à des fermetures d'école. La banalisation de la violence contamine toute la classe politique. Selon un sondage réalisé fin juin par l'université de Chicago, 10 % des Américains en âge de voter soutiennent le recours à la violence pour lutter contre Trump, et 6,9 % des sondés l'usage de la violence pour soutenir Trump.

De quoi remplir d'appréhension les électeurs préoccupés par l'issue de la présidentielle – et par ce qui risque de se passer ensuite dans un pays qui compte plus d'armes à feu que d'habitants.

**“Un cocktail potentiellement explosif mijote depuis des années (...). Novembre sera le mois du chaos.”**

LE SITE D'INFORMATION AXIOS

← Dessin de Brian Stauffer paru dans Al-Majalla, Londres.

Trump n'a jamais reconnu sa défaite de 2020, il a refusé de s'engager à accepter le verdict des urnes en 2024 et promis des "peines de prison longue durée" pour toute personne impliquée dans des "comportements douteux" le jour de l'élection.

**Violence et intimidation.** Avec les républicains qui mettent constamment en doute "l'intégrité du scrutin", les agents des bureaux de vote pourraient se retrouver confrontés à des niveaux de violence et d'intimidation inédits. D'après les estimations des instituts de sondages, le résultat de l'élection devrait être très serré, toutes les conditions sont donc réunies pour semer le doute chez les électeurs, ce que ne manquera pas de faire la plateforme X [anciennement Twitter] d'Elon Musk.

Le site d'information Axios le soulignait récemment : "Un cocktail potentiellement explosif mijote depuis des années, alimenté par la division extrême de la vie politique, les contestations des résultats électoraux, les violences politiques, les procès historiques et la désinformation généralisée. Novembre sera le mois du chaos."

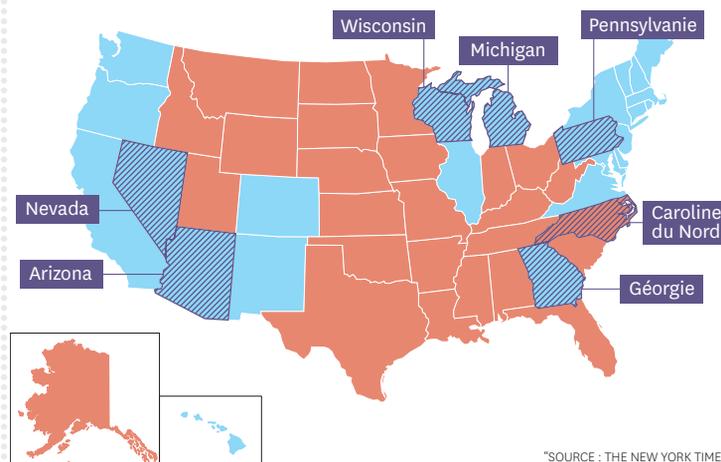
Le président, Joe Biden, ainsi que la vice-présidente et candidate démocrate, Kamala Harris, ont tous les deux condamné fermement ces deux tentatives d'assassinat et ont déclaré être soulagés que Trump soit sain et sauf. Même ses détracteurs les plus virulents ne doivent pas cautionner ce genre de violence. Mais il ne faut pas se voiler la face, tant il est vrai que Trump a pollué l'atmosphère politique et légitimé l'usage de la violence. Quelle a d'ailleurs été sa réaction après la tentative d'assassinat du 15 septembre ? Un message où il déclare : "Je n'arrêterai jamais de me battre pour vous. Je ne renoncerai JAMAIS !" Suivi d'un appel aux dons pour sa campagne.

—David Smith, publié le 16 septembre

## Repères

### 7 États qui feront pencher la balance

Les swing states en 2024, États clés pour l'élection à venir  
Résultats en 2020 : ● État démocrate ● État républicain



"SOURCE : THE NEW YORK TIMES"

●●● La plupart des États penchant nettement côté démocrate ou républicain, seuls quelques swing states sont susceptibles de faire basculer la présidentielle. Cette année, on en compterait sept. Dans le nord du pays, la Pennsylvanie, le Michigan et le Wisconsin pourraient offrir la victoire aux démocrates, qui les ont toujours remportés depuis 1992 – sauf quand Trump les a arrachés en 2016. Plus au sud, la Caroline du Nord et la Géorgie comptent une forte minorité noire ; l'Arizona et le Nevada, un grand nombre de Latinos. Dans les sondages, Harris et Trump sont au coude-à-coude dans la plupart de ces États pivots, la candidate démocrate ayant une légère avance dans le Michigan et le Wisconsin.



# Une bataille de gagnée

**Kamala Harris semble avoir dominé le débat télévisé du 10 septembre, mais l'élection est encore loin, et la course sera âpre, prévient ce journaliste de "The Atlantic". Notamment parce que la candidate doit gagner la confiance des Américains sur les questions économiques.**

—The Atlantic, extraits (Washington)

Le premier débat présidentiel n'aurait pas pu mieux se passer pour Kamala Harris – sauf à se tenir non pas au début de septembre, mais à la fin d'octobre, à quelques jours du scrutin. Avec cette prestation convaincante, Kamala Harris comble toutes les attentes que pouvaient avoir les démocrates depuis qu'ils ont incité Joe Biden, au début de l'été, à se retirer de la course. Son adversaire, Donald Trump, est resté en rade, et de façon spectaculaire, en consacrant l'essentiel de son temps à ruminer de vieux griefs personnels et de rocambolesques théories du complot venues de l'extrême droite.

Selon un sondage mené à la fin du débat par CNN, une nette majorité d'électeurs jugent que Kamala Harris est sortie gagnante du duel. Comme lors de son discours devant la convention démocrate, en août, elle a probablement réalisé une avancée significative et convaincu des électeurs indécis de sa capacité à occuper la magistrature suprême. Et ce tandis que Trump faisait étalage de ce comportement instable qui repousse même les électeurs sensibles à ses priorités politiques. Ce débat a braqué les projecteurs sur toutes ces différences de caractère que l'équipe de Harris a tant à cœur de souligner : la maîtrise contre l'agitation, la jeunesse contre la vieillesse, la modération contre la colère, la normalité contre la bizarrerie.

**Désir d'alternance.** Toutefois, le scrutin étant encore très loin (dans presque deux mois), la solide prestation de Kamala Harris le 10 septembre ne sera certainement pas le dernier rebondissement de cette campagne. Elle devrait donner un élan aux démocrates, le vote anticipé débutant dès ce mois-ci dans plusieurs États. Mais les forces profondes jouent en faveur d'une élection âpre et serrée. C'est en partie parce que l'Amérique reste nettement clivée entre démocrates et républicains, mais aussi parce que la présidence Biden laisse une majorité d'Américains insatisfaits. Mécontents de l'inflation, ils aspirent à l'alternance.

Quelles que soient ses réussites lors de ce débat, Kamala Harris n'a pas persuadé beaucoup d'Américains de lui faire confiance, à elle plutôt qu'à Trump, en ce qui concerne le domaine économique. Pour que les démocrates puissent pousser un vrai soupir de soulagement, la candidate va devoir convaincre plus d'électeurs qu'elle peut faire mieux que ce qu'ils ont vu (ou cru voir) ces quatre dernières années.

Car un danger guette les démocrates : les Américains ont du mandat de Trump à la présidence une vision qui s'améliore rétrospectivement, au point que la cote de son passage à la Maison-Blanche est plus élevée qu'elle ne l'a jamais été sur le moment. Pour les observateurs, c'est surtout parce que les électeurs évaluent la présidence Trump à travers le prisme de ce qui leur plaît le moins dans celle de Biden : le coût de la vie et la pression migratoire à la frontière mexicaine.

Kamala Harris a réussi à rappeler aux Américains qu'une victoire de Trump impliquait bien plus – et bien pire – qu'une simple baisse des prix à la pompe et à la caisse. Son adversaire a d'ailleurs parfaitement illustré ses propos. Aussi irrité que méprisant et dédaigneux, il n'a eu que les marottes de la droite à

**La candidate va devoir convaincre plus d'électeurs qu'elle peut faire mieux que ce qu'ils ont vu (ou cru voir) ces quatre dernières années.**

la bouche : après avoir pris la défense des assaillants du Capitole du 6 janvier 2021, il s'est fait l'écho de mensonges selon lesquels les immigrants mangeraient des animaux domestiques et s'est vanté d'avoir aboli le droit constitutionnel à l'avortement, en plus de prétendre avoir remporté l'élection de 2020.

Whit Ayres, sondeur républicain au long cours, ne pense pas que Trump "ait perdu la moindre voix" lors de ce débat, tant ses électeurs sont acquis à sa cause. "Mais il est passé pour un vieillard aigri et en colère", continue Ayres, "ce qui l'empêche de dépasser les 46-47 % qu'il a réussi à engranger par le passé."

Kamala Harris, a contrario, s'est montrée aussi assurée et pleine de poigne que lors de son investiture à la convention démocrate. Selon son parti, la fermeté et la mesure dont elle a fait preuve ont pu rassurer les électeurs quant à sa capacité à tenir tête à d'autres grands dirigeants, comme Vladimir Poutine et Xi Jinping. Au-delà de ce contraste que son équipe de campagne cherche à accentuer, un autre aspect du débat lui a été favorable. En effet, face à des électeurs mécontents du tour pris par l'économie ces quatre dernières années, tout l'enjeu est de savoir si c'est le passé qui motivera leur vote, ou plutôt les perspectives futures.

## Opinion

**TAYLOR SWIFT VOTE HARRIS ET TACLE VANCE**

C'est juste après le débat télévisé du 10 septembre que Taylor Swift a choisi d'annoncer son soutien attendu au ticket démocrate. "Je voterai pour Kamala Harris et Tim Walz", a déclaré la superstar de la pop dans un post Instagram où elle s'affiche avec un chat et qu'elle signe : "Taylor Swift, folle à chats sans enfants." Allusion aux propos tenus par le colistier du candidat républicain, J. D. Vance, qui a déclaré sur Fox News en 2021 que les États-Unis étaient dirigés par une "horde de folles à chats sans enfants qui ont raté leur vie et qui veulent que le reste du pays soit aussi malheureux qu'elles". Difficile de savoir quel poids aura cette prise de position, même si l'autrice-compositrice-interprète est très populaire auprès des jeunes électeurs.

Trump a clairement intérêt à ce qu'ils se tournent vers le passé, alors que Kamala Harris veut les inviter à regarder vers l'avenir et se poser comme la championne de leurs intérêts, celle qui améliorera leur situation dans les quatre prochaines années.

**Programme d'avenir.** Dès la première question, lorsque les animateurs d'ABC News ont demandé si les conditions de vie des Américains étaient meilleures qu'il y a quatre ans, Kamala Harris est parvenue à placer l'avenir au centre du débat. Si elle a montré de la nervosité lors de ce premier échange, elle n'a pas essayé de défendre les résultats du gouvernement Biden, mais au contraire de mettre en exergue son propre programme pour venir en aide à ses concitoyens ces quatre prochaines années.

Distrait par les attaques de la démocrate et par sa propre litanie d'obsessions conservatrices, Donald Trump a manqué de rigueur et laissé son adversaire imposer sa perspective. Kamala Harris s'est bien montrée à la hauteur des espoirs placés en elle par ceux qui ont poussé Biden vers la sortie : elle a mis Trump face aux accusations des démocrates comme jamais le président en exercice n'en aurait été capable. Mais attention, si le républicain n'était pas dans un grand jour, il peut encore mener un procès à charge contre elle.

Si la balle est à nouveau dans le camp des progressistes, il s'agit de ne pas la perdre d'ici à la fin de la campagne, qui pourrait bien sembler durer une éternité aux démocrates. Entre l'abandon de Biden et aujourd'hui, un siècle paraît déjà s'être écoulé – c'est pourtant le temps qu'il reste encore avant le jour des élections.

—Ronald Brownstein,  
publié le 11 septembre

## Contexte

### Trump refuse de débattre à nouveau

●●● L'ancien président a rejeté le 12 septembre la possibilité d'un nouveau débat proposé par sa rivale démocrate. "Il n'y aura pas de troisième débat", a-t-il asséné sur sa plateforme, Truth Social, comptabilisant sa confrontation télévisée de juin avec Joe Biden, alors encore candidat comme un débat, en plus de sa rencontre du 10 septembre avec la vice-présidente. En campagne en Caroline du Nord, Kamala Harris, elle, a au contraire jugé que "les électeurs méritaient un second débat". Mais selon CNN, Trump, qui d'habitude "ne rate jamais une occasion de s'imposer en maître du petit écran", n'a pas envie de rejouer ce duel "où il est apparu insuffisamment préparé et trop imprécis".



Une fois n'est pas coutume, *The New York Times* a demandé à deux de ses chroniqueurs de longue date, Ross Douthat et David Brooks, de se prêter à un exercice : imaginer des scénarios au lendemain de la présidentielle, en décortiquant les enjeux qui pourraient expliquer la victoire de chaque candidat. Ces chroniqueurs sont tous deux de sensibilité plutôt conservatrice. David Brooks est connu pour avoir épinglé les "bobos" et défend le lien social contre l'individualisme. Ross Douthat a notamment écrit sur le Parti républicain, la religion et la "décadence" de l'Occident. Nous publions leurs deux essais à la suite l'un de l'autre (pour Kamala Harris, voir p. 34-35).



# AND THE WINNER IS...

## Donald Trump, élu contre les élites

David Brooks envisage dans ce texte une courte victoire de Donald Trump, rendue possible par le mécontentement persistant des électeurs américains, d'abord préoccupés par l'économie et qui s'estiment trahis par la classe dominante démocrate.

↑ Illustration de Sam Whitney parue dans *The New York Times*, États-Unis.

—*The New York Times*, extraits (New York)

**N**ous sommes le 6 novembre 2024, lendemain de l'élection présidentielle américaine.

L'équipe de campagne de Donald Trump devrait remercier sa bonne étoile pour la courte victoire de son candidat – vu l'incompétence caractérisée dont elle a fait preuve après le retrait de Joe Biden [de la course à la Maison-Blanche]. Il suffisait pourtant de présenter Kamala Harris comme une représentante de l'élite progressiste de San Francisco, avant qu'elle ne parvienne à se positionner comme une modérée issue des classes moyennes. Mais les conseillers de Trump n'ont pratiquement rien fait. La candidate démocrate, elle, a brillamment su utiliser l'espace qu'ils lui ont laissé.

Cette erreur aurait pu leur coûter cher, car Donald Trump reste l'homme des 46 % – proportion du vote populaire qu'il a remportée en 2016 et en 2020. Il n'avait aucune chance

d'être porté par un raz-de-marée électoral en 2024 et il aurait été bon d'ôter quelques points à sa rivale. Mais c'est une des caractéristiques de Trump. Alors qu'il semble tout faire pour saboter ses campagnes, il obtient des résultats étonnamment bons dans les urnes.

Le scrutin était serré, même si l'exaltation chez les démocrates pouvait donner l'impression que Kamala Harris allait tout balayer. Donald Trump a séduit les électeurs grâce à quelques thématiques essentielles, aussi odieux soit-il. Sa victoire peut s'expliquer par cinq facteurs.

**Priorité à la croissance.** Les États dont la population croît le plus sont essentiellement gouvernés par des républicains, notamment la Floride, le Texas, l'Idaho et le Montana. Les États dont la population décroît le plus – ou stagne – sont majoritairement gouvernés par des démocrates, dont l'État de New York, l'Illinois, la Californie et la Pennsylvanie. Dans les premiers, le prix des logements est faible, les impôts réduits et il règne un grand dynamisme économique. Dans les seconds, le prix des logements est prohibitif, la fiscalité élevée et les inégalités très prononcées.

Les démocrates voudraient étendre l'État providence afin que notre système ressemble davantage à ce qui existe en Europe. Sauf que les économies européennes stagnent. Cela fait dix ans que l'Europe est à la traîne en matière de capitaux, de recherche et développement et de productivité. Même l'Allemagne est globalement sous perfusion depuis 2018. Nombre d'Américains envient peut-être les longues vacances des Européens, mais ils préfèrent le dynamisme économique. Depuis des années, les électeurs rappellent dans les sondages que l'économie et l'inflation sont leurs premières préoccupations. Ils ont conclu que les propositions des républicains semblaient mieux à même de produire du dynamisme et de la croissance que celles de Kamala Harris.

**Exaspération des classes populaires.** C'est le niveau d'études qui creuse le véritable fossé entre Américains. Les plus diplômés ont tendance à voter pour les démocrates, les moins diplômés pour les républicains. Donc le vote démocrate se concentre plutôt dans les régions les plus riches. Les idées démocrates dominent aussi dans les médias, les campus, les institutions culturelles. Même les grandes entreprises qui ont leur siège à New York ou à San Francisco ont tendance à pencher pour les démocrates.

Les démocrates de la classe dominante vivent dans des mondes très différents des républicains qui n'ont pas fait beaucoup d'études. Un Américain qui n'a pas poursuivi ses études au-delà du lycée meurt en moyenne neuf ans plus tôt qu'un diplômé de l'université. Il a également plus de risques d'être obèse, moins de chances de se marier, et davantage de divorcer. Le taux de décès par overdose est environ six fois plus élevé chez les personnes ayant arrêté leurs études au lycée que chez celles qui sont allées à l'université. Autant d'inégalités qui exaspèrent les électeurs des classes populaires.

La montée des populismes est l'expression d'une révolte face à ces inégalités. Elle est nourrie par l'idée que les milieux diplômés exercent trop de pouvoir économique, politique, académique et culturel. Ce sentiment est encore aggravé par la condescendance des plus diplômés, qui ne voient même plus les masses populaires sur lesquelles ils s'assoient. Ou par l'attitude de certains étudiants des universités les plus prestigieuses qui déboursent jusqu'à 100 000 dollars en frais de scolarité et se prétendent victimes d'oppression.

Les démocrates bardés de diplômes comme Kamala Harris voudraient renforcer les services de l'État pour venir en aide aux moins favorisés. Pourtant, aux yeux de nombre d'Américains, c'est seulement une manière d'amasser encore plus de pouvoir pour leur propre bénéfice. C'est ce que font toujours les élites, se disent-ils. Elles promettent de se mettre à notre service, mais finalement elles ne servent qu'elles-mêmes.

**Cohésion sociale et morale.** Si les républicains peuvent être d'incurables partisans du laisser-faire en économie, les démocrates n'ont rien à leur envier en matière de mœurs. Bien souvent, ils préfèrent adhérer à un code moral selon lequel les individus doivent être libres de vivre comme bon leur semble. Mais la plupart des gens sont élevés au sein de communautés qui partagent des valeurs. Ils trouvent du sens à leur vie parce qu'ils ont leur place dans un ordre moral universel avec des valeurs de bien et de mal immuables, au sein de structures familiales qui ont résisté à l'épreuve du temps, avec des repères partagés sur certains sujets, comme le masculin et le féminin.

La libéralisation de la morale et des mœurs semble même perturber les progressistes, dont un certain nombre se sentent perdus dans un monde mouvant. Dans le camp progressiste, 41 % des hommes et 60 % des femmes affirment avoir des problèmes de santé mentale plus de la moitié du temps. Mais l'absence de repères sociétaux est une vraie calamité pour la frange des Américains qui n'ont pas eu la chance de faire des études. Pour eux, la politique économique est indissociable des problèmes sociaux et des valeurs morales. Ce qui fait dérailler le

### Un Américain qui n'a pas poursuivi ses études au-delà du lycée meurt en moyenne neuf ans plus tôt qu'un diplômé de l'université.

cours de leur existence, ce sont les ruptures, les naissances hors mariage, les addictions, les conflits familiaux et la délinquance. Quand les républicains parlent d'immigration, de criminalité, de religion, de la famille et du drapeau, ils évoquent des moyens de préserver l'ordre social et moral. Les démocrates sont plus doués pour parler de solidarité économique que de solidarité culturelle et sociale.

#### À la une



#### LE SPECTRE DU RETOUR

Comme le pays, la couverture du **New York Magazine** est coupée en deux. En haut, Kamala Harris est de face, souriante, comme pour mieux illustrer le titre sur la photo : "Le joyeux plan visant à [la] faire élire". En bas, son adversaire est de profil, plus ombrageux, de quoi sonder "l'oreille et l'âme de Donald Trump". Pour sa part, **Time** se focalise sur Trump, enlisé et "mal barré". **The Atlantic** se passe carrément de titre pour le montrer en inquiétant cocher d'une roulotte de cirque fonçant vers le Capitole, avec un éléphant prisonnier symbolisant le Parti républicain.

**Mécontentement généralisé.** Kamala Harris a placé sa campagne sous le signe de la joie et de l'espoir. Sans succès. De nombreux Américains sont loin de ressentir la même chose. Au début de septembre, selon l'institut de sondage Gallup, seulement 25 % des Américains se disaient satisfaits de la direction que prenait le pays, tandis que 73 % étaient très insatisfaits. D'après Ipsos, 59 % des Américains pensent que le pays est sur le déclin et 69 % que "les élites politiques et économiques se contrefichent de l'Amérique qui travaille". En d'autres termes, de nombreux Américains se sentent trahis, désabusés, et ils sont en colère. Ils ont le sentiment que le rêve américain n'est plus qu'une coquille vide. Donald Trump, comme les populistes du monde entier, exploite au mieux cette perception d'une trahison des élites.

Ce désenchantement a porté un autre coup dur à la campagne de Kamala Harris. Son message était simple : votez pour moi et vous toucherez des aides – pour la garde de vos enfants, pour votre loyer, la dette des étudiants sera effacée, etc. Or les électeurs désabusés n'ont désormais que faire de ces promesses et ne votent plus pour le candidat le plus généreux en matière d'aides sociales.

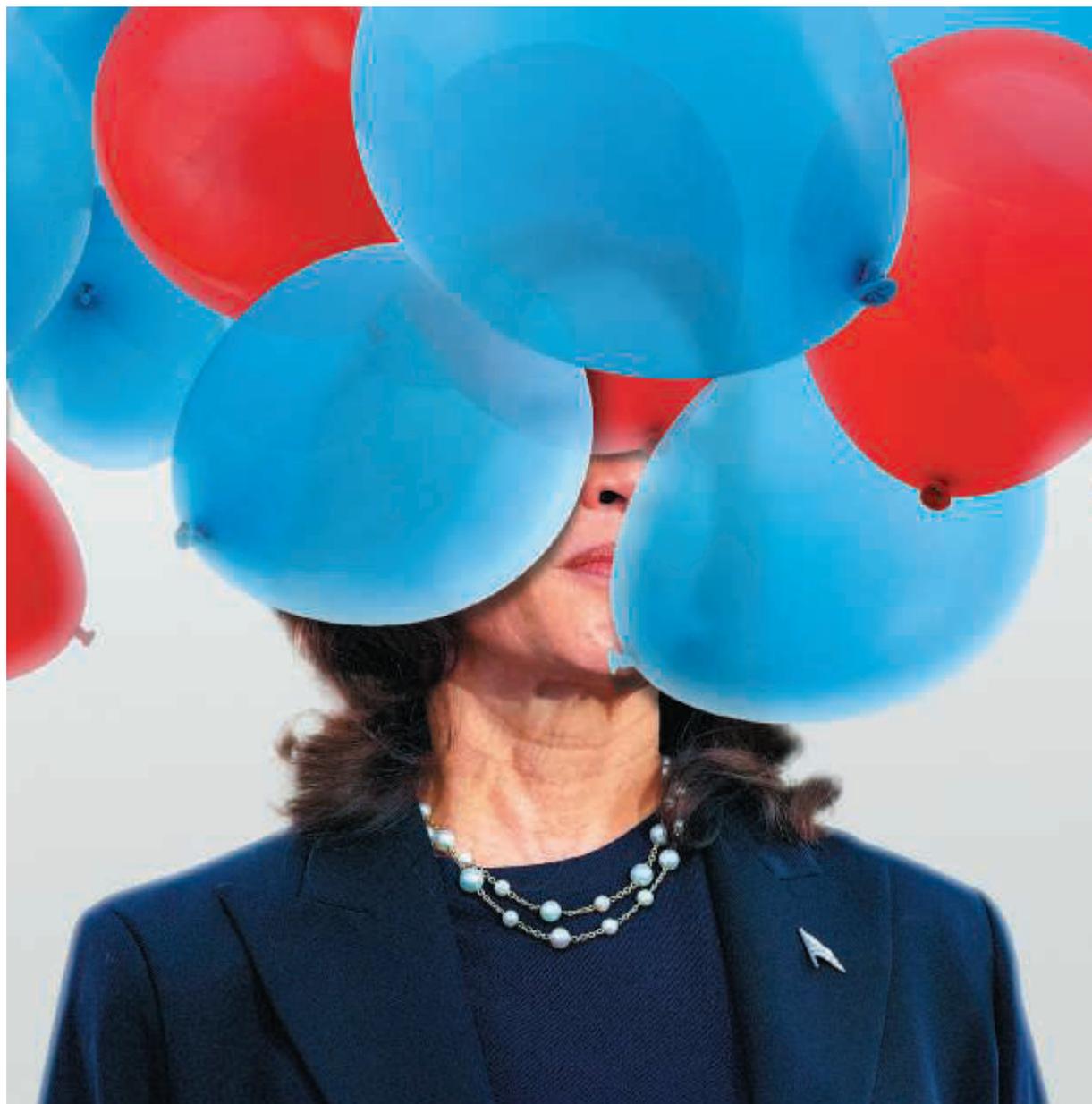
**La "bulle" démocrate.** Bill Clinton et Barack Obama avaient bien compris le problème : à trop écouter les démocrates des grandes villes, on finit par passer à côté de l'Amérique. Les deux anciens présidents sont encore très populaires dans le pays, mais ils n'ont plus beaucoup de poids auprès de nombreux cadres du Parti démocrate. Chez les démocrates les plus à gauche, Clinton et Obama sont souvent considérés comme des néolibéraux, complices de l'ordre marchand.

Cette bascule à gauche a produit les égarements de 2020 qui voulaient "définancer la police" ou "décriminaliser la frontière" et a eu des conséquences économiques. Les nouveaux cadres du parti étaient convaincus, à juste titre, qu'Obama n'avait pas assez soutenu l'économie après la crise financière [de 2008]. Pour compenser, ils ont décidé de la stimuler à outrance après la pandémie de Covid-19. Ils n'ont réussi qu'à faire flamber l'inflation et à saper toute chance de réélection de Joe Biden.

La Pennsylvanie était l'État le plus important dans cette élection. Avec le recul, la décision de Kamala Harris de ne pas choisir Josh Shapiro, le gouverneur de cet État, comme colistier a été une grave erreur. Mais Shapiro avait le malheur de passer pour modéré, l'aile gauche du parti a donc fait campagne contre lui. Et la candidate démocrate a préféré opter pour Tim Walz [gouverneur du Minnesota], qui lui a permis de remporter un État qui lui était acquis de toute façon.

De nombreux démocrates ont fait preuve d'un enthousiasme un peu trop aveugle à l'égard de Kamala Harris. La victoire de Trump n'a jamais dépendu de la qualité de sa campagne, mais de ces cinq facteurs qui ont suffi pour lui assurer les votes dont il avait besoin dans les endroits stratégiques.

—David Brooks,  
publié le 4 septembre



**AND THE WINNER IS...**

## Kamala Harris, la victoire en chantant

Dans cet essai de politique-fiction, le chroniqueur Ross Douthat explique que, si la candidate démocrate l'a emporté, c'est qu'elle a su habilement surfer sur le thème de la joie. Surtout, avec son programme minimaliste et sa "décontraction idéologique", elle a su rassurer les électeurs. Sans offrir d'angle d'attaque au camp républicain.

↑ Illustration de Sam Whitney parue dans *The New York Times*, États-Unis.

—*The New York Times*, extraits  
(New York)

**N**ous sommes le 6 novembre 2024, au lendemain de l'élection présidentielle américaine. Pour comprendre la courte victoire de Kamala Harris sur Donald Trump, il faut penser à Marie Kondo, la gourou du rangement connue pour son goût de l'épure sans concession, celle qui, pour désencombrer une maison, conseille de se débarrasser de tout objet qui ne déclenche pas d'emblée une "étincelle de joie".

La pensée progressiste qui infuse le Parti démocrate d'aujourd'hui a quelque chose d'une conception du monde encombrée et oppressante. Non seulement elle fédère un large éventail de groupes d'intérêts qui chacun ont leurs propres exigences politiques, mais elle part du principe qu'il faut entendre et accéder à toutes ces demandes en même temps. L'intersectionnalité est partout : la justice climatique va de pair avec la défense des droits reproductifs, qui va de pair avec l'antiracisme; les droits des transgenres vont main dans la main avec les droits des femmes, qui vont main dans la main avec les droits des populations autochtones; si vous êtes du côté des migrants, vous devez aussi être avec les syndicats d'enseignants, et vice versa.

Cette sensibilité tous azimuts n'a pas empêché le progressisme de devenir l'idéologie la plus prégnante dans la société américaine. Même si les déclinaisons les plus exacerbées du "wokisme" sont en partie en retrait, les idées progressistes ont pénétré les institutions et les mentalités au point que, d'une salle des profs de l'Ivy League [qui rassemble les meilleures universités américaines] au bureau des ressources humaines d'une grande entreprise, en passant par une fête à Hollywood ou une conférence de rédaction dans la presse magazine, on pourrait se croire dans un pays à parti unique.

**Positions modérées.** Mais pour les cadres du Parti démocrate, cet encombrement doctrinaire et cette emprise sur les esprits créent un cocktail à vous coller des migraines politiques, et à vous affaiblir dans les urnes. L'intransigeance de l'idéologie de gauche est telle qu'en cas de désaccord un tant soit peu marqué sur certaines idées vous vous sentez vite relégué parmi les hérétiques. La domination culturelle, elle, est telle qu'en cas d'agacement vis-à-vis de telle ou telle branche des institutions (le système médical, les universités ou la CIA) on a tôt fait de se sentir mis au ban du libéralisme dans son ensemble.

Depuis 2015, Donald Trump devait son extraordinaire résilience à sa capacité à fédérer et à incarner des mécontentements variés – il était la figure du rejet et de la rébellion, le chef naturel d'une coalition d'exclus et de déçus, et même d'une poignée d'inclus désenchantés. Au début de l'été 2024, quand Trump avait la cote, les rangs de sa coalition d'outsiders semblaient grossir à vue d'œil – jeunes hommes, immigrants de fraîche date et entrepreneurs de la Silicon Valley la rejoignaient, non qu'ils aient tous nécessairement adopté le credo idéologique de la droite, mais



parce qu'ils cherchaient une force capable de contrebalancer l'orthodoxie démocrate.

Sur le papier, Kamala Harris était loin d'être la candidate indiquée pour enrayer une telle hémorragie. Cette membre de longue date de l'appareil démocrate, originaire d'un État super-progressiste [la Californie], est certes plus une politicienne de carrière qu'une adepte du progressisme, mais elle affiche un long historique de soutien à des causes et à des groupes progressistes. Il lui manquait cette image de modération qui avait fait de Joe Biden une figure rassurante en 2020.

L'ancienne vice-présidente a bien mis dans la balance des positions modérées en promettant

## L'ancienne vice-présidente a suivi la méthode Marie Kondo et son astuce magique : elle a fait le ménage dans le programme démocrate.

plus de contrôle aux frontières et en valorisant son action lorsqu'elle était procureure générale de Californie. Mais, surtout, elle a suivi la méthode Marie Kondo et son astuce magique : elle a fait le ménage dans le programme démocrate. Elle a dégagé une sorte d'épure du progressisme, réduisant un ordre du jour embouteillé à quelques promesses populaires – en laissant tout le reste dans des cartons.

Son discours à la convention nationale démocrate était particulièrement "Kondo-ésque" : court, léger et tout sauf précis, sinon sur le rétablissement du droit à l'avortement, la protection des acquis de la classe moyenne et un Bureau ovale sans Trump. Disparus, les slogans idéologiques chocs. Le sujet du climat était là, mais vaguement évoqué par les expressions "air pur" et "eau propre". Les droits des homosexuels et des transgenres ont eu droit de cité, mais dans des phrases comme "la liberté d'aimer qui vous voulez, sans vous cacher, avec fierté". Les termes "racisme" et "discrimination positive" n'ont même pas été prononcés.

Autant dire que tout cela s'est révélé formidablement frustrant pour les républicains, tout comme la stratégie média de leur adversaire, aussi minimaliste que son programme. Kamala Harris a bien souvent esquivé les sujets, se sont-ils agacés à juste titre, et elle s'est abstenue de définir une nouvelle vision politique claire. Les républicains ont aussi dénoncé, avec raison, une candidate qui abandonnait ses positions passées sans juger utile de s'en expliquer. Ils ont argué qu'un tel minimalisme n'aurait jamais survécu si des primaires démocrates avaient été organisées [après le retrait de Joe Biden]. Et que si Kamala Harris pouvait se permettre de se vendre ainsi, ce n'était que grâce à son intronisation de dernière minute.

Les républicains n'avaient pas tort, mais ils sont passés à côté de quelque chose de fondamental dans la campagne menée par Kamala Harris : dans tout le discours sur la "joie" démocrate, ils n'ont voulu voir que du vent.

Or le minimalisme à la Kamala Harris a suscité chez de nombreux démocrates un soulagement tout à fait sincère – non seulement parce qu'il leur donnait une vraie chance de l'emporter dans les urnes, mais aussi parce qu'il était réjouissant de faire sauter le carcan du dogme progressiste. Si être démocrate, c'est simplement être pour l'avortement et contre Trump, voilà une position infiniment plus sereine et plus joyeuse que d'avoir en permanence à se surveiller de peur de passer à côté d'un principe antiraciste à appliquer, d'une réforme radicale du système de santé à défendre, d'une réglementation environnementale à épouser les yeux fermés.

La décontraction idéologique, voilà ce que la campagne de Kamala Harris a apporté à son parti, et voilà ce qui dans bien des cas a fait sa popularité auprès des électeurs. Parallèlement, cette épure progressiste a posé un problème de taille aux républicains. Ils s'étaient unis et avaient grandi comme une force d'opposition, comme l'alliance de tous les élans anti-gauchistes et anti-Biden. Or sans l'épouvantail d'un programme progressiste complet, face à la campagne de Kamala Harris se résumant à une poignée d'idées en vogue, les projecteurs se sont de plus en plus braqués sur Trump, ses péchés, ses limites, puis plus largement sur les contradictions internes de sa coalition.

**Incohérence républicaine.** Et du jour au lendemain, l'absence d'un programme conservateur cohérent est devenue gênante. Tout à coup, il est devenu problématique que la victoire de Trump dépende à la fois des voix des électeurs antiwoke et des évangéliques antiavortement, des ouvriers blancs en colère et des patrons, des supporteurs du candidat antisystème Robert Kennedy Jr., des conservateurs bon teint et des modérés qui n'ont que faire des grands projets ultraconservateurs. Si tant est qu'une synthèse capable de satisfaire ces électeurs bigarrés fût possible, Trump n'était pas celui qui pouvait la trouver. Jusqu'au dernier jour de la campagne, ses partisans ont regretté un Trump trop indiscipliné pour parvenir à porter contre son adversaire un message construit. Mais le vrai problème aura surtout été que Trump est trop englué dans ses griefs personnels et une attitude d'opposition purement réflexe.

Oui, cette élection s'est jouée à peu de chose. Reste que gagner avec un programme réduit à sa plus simple expression et avec un écart infime, c'est bien gagner. La campagne électorale des démocrates n'a certes pas enterré définitivement ni Trump ni le populisme, pas plus qu'elle n'a résolu les problèmes internes à la gauche ni donné un mandat clair pour des changements d'ampleur et en profondeur. Elle s'est contentée de rallier les dizaines de milliers d'électeurs indécis qu'il fallait pour remporter les quelques États clés qui ont décidé de l'issue de cette présidentielle. À message minimaliste, victoire minimaliste, mais c'est bien assez pour Kamala Harris et ses partisans.

— **Ross Douthat**,  
publié le 4 septembre

### À la une



### UN ÂPRE COMBAT

"La sauveuse?" titrait en août le magazine allemand **Stern**, saluant l'élan de Kamala Harris tout en prévenant : "Son véritable combat commence maintenant." "Jusqu'où ira-t-on?" s'interroge

**The Economist** en soulignant le climat délétère du scrutin : le bureau du président apparaît tagué par les insultes "tricheur" et "triche". Dans le même esprit, un autre hebdomadaire britannique, **The Spectator**, montre les deux candidats en train de se chamailler au-dessus du titre : "C'est parti!"

### Contexte

## Prédictions tous azimuts

●●● "Ne vous mettez pas martel en tête au sujet des prédictions électorales", conseille une sondeuse dans **The New York Times**. Les pronostics diffèrent fortement d'un modèle à l'autre et sont souvent "très mal interprétés", déplore-t-elle. Car ces modèles prédictifs sont "encore plus compliqués" que les sondages et ne disent pas du tout la même chose : "Les sondages donnent un instantané de l'opinion. Les prévisionnistes, eux, regardent vers l'avenir et tentent d'estimer les probabilités de tel ou tel résultat." C'est un peu "comme une recette de cookie". Avec "un ingrédient principal, bien sûr, les sondages". Mais certains y ajoutent "l'équivalent du sel marin ou du sucre de coco : des facteurs qu'on appelle parfois les 'fondamentaux' [...], comme le fait qu'un candidat se représente, ou bien l'économie". Pour déterminer des probabilités de victoire, les prévisionnistes simulent des milliers de scénarios en fonction de paramètres. Cette méthode leur donne une apparence de scientificité. Pourtant, écrit un chercheur dans **Politico**, pour pouvoir les évaluer rigoureusement, il faudrait comparer un grand nombre de prédictions avec les résultats après coup. Or "il n'y a qu'une présidentielle tous les quatre ans". Conclusion : "Ne faites pas confiance aux prédictions électorales."



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

Le professeur d'histoire Allan Lichtman, 77 ans au compteur, est devenu le "Nostradamus de la course à la Maison-Blanche". Une réputation acquise en prédisant correctement chaque élection présidentielle de 1984 (en dehors de celle de 2000, volée, selon lui). Et ce grâce à un modèle reposant sur 13 clés. Cette année, ses clés pronostiquent la victoire de Kamala Harris, explique-t-il dans une vidéo du **New York Times**.

trans-  
versales.



économie

# Batteries électriques : la Chine mène la charge

**Innovation.** Des efforts sans précédent en matière de formation aux disciplines scientifiques et de recherche et développement ont permis aux constructeurs automobiles chinois de supplanter leurs concurrents.

—The New York Times  
(New York)

La domination de la Chine sur les voitures électriques, qui menace de déclencher une guerre commerciale, trouve son origine dans des laboratoires universitaires du Texas, où des chercheurs ont découvert, voilà plusieurs dizaines d'années, comment fabriquer des batteries à partir de minéraux disponibles en abondance.

En exploitant cette trouvaille, des entreprises chinoises ont trouvé des solutions pour permettre aux batteries de tenir plus longtemps la charge et de supporter des recharges quotidiennes pendant plus de dix ans. Elles en fabriquent désormais en quantité, de manière fiable et bon marché. Elles produisent également la plupart des voitures électriques du parc mondial ainsi que de nombreux autres systèmes énergétiques propres.

Les batteries ne sont qu'un exemple parmi d'autres de la capacité de la Chine à atteindre un niveau de sophistication technologique et industrielle lui permettant de rattraper, voire de dépasser, les démocraties industrielles développées. La liste des secteurs dans lesquels elle a effectué une percée est longue : des produits pharmaceutiques aux drones, en passant par les panneaux photovoltaïques ultraperformants.

Pour prendre la mesure du défi posé par Pékin à la suprématie technologique américaine depuis la Seconde Guerre mondiale, il suffit de se rendre dans des salles de cours en Chine ou de consulter les budgets des entreprises chinoises ainsi que les directives émanant des plus hautes sphères du Parti communiste chinois (PCC).

Les étudiants chinois sont beaucoup plus nombreux qu'ailleurs à se spécialiser dans les sciences, les mathématiques et l'ingénierie.

De plus, leur proportion continue d'augmenter alors que les inscriptions dans l'enseignement supérieur ont plus que décuplé depuis l'an 2000.

**Publications reconnues.** Par ailleurs, les dépenses consacrées à la recherche et développement ont explosé : ces dix dernières années, elles ont triplé, propulsant la Chine à la deuxième place mondiale derrière les États-Unis. Les chercheurs chinois occupent une place de premier plan : ils ont publié des articles très en vue au sujet de 52 des 64 technologies considérées comme essentielles, selon un décompte effectué récemment par l'Australian Strategic Policy Institute [ASPI, l'Institut australien de politique stratégique]. Et, le mois dernier, les dirigeants chinois ont promis de faire franchir un nouveau palier à la recherche dans leur pays.

Lors d'une réunion des dirigeants du PCC qui se tient tous

les dix ans, ceux-ci ont décrété que la formation et l'enseignement scientifiques devaient être l'une des principales priorités économiques du pays. La résolution finale adoptée à l'issue de cet événement a accordé à cet objectif une importance supérieure à celle de toutes les autres mesures, à l'exception de celle qui vise à renforcer le parti lui-même.

La Chine "va prendre des dispositions exceptionnelles pour les disciplines et les filières dont elle a besoin de façon urgente", a déclaré Huai Jinpeng, le ministre de l'Éducation. Nous comptons mettre en œuvre une stratégie nationale pour cultiver les meilleurs talents." Selon le ministère de l'Éducation, la majorité des étudiants chinois de premier cycle se spécialisent en

**Les deux plus grands fabricants mondiaux de batteries, CATL et BYD, sont chinois.**

mathématiques, sciences, ingénierie ou agriculture. C'est aussi le cas de trois doctorants sur quatre. À titre de comparaison, aux États-Unis, ces disciplines n'attirent qu'un cinquième des étudiants de premier cycle et un doctorant sur deux. À noter cependant que ces chiffres se fondent sur une définition un peu plus stricte de ces spécialités aux États-Unis.

L'avance de la Chine est particulièrement marquée dans le secteur des batteries. Selon l'ASPI, 65,5 % des articles scientifiques les plus cités sur la technologie des batteries sont le fait de chercheurs chinois, contre seulement 12 % pour les Américains. En outre, les deux plus grands fabricants mondiaux de batteries de voitures électriques, CATL et BYD, sont tous deux chinois.

La Chine propose près de 50 programmes d'études supérieures consacrés à la chimie ou à la métallurgie des batteries, tandis qu'aux États-Unis seuls quelques



XI-TECHNOLOGY

← Xi Jinping. Technolo-Xi.  
Dessin de Joep Bertrams  
paru dans De Groene  
Amsterdammer, Pays-Bas.

dans un édifice en béton de six étages, véritable labyrinthe de labos et de salles de classe.

Dans l'un de ces laboratoires, où brillent de nombreux voyants rouges, des centaines de batteries présentant de nouvelles compositions chimiques sont en train d'être testées. D'autres salles sont occupées par des microscopes électroniques et divers appareils de pointe. "Les équipements dont nous disposons pour réaliser des expériences sont suffisants pour répondre aux besoins de quiconque veut faire des tests", explique le docteur Zhu Fangjun.

Peng Wenjie, un professeur de l'université, a ouvert non loin de là un bureau d'études sur les batteries qui emploie une centaine de jeunes diplômés titulaires d'un

### Des équipes se relaient pour tester de nouvelles batteries 24 heures sur 24.

doctorat ou d'une maîtrise, et plus de 200 assistants. Les assistants travaillent en relais avec les chercheurs. Ils peuvent tester de nouvelles compositions chimiques et des architectures de batterie 24 heures sur 24. "Comme beaucoup de personnes sont présentes sur le site en même temps pour les essais, on est très efficaces", souligne M. Peng.

L'expertise de plus en plus étendue de la Chine dans le secteur manufacturier est à l'origine d'un vif débat dans certains pays, notamment aux États-Unis : faut-il demander à des entreprises chinoises de venir construire des usines sur place ou vaut-il mieux essayer de reproduire ce que fait la Chine ?

"Si les États-Unis veulent mettre en place rapidement une chaîne d'approvisionnement, la meilleure solution pour eux est de solliciter des entreprises chinoises, car elles la créeront en un rien de temps, en apportant leur technologie", estime Feng An, fondateur du Centre d'innovation dans l'énergie et les transports, un organisme de recherche à but non lucratif établi à Pékin et à Los Angeles.

L'industrie manufacturière représente 28 % du PIB de la Chine, contre seulement 11 % aux États-Unis. La Chine espère que ses investissements dans l'enseignement et la recherche

scientifiques se traduiront par des gains d'efficacité qui contribueront à dynamiser l'ensemble de l'économie, nous confie Liu Qiao, directeur de l'école de gestion Guanghua de l'université de Pékin. Selon lui, "il est facile d'améliorer les niveaux de productivité, dès lors qu'on dispose d'un grand secteur manufacturier".

### Subventions publiques.

Mais les prouesses de la Chine dans ce domaine posent problème sur le plan géopolitique. En effet, l'essor de l'industrie manufacturière étant alimenté en partie par des subventions et des mesures gouvernementales, de nombreux pays rechignent désormais à acheter des exportations chinoises.

Ainsi, l'Union européenne a décidé de taxer lourdement les véhicules électriques en provenance de Chine en leur imposant des droits de douane compensateurs. Les États-Unis ont fait de même pour stopper l'expansion des constructeurs chinois sur leur sol, tandis que les projets de coopération avec les fabricants chinois de batteries subissent des pressions politiques et commerciales qui les entravent.

Les fabricants chinois cherchent malgré tout des solutions pour produire aux États-Unis des batteries pour véhicules électriques. Mais construire et équiper ce genre d'usine aux États-Unis coûte six fois plus cher qu'en Chine, souligne Robin Zeng, président fondateur de CATL, et cela prend plus de temps – "trois fois plus", selon lui.

Néanmoins, les États-Unis devançant toujours la Chine en ce qui concerne la dépense intérieure en recherche et développement, en dollars mais aussi en pourcentage du PIB. L'année dernière, l'effort global de recherche, en hausse depuis plusieurs années, y a atteint 3,4 % du PIB, contre 2,6 % pour la Chine (en augmentation également). "Que se passera-t-il lorsque la Chine, qui dispose déjà d'une solide assise manufacturière, dépassera les États-Unis en matière de R & D ?" s'interroge Craig Allen, le président de l'US-China Business Council, un organisme qui représente les entreprises américaines commerçant avec la Chine.

—Keith Bradsher,  
publié le 9 août

## LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours,  
l'actualité de la Silicon  
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

## Papa Trump, les sauvageons du Net et la Big Tech

Oui... c'est nul. Ignoble, odieux, désespérant, mais ça marche. Comme Donald Trump pendant son débat catastrophique avec Kamala Harris, son colistier, J. D. Vance, continue d'accuser les immigrants haïtiens de Springfield de manger les chats et les chiens de leurs voisins blancs. Le **Washington Post** narre la genèse et le parcours de cette rumeur raciste vieille d'un an. Il est peu probable que les trumpistes croient eux-mêmes à cette histoire. Depuis 2016 (souvenez-vous des fameux prétendus mexicains violeurs), ses fans se sont surtout délectés de leur propre cruauté et des sanglots des progressistes désarmés. Les démocrates répliquent maintenant de manière vacharde et inventive, et ont enfin appris à piquer Donald Trump au vif.

Un exemple ? Ce podcast du **New Yorker** où l'avocat George Conway dévoile une arme aussi appropriée que dévastatrice. La voix reproduite via l'intelligence artificielle de Fred Trump, père de Donald, figure patriarcale odieuse décédée en 1999, lui fait dire post mortem des tas de choses pas gentilles à son fiston : "Domnie. J'ai toujours su que tu te casserais la figure. Tu as toujours été un idiot, une blague, un mec de seconde zone, et je t'ai tiré d'affaire plus d'une fois. Tu n'as même pas été capable de faire de l'argent avec un casino."

### La contre-attaque de la GenZ

On reste dans la campagne avec cette autre enquête du **Washington Post**, sur la contre-offensive en ligne de Kamala Harris. Le camp Trump dominait jusqu'à présent le blitzkrieg des réseaux sociaux. Et voilà que la campagne de Kamala est renforcée par des "sauvageons

du Net", âgés en moyenne de 25 ans, qui ont quasiment carte blanche pour user de tous les sortilèges de l'humour de la GenZ. Au temps d'Hillary Clinton, le moindre tweet nécessitait dix versions successives. Aujourd'hui, les clips de la *rapid response team* sont torchés en cinq minutes et postés sur TikTok et sur Truth Social, le réseau de Donald Trump. Leurs références dépassent complètement les vioques, en particulier les emprunts à l'émission de télé-réalité *Dance Moms*. Le ton est chaleureux, complice et enthousiaste. Et la campagne de Kamala Harris dépasse de 100 millions de vues celle de Trump sur TikTok...

Pour en savoir plus sur les deux adversaires et leurs (vrais) arguments, lire aussi notre dossier p. 28-35.

### Plus ça change...

Désolé si cette lettre ressemble à un festival du **Washington Post**, mais je ne peux négliger ses révélations sur la trop lente évolution de la Silicon Valley. La proportion des femmes dans la tech est passée de 22 % en 2005 à 22,6 % en 2022, selon l'EEEOC, l'administration américaine contre les discriminations. Un pourcentage bien inférieur à leur poids de 47,3 % dans le total des effectifs salariés. Quant aux Noirs américains, ils sont passés de 6 % à 7,4 % des effectifs.—



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech.**

professeurs travaillent dans ce domaine. Selon Hillary Smith, professeure de physique des batteries au Swarthmore College [université de Swarthmore, près de Philadelphie], on constate aux États-Unis un intérêt croissant des étudiants de premier cycle pour la recherche sur les batteries. Mais "ils vont devoir jouer des coudes, car les places sont rares, et la plupart d'entre eux seront contraints de se réorienter", précise-t-elle.

Pour découvrir les racines du succès de la Chine en matière de batteries, il faut se rendre à la Central South University de Changsha, une ville située dans le sud du pays qui est depuis longtemps un des bastions de l'industrie chimique chinoise. Cette université compte près de 60 000 étudiants de premier et second cycles, répartis sur un grand campus moderne. Son département de chimie, qui se trouvait autrefois dans un petit bâtiment en brique, a déménagé

SCIENCES



# C'est la peste qui aurait décimé les premiers paysans scandinaves

**Génétique.** Une récente étude indique que ce serait la peste, et non des envahisseurs yamnaya, qui aurait décimé les agriculteurs vivant il y a cinq mille ans dans l'actuel Danemark.



—Berlingske *extraits*  
(Copenhague)

Il y a environ cinq mille ans, au néolithique, les premiers agriculteurs danois, pourtant robustes, ont disparu. Comme neige au soleil. Aujourd'hui, une équipe de l'université de Copenhague a fait un grand pas vers la probable explication de la disparition des premiers agriculteurs du Danemark – et de la Scandinavie.

Leur conclusion est plutôt inquiétante. Leurs travaux indiquent qu'une variante très mortelle de la peste a largement contribué à décimer les anciens paysans. Il se peut même que cette maladie ait été la seule cause de leur extinction. "Nos recherches montrent à quel point le rôle de la

peste a été important. Il se peut bien qu'elle ait modifié tout le cours de notre histoire – peut-être même de façon déterminante", explique le chasseur d'ADN et postdoctorant Frederik Seersholm, de l'université de Copenhague. Il est le premier auteur de l'étude spectaculaire publiée le 10 juillet dans la revue scientifique *Nature*.

Chercheur de renommée mondiale, spécialiste de l'ADN, Eske Willerslev avait avancé en janvier l'hypothèse que le peuple yamnaya, qui avait envahi l'Europe du Nord à partir des steppes d'Europe centrale [ces pasteurs nomades vivaient au nord de la mer Noire], avait purement et simplement anéanti les paysans scandinaves au néolithique. "Ce fut sanglant. J'en suis tout à fait persuadé", avait-il assuré.

Ce point de vue est aujourd'hui remis en cause par les derniers résultats de la recherche. L'étude de *Nature* se fonde sur des analyses génétiques d'ossements et de dents prélevés sur 108 individus enterrés dans des sites funéraires essentiellement suédois, il y a quelque cinq mille ans. Des analyses ont également été effectuées sur des agriculteurs de l'âge de pierre enterrés à Stevns, dans le Sjælland [au Danemark].

Ces analyses révèlent que 18 individus (soit 17 % d'entre eux) étaient porteurs de la peste au moment de leur mort. Dans certains cas, les chercheurs ont même réussi, grâce à une nouvelle technique, à reconstituer le génome de bactéries de la peste vieilles de cinq mille ans. Ces analyses poussées indiquent que la souche la plus récente de la peste avait un potentiel pandémique.

"Nous pensons qu'elle était extrêmement mortelle", affirme Frederik Seersholm, tout en précisant qu'il ne s'agissait pas de la même souche de la peste que celle

**"La peste pouvait provoquer une pandémie capable d'anéantir toute une population."**

Frederik Seersholm,  
PRINCIPAL AUTEUR DE L'ÉTUDE

qui fut responsable de la redoutable peste noire, au Moyen Âge, plus de quatre mille ans plus tard.

La peste noire – et les variantes actuelles relativement rares de la peste – se transmettait en effet surtout par des puces infectées sur des rongeurs. Mais il semble que la variante de la peste datant d'il y a cinq mille ans n'ait pas eu cette propriété génétique. Les chercheurs supposent donc que, vers la fin du néolithique, la contamination s'effectuait par les voies respiratoires. C'est-à-dire par la toux des personnes infectées. Une autre hypothèse reste tout de même que la transmission s'effectuait par des puces infectées.

En tout état de cause, les premiers agriculteurs scandinaves disparurent complètement en l'espace de quelques générations seulement, après quoi le peuple yamnaya, arrivé via l'Europe du Nord-Est, imposa entièrement son patrimoine génétique dans notre partie du monde.

"Les paysans décimés du néolithique étaient aussi différents de nous que nous le sommes des populations actuelles de l'Asie. Cela signifie que, s'ils n'avaient pas disparu, les Danois n'auraient pas du tout eu leur aspect d'aujourd'hui", souligne Frederik Seersholm. Nous ne savons toujours pas si la peste est la seule cause de l'extinction des populations agricoles du néolithique ou si la peste s'est combinée à une guerre. Mais nous avons démontré par notre étude que la peste pouvait en ce temps-là provoquer une pandémie aux proportions capables d'anéantir toute une population."

**Société patriarcale.** Le chercheur ajoute que la peste semble avoir disparu à l'arrivée des Yamnaya en Scandinavie – ce qui peut expliquer pourquoi ils ne sont pas morts eux aussi de la maladie. "Dans l'absolu, on peut donc imaginer qu'ils ont immigré dans une Europe du Nord déserte, ravagée par la peste", affirme-t-il.

L'équipe de chercheurs a, en outre, fait une découverte intéressante lors de la cartographie génétique des anciennes populations agricoles du néolithique. Après avoir étudié les restes des personnes enterrées dans des sites funéraires proches de la ville actuelle de Göteborg [en Suède], elle a pu établir qu'on allait chercher les femmes à l'extérieur du groupe et que la société était probablement dominée par les hommes. Les scientifiques ont notamment trouvé plusieurs exemples d'homme ayant eu des enfants avec plusieurs femmes, mais aucun exemple de femme ayant eu des enfants avec plusieurs hommes.

—Lars Henrik Aagaard,  
publié le 10 juillet

SOURCE

BERLINGSKE

Copenhague, Danemark  
Quotidien, 101 000 ex.  
berlingske.dk

Paru pour la première fois en 1749, *Berlingske* est le plus ancien journal du royaume danois. Positionné au centre droit, il fait partie du groupe Berlingske Media, qui appartient au britannique Mecom.

↳ Dessin de Kopelnitsky,  
États-Unis.

En bref

## Volcans lunaires au temps des dinosaures

**ASTRONOMIE** — Trois minuscules billes de verre recueillies à la surface de la Lune en 2020 par la sonde chinoise Chang'e 5 attestent qu'il y avait une activité volcanique lunaire il y a seulement 120 millions d'années, a révélé la chaîne américaine **NBC News**. Les scientifiques se sont dits "surpris et enthousiasmés" par cette découverte "inattendue". Jusque-là, on pensait que l'activité volcanique s'était arrêtée il y a environ 2 milliards d'années.

## Pas d'écocide sur l'île de Pâques

**GÉNÉTIQUE** — Selon la théorie de l'écocide popularisée par Jared Diamond, la civilisation de l'île de Pâques aurait périclité après avoir surexploité les ressources disponibles sur place. Parue dans la revue **Nature**, une étude internationale consacrée aux génomes d'anciens Rapanuis (les habitants de l'île de Pâques) infirme cette théorie. La population n'a jamais compté plus de 4 000 habitants avant l'arrivée des Européens, en 1722. En revanche, c'est avec la colonisation européenne, qui a apporté des marchands d'esclaves et une épidémie de variole, que la population de cette île perdue du sud du Pacifique a vraiment décliné.

## Des souris et des M&M's

**BIOLOGIE** — En badigeonnant le ventre de souris avec de la tartrazine (E102), un colorant alimentaire jaune, utilisé notamment dans les M&M's, une équipe américaine a réussi à rendre la peau et les muscles des petits mammifères transparents. En quelques minutes, les organes internes d'un animal vivant deviennent visibles sans utiliser un scalpel. "Cela est réversible et sans danger." Ces résultats, qui reposent sur des propriétés d'optique, font l'objet d'un article scientifique publié dans **Science**.

Le Monde | Ateliers

Géopolitique

Depuis chez vous, assistez au cours du soir

# USA, UNE DÉMOCRATIE EN CRISE

Chaque semaine du 7 octobre au 12 novembre

Au cours de six séances hebdomadaires, à distance ou en replay, **Alain Frachon** et **Gilles Paris** proposeront une analyse de l'élection présidentielle américaine 2024. Six sessions de deux heures pour tenter de comprendre une démocratie en crise, dans un pays de plus en plus coupé en deux. Le dernier cours aura lieu le 12 novembre, une semaine après les résultats, pour essayer de tirer les premières leçons de ces élections.

**Alain Frachon**, éditorialiste au *Monde*, spécialiste des relations internationales et ancien directeur de la rédaction du *Monde*. Il a été correspondant à Téhéran, Londres, Washington et Jérusalem.

**Gilles Paris**, éditorialiste au *Monde*, ancien chef du service International et correspondant à Washington de 2014 à 2021.



# Quel est le meilleur moment de la journée pour faire du sport ?

**Santé.** Des études menées sur des athlètes olympiques laissent penser que, selon les disciplines, certaines heures sont plus propices que d'autres pour battre des records. Mais qu'en est-il pour le commun des mortels ?

—New Scientist (Londres)

**E**n 2009, lors des championnats du monde d'athlétisme de Berlin, c'est sous les projecteurs d'un stade illuminé dans la nuit qu'Usain Bolt a battu le record du 100 mètres. Ce n'était pas complètement un hasard car, en matière de performance sportive, tous les moments de la journée ne se valent pas. Pour les activités exigeant pure puissance musculaire et endurance, c'est en soirée ou en fin d'après-midi qu'ont été établis la plupart des records mondiaux. Probablement parce que c'est durant ces heures que plusieurs fonctions physiologiques essentielles sont le plus efficaces.

Mais qu'en est-il des sportifs de l'ordinaire ? Existe-t-il un moment plus propice dans la journée pour tirer un maximum de bénéfices de sa pratique et réduire le risque de blessure ? “*Quel que soit l'aspect du sport que vous examiniez – qu'on parle de médecine sportive ou de réaction à l'exercice physique –, le moment de la journée est un facteur important*”, affirme Qing-Jun Meng, de l'université de Manchester, au Royaume-Uni.

La fin d'après-midi et la soirée correspondent à des pics de température corporelle grâce auxquels les réactions métaboliques et les transmissions nerveuses sont plus rapides que tôt le matin. Les tissus conjonctifs sont également plus souples l'après-midi, tandis que nos réserves de glycogène (la source d'énergie biochimique utilisée par nos muscles

pendant un effort modéré ou intense) ont eu le temps de se reconstituer.

D'autres paramètres physiologiques varient durant le cycle de vingt-quatre heures, ce qui peut avoir des répercussions sur la performance physique : le taux de testostérone est à son plus haut niveau vers 9 heures du matin ; la coordination est généralement meilleure vers 14 h 30 ; les temps de réaction plus courts vers 15 h 30 ; tandis que l'efficacité cardiovasculaire, la puissance musculaire et la force de préhension sont maximales entre 17 heures et 17 h 30.

**Variations notables.** “*Les rythmes circadiens sont observables dans presque toutes les cellules du corps et régulent des processus essentiels du métabolisme et de l'activité physique*, poursuit Qing-Jun Meng. *Selon l'heure à laquelle vous vous entraînez, vos muscles et toutes vos cellules, adipeuses et autres, ne sont pas dans le même état et réagissent différemment à l'exercice physique.*”

De fait, une récente étude menée par Renske Lok et ses collègues de l'université Stanford, en Californie, a révélé qu'en moyenne les nageurs olympiques gagnaient plus de trois dixièmes de seconde lorsqu'ils concouraient le soir plutôt que le matin. “*Dans 40 % des cas, l'heure de la course crée un différentiel plus important que l'écart de temps entre le premier et le deuxième nageur.*” constatent, ses auteurs.

Pour les sports plus techniques, comme le tennis ou le football,

les performances optimales se situent un peu plus tôt. Peut-être parce que nos capacités cognitives sont généralement plus élevées en fin de matinée ou en début d'après-midi.

Les footballeurs se révèlent plus précis avec le ballon vers 16 heures, tandis que les joueurs de tennis réalisent des services plus rapides le soir et plus précis le matin. Mais il ne s'agit que de moyennes : dans les faits, les sportifs lève-tôt seront au mieux de leur forme le matin, alors que les oiseaux de nuit qui s'activent en fin de journée préféreront le soir.

Quelles leçons tirer pour le commun des mortels ? L'an dernier, Fabienne Bruggisser et ses

**Les joueurs de tennis réalisent des services plus rapides le soir et plus précis le matin.**

collègues de l'université de Bâle, en Suisse, ont épluché 26 études scientifiques à la recherche d'indices permettant d'affirmer ou d'infirmer l'idée que certaines heures de la journée sont plus bénéfiques pour la santé ou la performance sportive. En vain.

Ils ont toutefois pu établir qu'il était bon de s'entraîner à la même heure qu'une course ou compétition programmée afin d'améliorer

ses performances à ce moment de la journée. Autrement

dit, les entraînements matinaux profitent aux performances matinales, et les entraînements de fin de journée aux performances du soir. L'étude ne portait toutefois que sur de jeunes hommes, avertissent les auteurs. Reste donc à voir dans quelle mesure ses conclusions s'appliquent à l'ensemble de la population.

La situation est peut-être encore plus complexe pour les femmes. Ces dernières années, plusieurs équipes de football féminines, dont le Chelsea FC Women, ont mis en place des entraînements personnalisés en fonction du cycle menstruel des joueuses et assurent voir de meilleurs résultats ainsi qu'une réduction du risque de blessure.

“*En théorie, lorsque le taux d'œstrogènes est élevé et celui de progestérone faible, c'est ce qu'on appelle un environnement anabolique – ce qui signifie que c'est un bon moment pour s'entraîner dur*”, explique Stuart Phillips, de l'université McMaster, au Canada. Pourtant, lorsque les chercheurs ont étudié la possible influence du cycle menstruel sur la performance sportive, les preuves étaient “*étonnamment maigres*”. “*Ce que l'on observe, c'est que l'effet est nul*”, résume Stuart Phillips.

Il peut néanmoins être utile de noter ses symptômes et de s'en servir pour prévoir ses

entraînements. “*Je sais que certaines femmes sont vraiment handicapées à certaines phases de leur cycle, entre les crampes, les maux de dos, le manque de motivation, la fatigue, etc. Pour les femmes athlètes qui souffrent de ces symptômes, il est judicieux de tenter de les gérer et d'en parler à leur entraîneur*”, recommande le chercheur.

Et d'ajouter : “*Mais pour ce qui est de tirer une conclusion générale, l'étude systématique des performances montre qu'il n'y a pas de règle absolue. Nous savons aussi que des femmes ont battu des records du monde et décroché des médailles d'or à différents moments de leur cycle, avec ou sans pilule contraceptive.*”

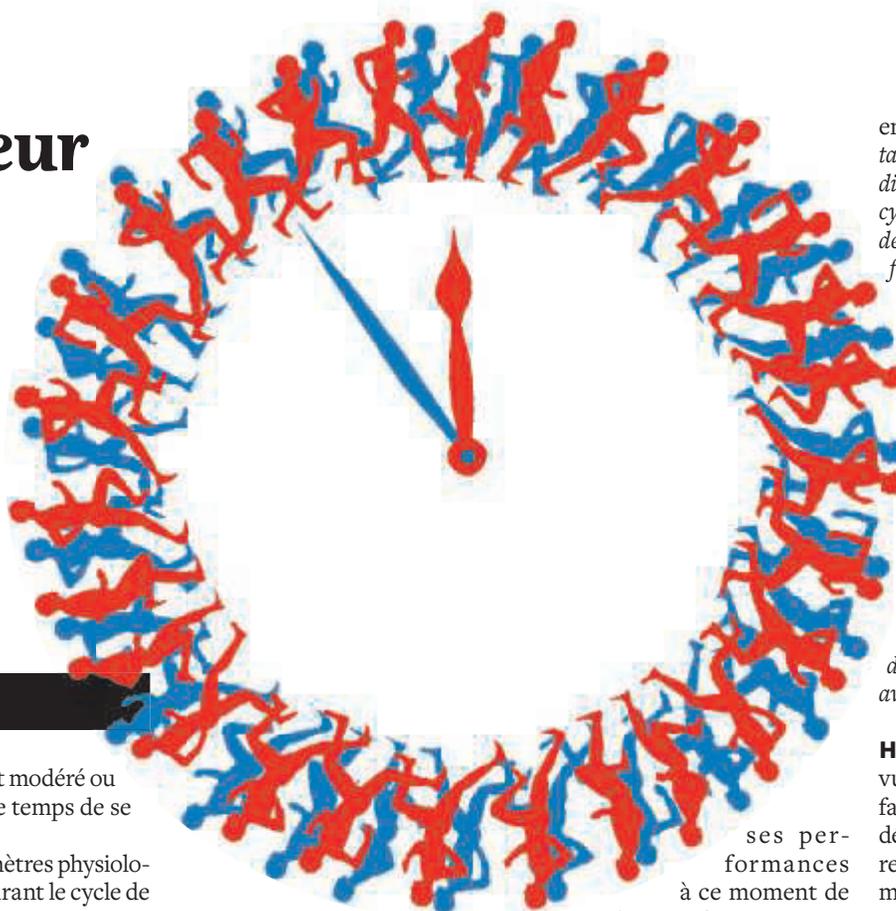
**Heures à éviter.** Du point de vue de Qing-Jun Meng, d'autres facteurs sont à prendre en considération. De manière générale, il recommande de faire du sport le matin – surtout en extérieur –, car cela permet de s'exposer à la lumière du soleil et de synchroniser nos horloges biologiques. Nos organismes fonctionnent mieux lorsque toutes nos horloges, nos cellules et nos tissus sont synchronisés entre eux et avec l'heure de la journée.

S'il n'existe pas d'heure optimale pour faire du sport, il en existe peut-être une où éviter de pratiquer. Selon une récente étude pilotée par Qing-Jun Meng, l'exercice physique serait un mécanisme essentiel pour synchroniser les horloges biologiques de nos os et articulations avec nos autres tissus. Lorsque des souris sont incitées à s'activer à une heure où elles ont l'habitude de dormir, les horloges de leurs cellules osseuses se désynchronisent par rapport à celles du cerveau. C'est ce que le chercheur appelle “*le décalage horaire du squelette*”.

Si les conséquences en matière de blessure et de performance physique chez l'humain sont encore à déterminer, les études chez la souris laissent penser qu'une pratique physique régulière aux heures de sommeil se traduit par une activation des gènes associés à l'arthrose. “*Nous pensons que si vous faites cela sur une longue période, cela peut être extrêmement néfaste*”, conclut Qing-Jun Meng.

—Linda Geddes, publié le 22 juillet

↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.





Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

# Tout ça pour chat!

Ils sont plus de 15 millions en Allemagne et sont présents dans un quart des foyers. Focus sur le genre félin.

## Il était une fois...

... une relation mouvementée, entre amour et détestation.



Il y a 10 000 ans, les chats commencent à se mêler aux hommes, dont les réserves de grain attirent les souris.



Le premier exemple connu de félin domestique provient d'une tombe vieille de 9 500 ans, à Chypre. On y a retrouvé un homme enterré avec un chat.



Au XII<sup>e</sup> siècle, l'Église diabolise les chats : le Malin se présenterait sous les traits d'un chat noir pour prendre possession des sorcières.

## Chat-fluenceurs

Certains félins ont une véritable communauté d'abonnés sur Internet :

**9,8 millions**

pour **Simon's Cat**, célèbre chat de cartoon.

**7,6 millions**

pour **Grumpy Cat**, vrai félin connu pour son air grincheux.

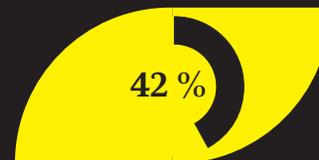
**4 millions**

pour **Nyan Cat**, animal fictif évoluant dans un monde psychédélique.

## L'Allemagne, paradis des félins



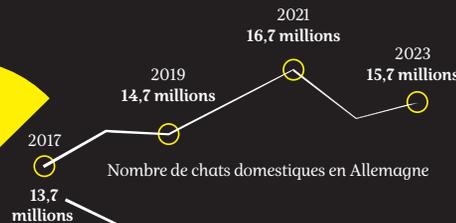
des animaux domestiques sont des chats



des propriétaires de chats en ont au moins deux



Un quart des foyers allemands ont un chat. Ces derniers sont d'ailleurs bien plus nombreux que les chiens (15,7 millions contre 10,5 millions, en 2023).



Nombre de chats domestiques en Allemagne

## Chat coûte cher

En 16 ans, un chat coûte 13 300 euros à son propriétaire. Ces animaux sont un véritable enjeu économique.



## 7,1 milliards d'euros

Chiffre d'affaires du secteur des animaux de compagnie en 2023, en Allemagne.



## 2,3 milliards d'euros

Chiffre d'affaires de l'alimentation pour chats, en Allemagne.

## Au royaume des chats

Top 5 des populations de chats en Europe (en 2022)

1. Russie  
23,3 millions



2. Allemagne  
15,2 millions



3. France  
14,9 millions



4. Royaume-Uni  
11,9 millions



5. Italie  
10,2 millions



## Les plus chers

Certains félins de luxe, comme le peterbald et le sphynx, deux races sans poils, sont issus de croisements génétiques.



## Record de longévité

Un nouveau Premier ministre s'est installé au 10 Downing Street, à Londres, début juillet. Mais le vrai maître des lieux n'est autre que Larry, le chat de la maison. Le "souricier en chef", officiellement fonctionnaire, a pris ses fonctions en 2011.



## La source



**DIE ZEIT.** L'hebdomadaire de Hambourg fait la part belle aux infographies. Celle-ci est parue dans son édition du 8 août (Journée internationale du chat). Le sujet peut paraître futile, il concerne pourtant un grand nombre de foyers. En 2022,

dans l'Union européenne, 91 millions de foyers disaient posséder un animal de compagnie, d'après la Fédération européenne de l'industrie des aliments pour animaux de compagnie (Fediaf). Un chiffre en croissance régulière.

# 360



MAGAZINE

Mohammad Rasoulof, cinéaste en exil ● Cinéma	46
Ces chanteuses pop au cri parfait ● Musique	48
Qui a tué Ramsès III? ● Histoire	50





SOURCE

**FINANCIAL TIMES**

Londres, Royaume-Uni

Quotidien

ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London*

*Financial Guide*, le *Financial Times*

est aujourd'hui le quotidien financier

et économique de référence en Europe, immédiatement reconnaissable à son papier rose saumon. Racheté en 2015 par le groupe japonais Nikkei, il a dépassé 1 million d'abonnés numériques en 2022. Plus de la moitié de l'ensemble de ses abonnés réside hors du Royaume-Uni.

✓ Au sommet du Schiehallion.  
Photo Daniel Giza/iStock/Getty Images

# Le Schiehallion, montagne magique

Du haut de ses 1 083 mètres, ce sommet offre une vue imprenable sur les monts et lochs de la région des Highlands, dans le nord de l'Écosse. Le gravir, c'est partir à la découverte d'une montagne riche en histoires, qu'elles soient scientifiques ou mythologiques. —*Financial Times* [Londres]

**A** 40 ans, Lorraine Duncan s'est donné pour projet le "Munro bagging", qui consiste à gravir les sommets écossais de plus de 914 mètres. L'une des montagnes les plus adaptées aux débutants est le Schiehallion, à deux heures de route au nord de chez elle, près de Glasgow.

En 2017, Lorraine, son mari et leurs deux fils ont passé une belle journée printanière là-bas. Du sommet, ils ont aperçu des monts et lochs lointains en contrebas. C'est à la descente seulement que des phénomènes étranges se sont produits.

Lorraine a senti des picotements sur sa peau, comme quand on touche un générateur de Van de Graaff à l'école, d'après elle. Son fils Rian, qui avait alors 12 ans, a subitement lâché ses bâtons de marche en métal. Il avait été électrocuté : Lorraine a raconté qu'il avait sur les mains des brûlures "noires comme du charbon".

Tous leurs cheveux se sont soudain dressés sur leurs têtes. Les selfies que Lorraine a publiés sur les réseaux sociaux ont fait le tour du web. Les internautes n'ont pas tardé à avertir la famille qu'elle courait un grave danger : dans un environnement présentant une telle charge électrique, ils risquaient d'être frappés par la foudre. Mais l'orage le plus proche était à une soixantaine de kilomètres.

À l'époque, sur le ton de la plaisanterie, ils ont attribué ces phénomènes à quelque chose d'autre. "On connaissait le folklore associé à cette montagne, m'a expliqué Lorraine. On savait que c'était un accès au royaume caché du petit peuple des fées. On s'est dit que c'était l'œuvre de ces créatures, qu'elles venaient nous enlever !"

La foudre n'a pas frappé, même si *Schiehallion* [nom dérivé du gaélique écossais] se traduit par "montagne de l'orage perpétuel" et parfois "colline magique des Calédoniens" [Caledonia étant le nom donné par les Romains à l'Écosse]. Quelle que soit l'étymologie de son nom, le Schiehallion forme une superposition unique d'histoires et de mystères. Les gens ont toujours gravité vers cette montagne pour mieux comprendre l'Univers, que leur quête soit scientifique ou spirituelle. C'est une montagne où, à de nombreux égards, un pouvoir invisible serait à l'œuvre.

Un soir de printemps, je suis parti de Glen Lyon en voiture pour remonter l'ancienne route militaire vers le nord, et le vert des champs a laissé place au bronze des landes. Le Schiehallion m'est apparu au détour d'un virage : parfaitement pyramidal, son pic acéré s'élançant dans un ciel violacé. Contrairement à d'autres sommets plus connus des Highlands, comme le Ben Nevis, sa suprématie sur l'horizon est incontestée. Aucune



montagne voisine ne lui vole la vedette ou n'ose entraver sa sublime symétrie. C'est une sentinelle solitaire, dont la forme rappelle celle du mont Fuji [au Japon], même si ce n'est pas un volcan : elle a été sculptée par les glaces et non forgée par le feu. Elle ne mesure que 1 083 mètres, mais elle semble aspirer à une plus grande altitude.

Dans les années 1770, ce même chemin avait été emprunté par Charles Mason, de la Royal Society [une société savante anglaise], à l'occasion d'une mission ayant pour but de trouver une montagne "suffisamment haute [et] détachée des autres". Charles Mason s'était distingué en établissant le tracé de la ligne Mason-Dixon [la frontière entre la Pennsylvanie et le Maryland] dans les colonies américaines; il s'était aussi rendu en Afrique, et les Français lui avaient tiré dessus. En 1773, il est parti avec un cheval de bât vers une autre contrée étrangère : une zone non cartographiée des Highlands d'Écosse où l'anglais était peu parlé et où les hommes âgés portaient encore les cicatrices de la bataille de Culloden [qui s'était terminée sur une déroute des Écossais face aux Anglais, en 1746]. La Royal Society espérait approfondir la théorie de Newton selon laquelle la gravitation s'applique à toute particule de matière. L'idée était que la masse d'un objet monumental (par exemple une montagne) pourrait dévier un fil à plomb et contribuer à révéler la densité de la Terre entière.

**C**oncrètement, ils avaient besoin qu'un sommet se substitue à une planète. Cette expérience avait déjà été tentée au Chimborazo, dans les Andes équatoriales. Charles Mason avait aussi envisagé le Pen-y-ghent, dans le nord de l'Angleterre, mais le Schiehallion fut finalement préféré. La symétrie et l'isolement qui précisément éveillaient l'imagination en faisaient la montagne idéale pour cette mission.

J'ai campé ce soir-là près d'un ancien four à chaux et je me suis endormi au son d'un duo de chouettes. Lorsque j'ai rouvert ma moustiquaire, le soleil levant dardait ses rayons sur la montagne. Un léger vent d'ouest faisait osciller les plantations de conifères quand je me suis remis en route. Ce sont ces mêmes pentes qu'un groupe dirigé par un collègue de Charles Mason, Nevil Maskelyne, a gravies à l'été 1774. Les modalités de l'expérience du Schiehallion n'ont rien d'évident pour les non-spécialistes, alors nul doute que les activités de ces hommes du Sud revêtaient pour les habitants de la région une étrangeté insondable.



De lourds instruments (dont un quadrant utilisé par James Cook dans le Pacifique) ont été transportés jusqu'à des huttes sur les versants nord et sud. Tels des pèlerins sur un mont sacré, les scientifiques ont tourné autour de la montagne dans le sens des aiguilles d'une montre, en y plantant des piquets qui serviraient aux relevés. La démarche a peut-être aussi semblé avoir aussi une dimension spirituelle, car Nevil Maskelyne cherchait chaque soir le méridien, calculé en notant l'ascension des étoiles.

Après quatre mois de travail, l'expérience s'est révélée concluante. Un mouvement perceptible du fil de plomb avait été observé : une légère inflexion. La montagne exerçait une attraction gravitationnelle. Des calculs ont peu après estimé la densité de la Terre à 4 500 kg/m<sup>3</sup> (soit un écart d'environ 20 % avec le chiffre admis de nos jours); la densité des planètes et de la Lune a aussi été calculée.

**“Cette montagne a  
comme une emprise sur moi.  
Elle ne me lâche pas.”**

**Munro Gauld,**  
MUSICIEN ET FOLKLORISTE ÉCOSSAIS

Le dernier soir sur le Schiehallion, un *ceilidh* [bal traditionnel celtique] a été organisé dans un refuge. Des habitants du coin se sont mêlés aux Londoniens, le whisky a coulé à flots et les violons ont joué des quadrilles écossais. Dans l'entrain, quelqu'un a dû faire tomber sa pipe ou bousculer une bougie. L'incendie de la bâtisse a fait pour seule victime notable un violon qui, selon une légende douteuse, aurait été remplacé par un stradivarius à la demande de Nevil Maskelyne.

Le sentier qui gravit le Schiehallion est bien entretenu au départ, il traverse plus d'un "ruisseau sombre d'un brun croupe-de-cheval" [selon une formule du poète anglais Gerard Manley Hopkins (1844-1889), inspiré par le village écossais d'Inversnaid] avant de suivre une longue crête est-ouest. Plus on grimpe, plus ce sentier est indéfini. De petits cairns m'ont montré la voie, perchée entre deux pentes abruptes. Au nord, le vent dessinait des formes sur les lochs Rannoch et Tummel. Au sud, le relief du Perthshire laissait place aux plaines. En regardant en bas, j'ai repensé à une conversation que j'avais eue quelque temps plus tôt avec Munro Gauld, musicien et folkloriste de la région. "Le Schiehallion est pour moi comme une montagne mère, racontait-il. On voit tous les environs de son sommet. Cette montagne a comme une emprise sur moi, elle ne me lâche pas."

Munro Gauld a passé du temps à se renseigner sur les histoires méconnues du Schiehallion. Quand je l'ai appelé, il enregistrait la complainte gaélique d'une femme ayant perdu ses trois plus jeunes enfants sur le versant sud du sommet à l'automne 1795. Elle écrivait dans sa chanson que la fièvre avait frappé alors que sa famille se trouvait dans les refuges saisonniers. À cette époque de l'année, les plantes médicinales du bref été des Highlands avaient fané, et toute forme d'aide était lointaine. "La musique nous ramène à cette époque, analyse Munro Gauld. Même si deux cent cinquante années ont passé, on ressent son chagrin."

En 2018, Munro Gauld a brièvement vécu sur le Schiehallion – comme Nevil Maskelyne, dans une yourte – avec l'artiste Karen Rann, dans le cadre d'une résidence parrainée par The John Muir Trust, une association de protection de la nature. Karen Rann s'intéressait à un aspect précis de l'expérience du Schiehallion : la première utilisation connue des courbes de niveau, mises au point



### En bref

#### HUGH MUNRO, LE PIONNIER

C'est sir Hugh Munro qui a lancé en 1891 l'idée de ce défi : gravir les 282 sommets écossais culminant à plus de 914 mètres. Il a donné son nom à cette pratique désormais très populaire en Écosse : le "Munro bagging" (littéralement, l'"ascension de Munro"). "La plupart des Écossais ont entendu parler du 'Munro bagging', mais peu d'entre eux connaissent l'origine de cette expression ou l'ampleur de ce phénomène", explique Alan Watt, membre de la Munro Society, au journal local **The Inverness Courier**. L'idée de ce défi est venue à Hugh Munro lors de ses longues expéditions bien souvent menées durant l'hiver aux alentours du domaine familial, au nord d'Édimbourg. Il a également cofondé le Scottish Mountaineering Club (Club d'alpinisme écossais).

par l'assistant de Nevil Maskelyne, Charles Hutton, en vue de calculer le volume de la montagne. De nos jours, les courbes de niveau qui serpentent sur les cartes du monde doivent leur existence à ces déclivités écossaises. Dessinée sur une carte contemporaine de l'Ordnance Survey [le service national de cartographie britannique], la montagne Schiehallion est tout aussi belle – elle n'est pas un enchevêtrement de lignes marron comme d'autres sommets, mais présente des ovales concentriques nets qui rappelleraient presque un mandala.

Munro Gauld, de son côté, étudiait la mythologie des lieux. De nombreux contes populaires sont associés au Schiehallion – une sorcière à la chevelure givrée, un puits aux vertus curatives –, mais il est surtout connu comme la demeure des fées. Dans un récit, la montagne est creuse : elle renferme un royaume du petit peuple féérique où des mortels ont parfois trépassé. Pour Munro Gauld, ces créatures n'alimentent pas seulement les histoires du soir, elles sont les vestiges d'un système ancestral de croyances animistes : les échos d'une époque antérieure à l'arrivée des premiers missionnaires chrétiens dans la région. "J'y vois un mont



### ANNA WELLS, UNE GRIMPEUSE EXCEPTIONNELLE

Si la plupart des grimpeurs mettent des années à accomplir l'ascension des 282 sommets, certains marquent les esprits en relevant le défi sur un seul hiver. C'est le cas d'Anna Wells, première femme et quatrième personne à avoir réalisé, au cours de l'hiver 2023-2024, cet exploit baptisé "Winter Munro Round", relate le **Scottish Daily Express**. À 34 ans, cette guide de montagne originaire d'Inverness a mis quatre-vingt-trois jours pour gravir tous les monts. Accompagnée sur certains chemins par des amis et proches, elle a également connu des moments plus difficiles. "À un moment, j'ai eu plusieurs problèmes au pied deux jours de suite et j'ai bien cru que je n'allais jamais y arriver", confie-t-elle au journal local.

*spirituel des Calédoniens. Même aujourd'hui, les gens y sont spontanément attirés pour des raisons spirituelles."*

Peu avant d'arriver au sommet, le sentier disparaît complètement. Le relief se fracture en un champ de blocs de quartzite, qu'il faut traverser laborieusement en adoptant la posture du pénitent. Des couches spectrales de brouillard m'ont soudain enveloppé sur les derniers mètres. Le vent a porté à mes oreilles le croassement d'un corbeau. L'ascension du Schiehallion n'est ni technique ni même difficile, mais, quand les conditions sont réunies, on pénètre un royaume mystique.

Le caractère "sacré" du Schiehallion est une idée nébuleuse, quoique tenace, et elle est souvent liée à sa position au centre géographique de l'Écosse. En 1905, le pasteur John Sinclair a écrit un poème en l'honneur de la montagne qui s'élevait derrière sa paroisse :

*"La Bible parle des hautes montagnes des Hébreux  
Où tant d'exploits furent accomplis en ces âges anciens [...] Mais que chaque âme qui cherche la route des dieux  
Puisse voir dans le Schiehallion un autre mont divin."*

Plus récemment, une niche au sein de la pensée new age a érigé le Schiehallion en "mont Sion du Grand Nord"

### AN TEALLACH, UN SOMMET À CHOYER

L'un des monts les plus appréciés des Écossais est l'An Teallach, dans le nord-ouest de l'Écosse, qui culmine à 1 062 mètres. L'engouement pour ce sommet a poussé les ONG Mountaineering Scotland et Outdoor Access Trust for Scotland à lancer en juin une campagne de financement pour en restaurer les chemins, relate

**The Guardian**. Celle-ci a permis de récolter plus de 218 000 livres sterling (environ 258 000 euros) auprès de particuliers pour réparer des sentiers érodés. Selon les organisateurs, restaurer ces accès est primordial, d'autant que le tourisme autour de la randonnée rapporte près de 1,6 milliard de livres sterling (environ 1,9 milliard d'euros) par an à l'économie écossaise et nécessiterait donc plus d'investissements.

*"Que vous pratiquiez la randonnée, l'escalade, le trail ou le VTT de montagne, vous avez forcément emprunté des chemins de randonnée pour accéder à vos sommets préférés. Ces sentiers facilitent l'accès à certaines zones et vous évitent de vous perdre, mais ils sont aussi essentiels à la protection de l'écosystème montagnard",* plaide Keri Wallace, l'une des organisatrices.

– le pic sans nom évoqué dans le psaume 48, servant de lieu de rassemblement aux francs-maçons. Parmi les personnes qui souscrivent à cette théorie, il faut citer Laurence Main, druide du centre du pays de Galles qui a gravi le Schiehallion en pleine tempête à l'occasion d'un pèlerinage de plus de 2 200 kilomètres en Grande-Bretagne. "C'est l'un des monts les plus sacrés au monde, m'affirme-t-il lorsque je l'appelle. Je devais le gravir. Je ne faisais alors qu'un avec l'esprit de la terre vivante."

### "C'est l'un des monts les plus sacrés au monde. Je devais le gravir."

**Laurence Main,**  
DRUIDE GALLOIS

Nombre de montagnes ont été investies de cette dimension sainte. Les orages qui se lèvent autour d'elles sont évocateurs d'une toute-puissance. Les ermites se mettaient en quête de révélations dans leurs hauteurs esseulées. Des prophètes de l'Ancient Testament ont conversé avec Dieu sur les monts Ararat et Sinaï, tandis

### ←← Le Schiehallion à l'aube, reflété dans le loch Rannoch.

Photo David Noton Photography/Alamy/Photo12

### ← Descente dans la brume.

Photo Kay Roxby/Alamy/Photo12

que des pèlerins irlandais continuent de faire l'ascension du Croagh Patrick en l'honneur du saint chrétien qui y a combattu des démons. À mes yeux, le Schiehallion a pourtant plus de points communs avec le mont Meru, pic de la cosmologie hindoue, centre de l'Univers autour duquel tournent la Lune et le Soleil, et sur lequel repose le poids des dieux. Dans les années 1770, des hommes ont fait le voyage jusqu'à ce sommet écossais : ils se posaient des questions sur l'Univers et la place de l'humanité en son sein, ils ont trouvé des réponses sur la trajectoire des constellations et sur une force invisible qui émanait de la montagne.

**L**e sommet proprement dit du Schiehallion est discret, c'est une plaque rocheuse en pente constellée de lichens. Je me suis recroquevillé dans un escarpement pour laisser passer une averse. J'ai pensé à Margaret Ritchie, jeune femme dont le souvenir est évoqué dans un livre d'Alexander Stewart paru en 1928, *A Highland Parish* ["Une paroisse des Highlands", inédit en français]. Portée par les renaissances religieuses qui avaient traversé les Highlands au XIX<sup>e</sup> siècle, Margaret Ritchie aurait voulu converser avec les anges. Sans informer personne de sa destination, elle a gravi le Schiehallion et a été retrouvée morte au sommet dans sa chemise de nuit, peut-être parce que, "pour son esprit mystique, [le sommet] semblait extrêmement proche du paradis vers lequel convergeaient toutes ses pensées", supposait Alexander Stewart. Des années plus tard, certains ont imaginé qu'elle était partie pour le royaume caché – c'était peut-être inévitable.

La pluie s'est intensifiée au fil de ma descente. La montagne était perdue dans les nuages quand je suis reparti en voiture vers Glen Lyon. La dimension sacrée du Schiehallion est contestable, mais la montagne est envoûtante à d'autres égards. Elle prête son nom à une marque de bière, à un groupe de folk et à un fonds d'investissement. Le service oncologique de l'hôpital pédiatrique de Glasgow porte aussi son nom. Des patients et leurs familles passent devant une immense photographie de la montagne à l'arrivée et au départ. Ce choix n'est pas fortuit. "Le départ abrupt [du Schiehallion] représente ce que vivent les familles lorsqu'elles reçoivent un diagnostic de cancer, lit-on dans un communiqué de l'hôpital. Mais le chemin qui mène au sommet du Schiehallion est large et il peut être emprunté de front par les patients ainsi que leurs proches et les soignants."

Quelques mois plus tard, j'étais de retour dans les Highlands pour randonner sur le Ben Alder [un autre munro] aux premières neiges de l'hiver. Perché sur une borne de triangulation recouverte de givre, j'ai passé un moment à identifier les sommets blancs dans le lointain. Parmi eux se démarquait une pyramide, reconnaissable aussi instantanément qu'un vieil ami dans une pièce bondée. À 25 kilomètres à vol d'oiseau, sa force se faisait encore sentir. J'étais devenu l'une des nombreuses personnes qui, en observant cette magnifique montagne, ressentaient un frémissement du cœur. Un mouvement perceptible. Une légère inflexion.

— **Oliver Smith,**  
publié le 3 août

# plein écran.



“À chaque nouveau film, les autorités lançaient une procédure contre moi”

*Les Graines du figuier sauvage*, le nouveau film de l'Iranien **Mohammad Rasoulof**, est en salle. Inspiré par le mouvement Femme, vie, liberté, ce film puissant a marqué un point de non-retour pour le cinéaste, contraint à un douloureux exil.

— **Neue Zürcher Zeitung** (Zurich)

✎ **Mohammad Rasoulof, le 5 juillet. Le cinéaste vit désormais en Allemagne.**  
Photo Philippe Lebruman/Fema

— **Neue Zürcher Zeitung** (Zurich)

**A** la fin de notre entretien, Mohammad Rasoulof va chercher son téléphone pour me montrer une vidéo. Une vidéo de sa maison, chez lui, à Téhéran. Il ne pourra probablement plus jamais y retourner. Il me tend le téléphone, et, pendant que les images défilent, une notification Duolingo s'affiche sur l'écran. Pour l'interview, une interprète est présente, mais manifestement Mohammad Rasoulof apprend l'allemand. Après sa fuite épique en mai, après avoir marché des heures dans les montagnes en suivant un itinéraire clandestin, le cinéaste iranien s'est installé à Hambourg, où il vit désormais.

Lors de notre échange, il se souvient de la terreur mise en place par le régime iranien contre lui et laisse de temps en temps transparaître un humour sombre. Au fil de la conversation, plus il repense à sa fuite, plus sa voix se fait fragile.

**NEUE ZÜRCHER ZEITUNG : Monsieur Rasoulof, combien de fois avez-vous été poursuivi et condamné en Iran ?**  
**MOHAMMAD RASOULOOF :** Je vais simplifier les choses. En 2010, quand je tournais un film avec mon collègue Jafar Panahi, nous avons été arrêtés sur le plateau et nous avons chacun pris six ans de prison [pour avoir soutenu les manifestations qui avaient suivi, en 2009, la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence].

**Pour “propagande contre l'État”.**

Tout à fait. Ma peine a toutefois été réduite à un an en appel, et j'ai finalement passé très peu de temps derrière les barreaux. Mais je n'ai pas eu le droit de quitter le pays pendant deux ans. En 2012, je suis parti vivre à l'étranger. Chaque fois que je rentrais et que je tournais un nouveau film, les autorités lançaient une nouvelle procédure contre moi. Il y avait toujours de nouvelles décisions du tribunal, de nouvelles enquêtes, des montagnes de dossiers. En 2017, quand je suis rentré vivre en Iran, j'ai été condamné à deux autres peines de prison.

**Que s'est-il passé alors ?**

En 2022, j'ai été emprisonné, je devais dans un premier temps purger ma dernière peine : j'ai été placé à l'isolement, j'étais sans cesse interrogé. Une fois tout cela fini, ils ont décidé que je devais purger mes peines précédentes.

**C'est kafkaïen ! Vous aussi, vous en riez.**  
Oui, que dire ? Toujours est-il que j'ai été transféré dans la zone ordinaire, dans les cellules collectives, avec les autres prisonniers. C'est là que je me suis rendu

compte que Jafar Panahi s'y trouvait aussi – à l'isolement, évidemment, je n'avais aucune information de l'extérieur. J'ai ainsi passé huit ou neuf mois en prison avec Jafar. C'était au début de la vague de protestation consécutive à la mort de Mahsa Amini [le 16 septembre, cette jeune femme est décédée en garde à vue, après avoir été arrêtée trois jours plus tôt par la police des mœurs pour “port inapproprié du voile”. Le mouvement Femme, vie, liberté a démarré après ce décès]. Nous faisons notre possible pour suivre les événements, nous voulions comprendre ce qui se passait. Mais c'était très difficile de se faire une image d'ensemble.

**Comment faisiez-vous pour trouver des informations ?**

Nous avions des journaux, mais les informations étaient présentées de manière très biaisée. Ce n'était pas tant de la censure que du lavage de cerveau. Avec le temps, cependant, on apprend à lire entre les lignes, à grappiller des informations fiables.

**Vous étiez détenu dans la prison historique d'Evin, à Téhéran. Quels souvenirs vous laisse votre détention ?**

Ma cellule d'isolement était très petite, de la taille d'un matelas. On ne pouvait rien y faire à part dormir. On m'a bandé les yeux, ce genre de choses. Ça a duré deux semaines. Ensuite, ils m'ont transféré dans une autre cellule, un peu plus grande.

Dans la partie ordinaire de la prison, ce n'était évidemment pas une partie de plaisir, mais c'était déjà mieux que l'isolement. Je pouvais passer du temps avec d'autres détenus, regarder la télévision. Bien entendu, nous n'avions que les chaînes du régime. Il y avait aussi une petite bibliothèque et une sorte de salle de sport – une pièce exiguë avec quelques haltères. Les horaires d'ouverture étaient très limités. Vers le mois de novembre 2022, peu avant le début des manifestations, il y a eu un incendie dans la prison. Après, la plupart de ces salles ont été fermées.

**Pouviez-vous travailler en prison ?**

L'idée des *Graines du figuier sauvage* m'est venue d'une rencontre que j'ai faite en prison. Il y avait un détenu qui faisait la grève de la faim. Nous passions le plus de temps possible à ses côtés, son état s'aggravait. Un jour, une sorte de délégation est venue constater son état. Des gens importants, du système de justice. Il se trouve que j'étais avec lui lorsqu'ils sont arrivés, je me suis mis dans un coin. Un des gardiens qui accompagnait le groupe est venu vers moi et m'a donné un crayon. Il m'a dit qu'il voulait me faire un cadeau.

Sur le moment, je me suis méfié. Je ne voulais rien avoir à faire avec quelqu'un qui travaillait pour le régime. Puis nous avons discuté quelques minutes, et l'impression que je m'étais faite de lui a soudain changé du tout au tout. Il m'a raconté que chaque jour, quand il est dans la prison, il regarde autour de lui et se demande à quel endroit il va se pendre.

### Il n'arrivait pas à vivre avec ce qu'il faisait ?

Non, et il m'a dit que sa famille et ses enfants lui reprochaient tout le temps de faire ce travail. C'est ce qui a inspiré le film.

**Les Graines du figuier sauvage parlent d'un juge iranien qui, après la mort de Mahsa Amini, se fait vivement critiquer par sa femme et ses filles. Dans vos précédents films, vous utilisiez beaucoup de métaphores. Dans celui-ci, vous êtes étonnamment concret.**

J'ai toujours considéré le langage métaphorique comme un extraordinaire cadeau de la littérature iranienne traditionnelle. De plus, les métaphores, c'est la possibilité de contourner le régime et la censure. Mais j'ai aussi pris conscience que ces métaphores sont un moyen de m'autocensurer. Alors j'ai décidé de raconter mon histoire de façon plus directe, plus immédiate.

Ce film parle de soumission. De la façon dont les gens s'inclinent devant

le pouvoir. Cela fait des années que je réfléchis à cette question. En persan, il existe un mot, pratiquement intraduisible, qui signifie "remettre sa tête, son cerveau à quelqu'un". Comment est-ce possible que les gens s'accommodent ainsi de ce système ? Pire, qu'ils soient prêts à tout ? Même à tuer. Souvent sans jamais remettre en question leurs actes. Dans ce film, j'ai essayé d'appliquer mes réflexions à la situation actuelle en Iran.

### À votre libération, vous êtes-vous aussitôt mis au travail ?

Oui, je n'avais pas beaucoup de temps parce que je savais que j'avais toutes les chances de bientôt retourner en prison. J'attendais le jugement d'un autre procès. Je ne savais pas si j'arriverais à boucler le film. Mais je voulais au moins commencer.

### Comment s'est passé le tournage ?

Cela fait des années que je tourne en Iran sans autorisation, alors c'est toujours compliqué. Mais c'est le film le plus compliqué que j'ai fait depuis au moins vingt ans. Le plus difficile de tout, peut-être, a été de rassembler une équipe de personnes qui pensent comme moi, pour qui c'est important de raconter cette histoire, et qui arrivent à mettre de côté leurs peurs. Heureusement, en Iran, la jeune génération est extrêmement intelligente et active. Le mouvement est encore bien vivant, et il n'attend que le bon moment pour reprendre le combat.

### Une fois que vous avez réussi à tourner le film, que s'est-il passé ?

Quelques jours après la fin du tournage, le jugement que j'attendais est tombé : huit ans d'emprisonnement.

### Et des coups de fouet.

Je n'avais alors que deux options devant moi : aller en prison ou fuir mon pays. J'ai choisi la seconde, parce qu'à mes yeux cela n'avait aucun sens de me sacrifier en allant en prison. Et je voulais continuer à faire des films. J'ai dit à mon équipe à l'étranger : "Peut-être que vous n'aurez plus de nouvelles de moi, mais vous devez absolument achever le film."

### C'est vrai que votre fuite a duré vingt-huit jours ?

(D'une voix étouffée.) Oui, c'est vrai. Vingt-huit jours.

### Qu'avez-vous ressenti au moment où vous avez enfin passé la frontière ?

Vous savez, j'ai dû prendre la décision de quitter l'Iran dans la précipitation, et il m'est très dur d'en parler. Je préférerais vous raconter cela par écrit. Est-ce que je peux vous écrire une autre fois ?

### Bien sûr, quand vous le souhaitez.

Tenez, je vais vous montrer une vidéo. *Il me tend son téléphone portable. Sur la vidéo, on voit une terrasse, de nombreuses plantes, la caméra filme brièvement l'intérieur du logement, puis la vue vers la ville et*

*ses contreforts, le paysage aride et vallonné.* Je suis très attaché à ma maison, en particulier à mes plantes. Ici, de la terrasse, on aperçoit le mur d'enceinte de la prison d'Evin. Vous voyez ? Quand je regardais par la fenêtre, je pensais aussitôt à mes amis qui sont là-bas. En partant, j'ai eu l'impression de les trahir, de les abandonner. Tout comme mon équipe de tournage. Mais il fallait que je prenne une décision.

Ç'a été très, très dur. Grâce à un ami, j'ai pu me réfugier dans une maison, j'y suis resté un temps, puis on m'a conduit dans un lieu tout près de la frontière où j'ai passé quelques jours. Ce n'est qu'ensuite que j'ai pu enfin traverser la frontière.

### On remarque à quel point c'est difficile pour vous d'en parler.

Tellement de choses se sont passées depuis que j'ai quitté l'Iran que j'en ai perdu la notion de temps. J'ai l'impression que tout cela s'est passé il y a des années. Bien sûr, je suis heureux d'avoir pu m'échapper, mais mes amis et mes collaborateurs sont restés là-bas. Chaque matin, je me réveille, et j'entends parler de nouvelles exécutions en Iran. Je ne sais pas quoi dire de plus.

— **Propos recueillis par Andreas Scheiner,**  
publié le 14 août

Courrier international est partenaire de la sortie en salle des *Graines du figuier sauvage*, le dernier film en date de Mohammad Rasoulof.

## Repères



### LE FILM

Récompensé du prix du jury au dernier Festival de Cannes, *Les Graines du figuier sauvage* dénonce la répression sanglante du mouvement Femme, vie, liberté. Quand les manifestations éclatent, Iman (Misagh Zare) prend ses fonctions de juge d'instruction au tribunal révolutionnaire de Téhéran.

Ses relations avec ses deux filles, Rezvan (Mahsa Rostami) et Sana (Setareh Maleki), vont se tendre, ainsi qu'avec son épouse, Najmeh (Soheila Golestani). La disparition de son arme de service le précipite dans la paranoïa.

### LE CINÉASTE

Né en 1972, Mohammad Rasoulof a étudié la sociologie avant de se tourner vers la réalisation. Il est, avec Jafar Panahi, l'une des grandes figures du cinéma indépendant iranien, primé dans les plus grands festivals étrangers. Dans ses films, tournés dans la clandestinité et d'une grande rigueur formelle, il aborde des sujets tabous au sein de la République islamique,

comme l'assassinat d'intellectuels par la police secrète (*Les manuscrits ne brûlent pas*, 2013), la corruption (*Un homme intègre*, 2017) ou encore la peine de mort (*Le diable n'existe pas*, 2020). Son œuvre lui a valu de sévères ennuis avec les autorités. En mai, il a annoncé s'être exilé en Allemagne.

### VU D'IRAN

"Rasoulof a rejoint la pouvelle de l'histoire du cinéma", a commenté le quotidien **Jam-é-Jam**. Sans surprise, la nouvelle de l'exil de Mohammad Rasoulof, annoncée quelques jours avant qu'il ne monte les marches du dernier Festival de Cannes, a été commentée en termes très acerbes par

la presse conservatrice iranienne, prompte à voir en lui un "agent de l'Occident". Seule la presse de la diaspora a pu découvrir *Les Graines du figuier sauvage* et commenter le film.

**Radio Farda** applaudit un long-métrage "extrêmement direct et époustouffant", qui plonge dans le quotidien d'une famille pour explorer les tensions ravageant la société iranienne.

**Iran International** savoure cette idée de faire disparaître l'arme du juge. "Symbole de pouvoir et de violence", elle passe dans de nouvelles mains : c'est, selon le site londonien, une façon pour le cinéaste de "promettre la fin de la République islamique".



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

### Un film iranien peut-il représenter l'Allemagne aux Oscars ?

On n'ose imaginer l'indignation qu'aurait suscitée pareille décision en France. L'Allemagne l'a fait. Elle a choisi de présenter *Les Graines du figuier sauvage*, coproduit par le studio hambourgeois Run Way Pictures, pour représenter le pays dans la course à l'Oscar du meilleur film étranger. Outre-Rhin, certains journaux défendent cette décision. Découvrez leurs arguments.

culture. 

## Ces chanteuses pop au cri parfait

Sur scène comme en studio, Taylor Swift, Boygenius ou Olivia Rodrigo n'hésitent pas à hurler à pleins poumons. Elles incarnent une génération de pop stars qui ne s'excusent plus d'exister.

—The Wall Street Journal  
(New York)

Une vidéo TikTok sortie cette année montre l'influenceuse britannique Addison Rae en studio avec la pop star Charli XCX et le producteur A. G. Cook. Elle enregistre un couplet pour le remix de *Von Dutch*, brillant single mêlant pop et sonorités club, tiré de *Brat*, l'album unanimement salué de Charli XCX [sorti en juin 2024]. Addison Rae minaude gaiement et lève soudain les bras au ciel en improvisant un cri parfait, à vous transpercer les tympans. Cook sourit tandis que Charli danse dans le studio. Ce hurlement strident a donné le coup d'envoi du *brat summer*, la vague culturelle pop inspirée par l'album.

Addison Rae est l'une des voix d'un puissant chœur de femmes qui, depuis deux ans, chantent de la pop en poussant les aigus à l'extrême. Des chanteuses de renom émaillent la pop grand public de cris perçants – un style qui jusqu'alors était plus volontiers associé à des styles musicaux réputés masculins, comme le screamo et le punk. En sollicitant leurs cordes vocales à la limite de la rupture, des artistes comme Olivia Rodrigo, Phoebe Bridgers, Taylor Swift et d'autres touchent une corde sensible de leur public.

**Vague de colère.** La chanteuse pop Caroline Polachek a repris une vidéo virale où elle s'égosille devant des oies pour sa chanson *Dang*. Le trio de filles du supergroupe de rock Boygenius achève son tube *\$20* par un hurlement à la lune purificateur. La DJ canadienne Grimes, qui s'époumone sur ses morceaux électropop depuis plus d'une décennie, a fait le buzz cette année en fulminant contre des problèmes techniques sur la scène du festival Coachella. Lors de son concert à Munich en juillet, Taylor Swift a lancé un cri à faire voler un verre en éclats en chantant *Who's Afraid of Little Old Me*, et sa chanson de 2019 *Cruel Summer*, l'une de ses plus stridentes, était l'année dernière au sixième rang des titres les plus streamés du monde sur Spotify.

“Dans un monde qui n'a cessé de te dire à tout bout de champ que personne ne t'écoute et qu'on ne te demande que d'être belle et de la fermer, hurler à pleins poumons procure

une incroyable sensation de pouvoir”, confie “Missy” Dabice, la chanteuse du groupe de punk-rock américain Mannequin Pussy.

La playlist Spotify *Pop Songs We Can All Scream* [“Les chansons pop que tout le monde peut brailler”] a vu son nombre d'abonnés augmenter de 230 % au cours des dix-huit derniers mois, gagnant un public largement dominé par la génération Z. En mars 2024, une étude publiée dans la très sérieuse revue *Scientific Reports* révélait que la colère s'exprimait de plus en plus dans la musique, tous genres confondus, et relevait plus particulièrement une baisse progressive des émotions positives dans la musique pop.

Olivia Rodrigo a surfé sur cette vague de colère. Dans son titre *All-American Bitch*, extrait de son deuxième album, *Guts* [sorti en septembre 2023], elle chante : “Je crie intérieurement pour essayer de gérer”, et pousse aussitôt un long hurlement sur un riff de guitare punky. “Quand on a eu l'idée de cette phrase, on s'est dit en plaisantant que ce serait sympa si elle se mettait à vraiment hurler à tue-tête”, raconte le producteur Daniel Nigro, qui a travaillé sur l'album d'Olivia Rodrigo. À partir de là, ils ont créé une superposition vocale et, “tout d'un coup, c'est devenu un océan de cris”.

D'autres artistes ont fait appel à des coaches vocaux pour monter dans les aigus avec autant de puissance que possible sans s'abîmer la voix. Le musicien irlandais Bambie Thug, qui se revendique non binaire et se désigne sous des pronoms non genrés, a récemment travaillé avec la coach vocale Cornelia Schmitt, établie à Copenhague. “Cornelia a porté mes cris à un niveau totalement inédit de puissance et d'aisance”, se félicite Bambie Thug.

Schmitt, qui a étudié le “chant extrême” en 2016 au Complete Vocal Institute, une école de chant de Copenhague, dirige désormais son propre cours, Vocals Rock,

↙ La chanteuse Olivia Rodrigo, sur scène à Copenhague (Danemark), le 30 mai. Photo Martin Sylvest/Ritzau Scanpix/Reuters

pour apprendre aux musiciens à hurler sans prendre de risque. Le cri est une “technique vocale complexe”, qui consiste à faire vibrer plusieurs parties du larynx, explique-t-elle. Elle dit avoir remarqué que de plus en plus de femmes et d'artistes non binaires cherchaient à se faire coacher. “C'est fascinant de voir les distorsions vocales s'imposer peu à peu dans la pop”, ajoute-t-elle.

Les fans ne sont pas en reste. Nick Palmaï, qui a attiré plus de 250 000 abonnés sur son compte TikTok en postant des vidéos où il braille des chansons pop dans sa voiture, raconte avoir rencontré Olivia Rodrigo à un concert après avoir fait le buzz avec son interprétation tonitruante de *Driver's License*, un titre de la star. Quand elle a encouragé ses fans à reprendre le morceau en chœur à tue-tête, “ça a totalement galvanisé le public et ça a eu un véritable effet thérapeutique”, se souvient-il.

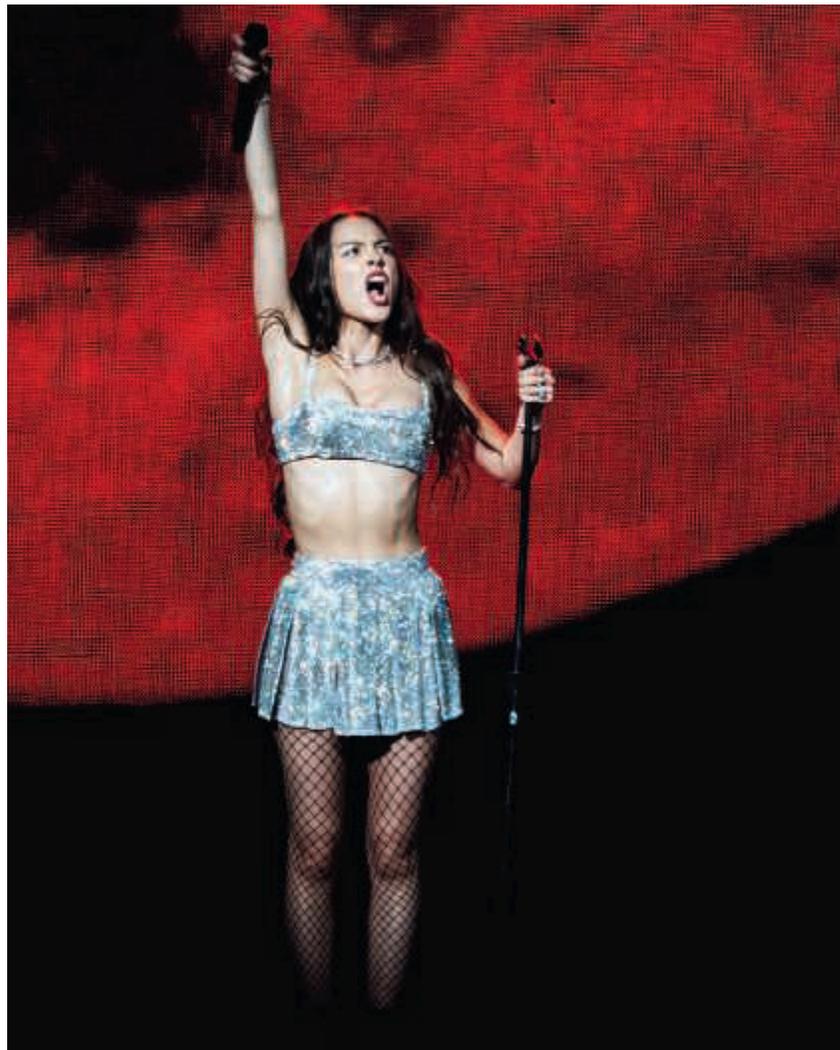
**Affirmation de soi.** Le cri chanté comme forme d'affirmation de soi remonte au moins aux années 1990, à l'époque où le mouvement féministe Riot Grrrl, qui associait le punk rock à la politique et auquel on doit l'expression *girl power*, incitait les femmes artistes à exprimer leur colère et à faire passer leurs messages de contestation politique par la musique. “Nous sommes un exutoire de toute leur rage et de leurs angoisses. Je leur dis : ‘Donnez-la-moi, envoyez-moi votre colère et je vous aiderai à la contenir ce soir’”, confie Dabice, la chanteuse de Mannequin Pussy [qui s'inscrit dans l'héritage de Riot Grrrl].

Il arrive également que le public se mette à hurler spontanément dans une cacophonie assourdissante. L'année dernière, un article de *The Atlantic* [un magazine américain] revenait sur l'évolution du “cri démoniaque” – le phénomène des fans qui pétent les plombs pendant les concerts, s'attirant les foudres d'autres spectateurs, qui leur reprochent de leur gâcher le plaisir de la musique live.

Mais lorsque les artistes eux-mêmes autorisent leurs fans à crier, “ça crée une énergie différente”, affirme l'écrivaine, DJ et animatrice radio Kate Hutchinson, qui a accompagné cette année au festival de Glastonbury et à la Tate Modern [à Londres] l'artiste Bishi Bhattacharya dans son interprétation de la *Composition pour voix de soprano* de Yoko Ono – une pièce qui invite le public à crier, selon les instructions, “contre le vent”, “contre le mur” ou “contre le ciel”. “C'était extraordinaire de participer à une communion et à un rituel dans un espace fermé”, s'enthousiasme Bishi.

“Avouez qu'avec tout ce qui se passe dans le monde en ce moment il y a de quoi hurler, non ?” renchérit Kate Hutchinson.

—Kyle MacNeill,  
publié le 30 août





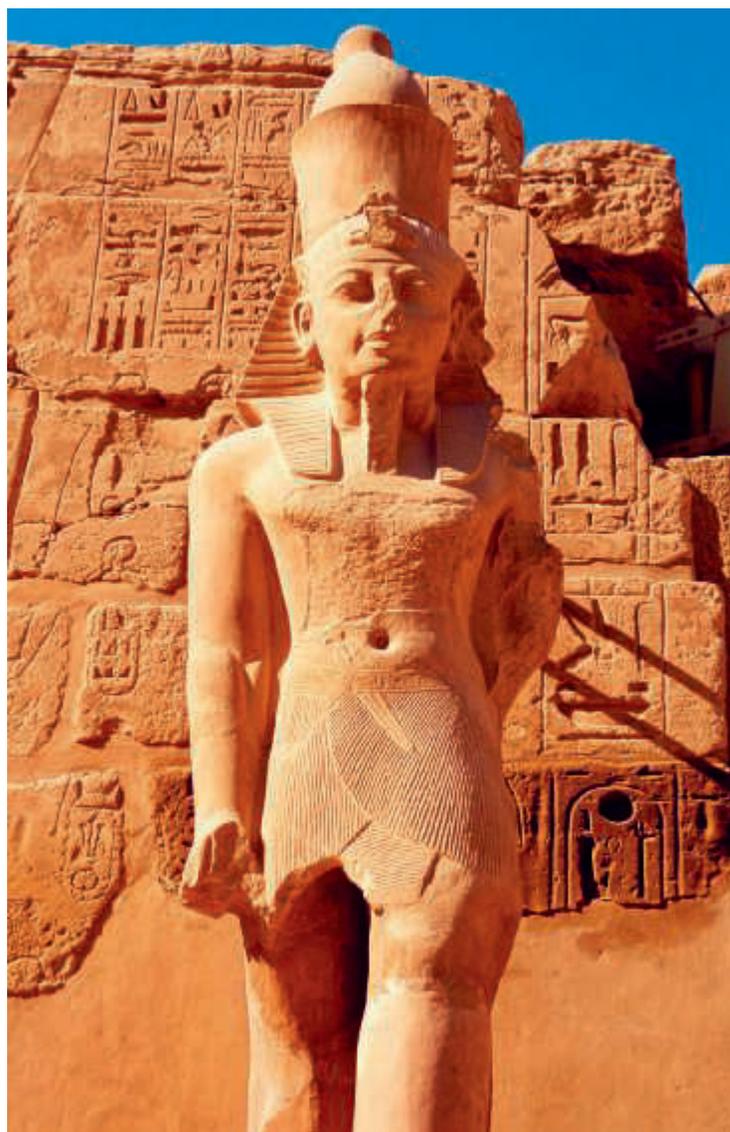
**7H/9H**  
**LA MATINALE**  
**AVEC**  
**DAVID ABIKER**

**INFO . ÉCO . CULTURE . MUSIQUE**

**L'ART DE BIEN  
COMMENCER LA JOURNÉE.**



✎ Une statue de Ramsès III  
au temple de Karnak. Photo Norman  
Barrett/Alamy/Photo12



## Qui a tué Ramsès III ?

### Égypte antique

Un pharaon qui rend son jugement depuis l'au-delà, une mystérieuse momie hurlante, un harem royal agité par des complots politiques... Ramsès III n'a pas fini de livrer ses secrets.

—*Süddeutsche Zeitung*,  
(Munich)

Le tombeau du pharaon Ramsès III (1221-1156 av. J.-C.) compte parmi les plus beaux et imposants édifices de la vallée des Rois. Découvert en 1769 par l'explorateur écossais James Bruce, il est sobrement surnommé "KV 11" ou, de manière plus poétique, "tombe des harpistes", en référence à un bas-relief du deuxième corridor.

Au IX<sup>e</sup> siècle av. J.-C., pour la protéger des pilliers, la momie du pharaon avait été déplacée dans la vallée de Deir El-Bahari, au nord de Thèbes, et mise à l'abri avec une quarantaine d'autres sarcophages de glorieux pharaons et de leurs descendants, dans une cachette érigée par les prêtres d'un pharaon libyen de la troisième période intermédiaire. Le site est néanmoins tombé entre les mains de pilliers de tombes vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avant que des archéologues ne commencent les fouilles, en 1881. C'est là qu'ils ont découvert la dépouille mortelle de Ramsès III.

Jusqu'à récemment, c'est tout ce que l'on savait de l'histoire – déjà passionnante – de ce roi qui a gouverné trente et un ans, et dont le règne a été miné par des guerres aussi incessantes que sanguinaires contre les "peuples de la mer" [une coalition de peuples barbares venus du Nord].

Un des sarcophages transférés sur le site de Deir El-Bahari renfermait également une momie des plus énigmatiques, surnommée la "momie hurlante" en raison de sa bouche grande ouverte. En plus d'avoir été emmaillottée dans une peau de chèvre, considérée comme impure, le cerveau et les autres organes n'avaient pas été retirés, ce qui, selon le rite égyptien, interdisait au défunt l'accès au royaume des morts.

Outre les deux momies, un troisième élément compose cette histoire mystérieuse : un compte rendu administratif rédigé en écriture hiéroglyphique, sur un papyrus datant du XII<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Ce "papyrus judiciaire" – réapparu en 1824 dans le bazar du Caire et aujourd'hui exposé au musée des Antiquités égyptiennes de Turin – décrit le procès de la "conjuraison du harem" : une quarantaine de conjurés appartenant à l'entourage proche du pharaon y sont recensés, ainsi que leurs crimes et la nature de leur condamnation.

En tête de liste de ce complot figurent le grand chambellan Pabakkamon, serviteur et gardien du harem, ainsi qu'un grand prêtre, qui aurait lancé des sorts sur des statuettes en cire censés favoriser la tentative d'assassinat. Les conspirateurs ont même voulu soulever le peuple pour parvenir à leurs fins et faire du fils de Ramsès et de son épouse Tiye le nouveau pharaon.

Un peu de contexte : Ramsès III s'était toujours bien gardé de nommer explicitement, parmi ses conjointes principales, une "grande épouse royale". Si elle figure sur des représentations, aucun nom n'est inscrit sur le cartouche consacré. Il n'a pas non plus choisi d'héritier officiel parmi les 16 fils qu'on lui connaît.

Les conjurés ont de toute évidence sous-estimé l'un d'entre eux, militaire élevé au rang de "généralissime" par son père et qui a d'ailleurs pris sa succession sous le nom de Ramsès IV. Mal préparés militairement, ils sont vite arrêtés. Selon le papyrus, c'est un Ramsès III visiblement bien vivant qui chapeaute le procès. C'est lui qui décide des juges, des lois et du châtiment vengeur qui doit s'abattre sur les nombreux accusés : tous sont condamnés à être brûlés vifs, à l'exception de quatre conspirateurs, qui, en raison de leur rang, doivent se suicider immédiatement.

Et pourtant, quelque chose chiffonne l'égyptologue Zahi Hawass, alors patron du Conseil suprême des antiquités égyptiennes. Il mandate donc en 2012 une équipe internationale

**Un papyrus désigne comme principal coupable un certain Pentaour, ce qui signifie "celui qui a porté d'autres noms".**

de chercheurs afin de réaliser une étude tomographique de la momie [une technique d'imagerie médicale en 3D très poussée]. Le paléopathologue Albert Zink, célèbre pour avoir percé les secrets d'Ötzi [l'"homme des glaces", découvert en 1991 dans les Alpes], établit l'existence incontestable d'une blessure au couteau en travers de la gorge, longue de sept centimètres. Le cou de la momie était jusque-là protégé des regards indiscrets par un entrelacs de bandellettes. Le souverain n'a pas pu survivre à une telle blessure, qui n'est en rien une maladresse survenue au moment de l'embaumement.

Si dater l'événement précisément est impossible, c'est fort probablement en 1156 av. J.-C. que le pharaon, alors âgé de 65 ans selon les scientifiques, a été victime de cet assassinat. Il ne peut donc pas avoir rédigé le fameux papyrus. Or le document désigne comme principal coupable un certain Pentaour, ce qui signifie "celui qui a porté d'autres noms". Cette appellation pourrait renvoyer à l'un des fils de Ramsès III. Et en effet, une analyse a révélé que la "momie hurlante" partageait 50 % du patrimoine génétique du pharaon assassiné. Il pourrait donc bien s'agir de la dépouille mortelle de ce Pentaour, fils de Ramsès et de la reine Tiye.

Pour clore définitivement cette enquête, il faudrait également disposer de la momie de sa mère afin de pouvoir comparer les ADN. Si elle a sans aucun doute été la pièce maîtresse du harem dans ce complot, elle disparaît pourtant très vite des sources : dans le papyrus, alors qu'elle est mentionnée parmi les accusés, on ne retrouve aucune condamnation à son égard.

Et ce n'est pas la seule énigme qui reste à élucider : comment les momies du meurtrier et de sa victime ont-elles pu se retrouver réunies dans le même tombeau ? Fallait-il encore expier la faute dans la mort, ou est-ce une de ces plaisanteries macabres que nous réserve l'histoire criminelle ?

—*Josef Schnelle*,  
publié le 22 août

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier  
international**

**Hors-série** Août-septembre 2024

# Atlas

*Production, trafic, consommation...  
La question de la drogue est devenue  
une problématique mondiale.  
Décryptages en cartes et  
en infographies. Et, toujours,  
les reportages de la presse étrangère.*

## des drogues



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier  
international**

# IL EST TEMPS DE LÂCHER LE VOLANT



## CARTE LIBERTÉ

EN 2024

**349€** ~~399€~~<sup>(1)</sup>

AVEC LE CONTRAT PRO

**299€**<sup>(2)</sup>

**BILLETS À PRIX RÉDUITS TOUTE L'ANNÉE<sup>(3)</sup>,  
ÉCHANGE ET REMBOURSEMENT SANS FRAIS<sup>(4)</sup>,  
VALABLE EN FRANCE ET VERS L'EUROPE<sup>(5)</sup>**

## PROS, FAITES LA ROUTE EN TRAIN

RENDEZ-VOUS SUR LE SITE ET L'APPLICATION **sncfconnect**,  
EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.

(1) Prix TTC 349€ (au lieu de 399€) hors promotion et hors code FCE. (2) Prix TTC 299€ (au lieu de 379€), hors promotion et remise négociée et avec un Contrat Pro et un code FCE valide. Prix en vigueur du 29/02/2024 au 31/12/2024, pour tout achat ou renouvellement d'une carte de réduction Liberté TGV INOUI. Date d'activation possible jusqu'à 5 mois après la date d'achat. (3) Réductions de 45% en 1re classe et de 60% en 2de classe réservées au titulaire de la carte Liberté. Tarif fixe et unique correspondant à une réduction calculée, hors prestation supplémentaire payante, sur le tarif Flex Première ou Business Première sur les trains à réservation obligatoire de TGV INOUI. (4) Échange et remboursement sans frais jusqu'à 30 minutes après le départ. Dès 30 minutes avant le départ, le nombre d'échanges est limité à 2 et sont restreints à un autre train du jour et pour un trajet comprenant le trajet initial. Échange possible même sur trains complets, sans garantie de place assise. (5) Conditions pour les TGV INOUI en France et vers l'Europe (ainsi que sur les trains ICE pour DB-SNCF Voyageurs en coopération) hors TGV Lyria : billet remboursable et échangeable sans frais jusqu'à 30 minutes après le départ. À partir de 30 minutes avant départ, 1 seul échange possible. Les billets qui ont déjà fait l'objet d'un échange ne sont plus remboursables à partir de 30 minutes avant le départ. Conditions pour les TGV Lyria : billet remboursable et échangeable sans frais jusqu'à 30 minutes après le départ. Les billets ne sont ni échangeables, ni remboursables à partir de 30 minutes après le départ. TGV INOUI et TGV Lyria sont des marques enregistrées de SNCF Voyageurs. DB est une marque enregistrée de Deutsche Bahn AG. Tous droits de reproduction réservés. SNCF Voyageurs - SA au capital social de 157 789 960 €, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 - 4, rue André Campra - CS 20012 - 93212 Saint Denis. JLP0824. ROSA PARIS

TGV  
**!nOUI**